

Supplément / Spectacles

-pages 15 à 27



Semaine ^{No 37}
du 23 au
29 septembre
5e année, no 36
à domicile 30c
partout 25c

QUÉBEC-PRESSE



CHILI

- Déjà 8,000 à 9,000 morts
- De Santiago, un témoignage

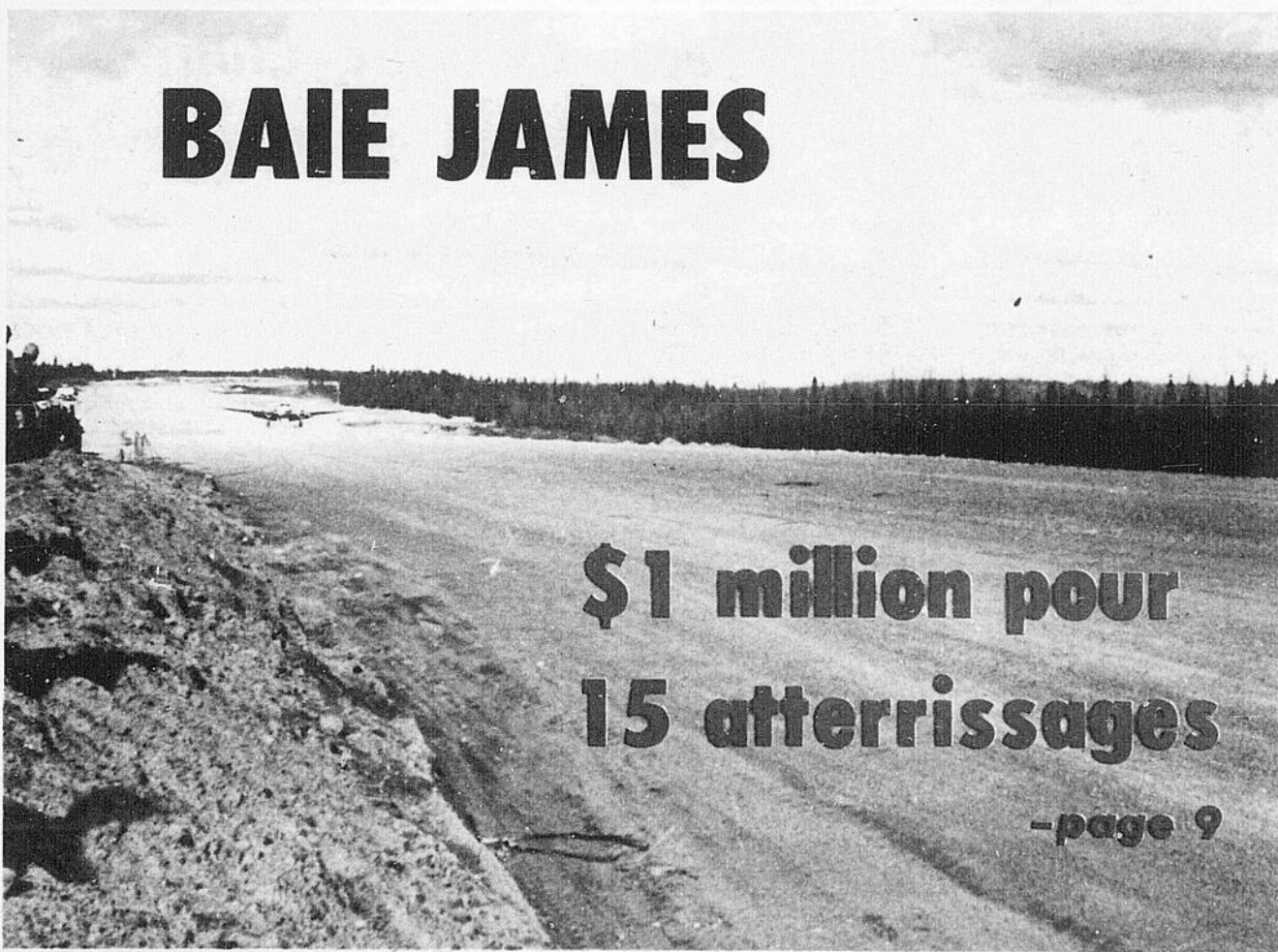
-pages 2, 27, 28 et 29

**Québec veut-il
saboter
l'éducation
populaire?**

-pages 11, 12, et 13



BAIE JAMES



**\$1 million pour
15 atterrissages**

-page 9

mini-loto TIRAGE: 25
VENDREDI, 21 SEPT
24 Séries émises — 90,000 chacun
Possibilité de

86007	—	24 gagnants de \$5,000.
6007	—	192 gagnants de \$500.
007	—	1944 gagnants de \$100.



25e COURSE, le 20 septembre

RÉSULTAT

ORDRE: \$3,157.90 (50 PRIX)

DÉSORDRE: \$137.30 (906 PRIX)

VENTES TOTALES: \$ 588,379.00

A B C D

2 9 8 10



LA GRANDE PLACE de la Paix céleste (Tien An-Men) à Pékin, la Place rouge du communisme chinois. On peut y tenir des rassemblements gigantesques de plus de 500,000 personnes.

Dans QUEBEC-PRESSE

Un grand reportage sur la Chine

Dans sa prochaine édition, QUEBEC-PRESSE entreprend la publication d'un grand reportage sur la Chine populaire, sous la signature de Louis Fournier.

Notre camarade a participé en juin dernier à un voyage de quinze jours dans ce pays trop peu connu de

800 millions d'habitants (le quart de l'humanité) en compagnie d'une douzaine de travailleurs, syndiqués de la CSN, et de quelques étudiants du cégep du Vieux-Montréal. Ce voyage était organisé par le Service d'éducation de la CSN. Dans une série d'articles, Louis Fournier décrira la vie quotidienne

en Chine et les différents aspects de la construction du socialisme dans la Chine de Mao.

D'autre part, un montage de diapositives a été réalisé sur ce voyage exceptionnel - c'est la première fois qu'un groupe de travailleurs et d'étudiants québécois é-

taient reçus en Chine. Le groupe a aussi préparé divers dossiers sur le sujet et il est d'ores et déjà à la disposition de tous les travailleurs, étudiants et autres qui seraient intéressés à des séances d'information sur le sujet. Pour renseignements: Gilles Morand à 842-7161 ou 467-0324.

Rosemère Un maire qui ne croit pas au référendum

par Robert Lévesque

Dimanche prochain, les citoyens de Rosemère, petite ville de 7,000 habitants située entre le futur aéroport de Mirabel et la ville de Laval, participeront à un référendum, le deuxième en trois mois sur le même sujet. Le maire, M. Roland Durand, l'organisateur du député libéral Roland Comtois à Ottawa, a ignoré le résultat du premier référendum et il revient à la charge. Ce qu'il veut: faire effectuer des travaux dans le quartier le plus favorisé de sa ville, son quartier. Un comité de citoyens riposte: les quartiers les plus pauvres sont toujours sans asphalte et soumis aux innovations chaque année.

"Underground"

Le comité de citoyens, animé par M. Jacques Poisson, doit demeurer secret, "underground", pour ne pas se faire infiltrer par les "hommes du maire" et se faire "espionner" par madame la mairesse, particulièrement habile, nous dit-on, pour savoir tout ce qui se passe dans sa localité.

L'histoire a commencé en avril dernier, quand des citoyens de Rosemère ont découvert que l'on faisait de l'arpentage sur la Grande Côte, cette pittoresque artère qui suit la rivière des Mille Îles et traverse Rosemère en partant de Saint-Eustache jusqu'à Charlemagne. C'est, dans Rosemère, le quartier bourgeois, un décor dont on est fier. On s'est donc informé auprès de la municipalité du pourquoi de ces travaux.

Référendum

Le maire voulait y faire construire un trottoir, donc abattre plusieurs des magnifiques arbres, puis enlever les poteaux de téléphone, faire passer les fils sous terre et installer des lampadaires "bien modernes". Un groupe de citoyens, mécontents de n'avoir pas été consultés, ont exigé un référendum sur la question. Rosemère a une dette municipale qui dépasse 25% de son évaluation: des quartiers et des citoyens sont franchement défavorisés au profit de certains autres. Devant l'insistance d'un groupe de citoyens dirigé par Jacques Poisson, le maire Durand a accepté de tenir une "assemblée d'électeurs" pour décider de la tenue d'un référendum.

Le soir de l'assemblée, le maire a changé à la der-

nière minute, le lieu de la séance du conseil. Il évitait ainsi une bonne proportion des "électeurs". Devant ceux qui avaient trouvé la salle, il a tenu un discours-fleuve dans le but de les empêcher de venir s'inscrire en faveur du référendum. Heureusement, grâce à la perspicacité de certains citoyens, 24 personnes (il en faut 20) ont signé. On a fixé le référendum au 12 juillet.

Le 12 juillet, la population a voté à 47% contre le projet du maire. Pour empêcher les travaux, il n'en fallait que 33 1/3%. Le maire se tint tranquille, un moment. En août, il revenait à la charge et faisait accepter par son conseil le projet de la Grande Côte. Le 11 septembre, le comité de citoyens obtient une autre "assemblée des électeurs". Pour éviter un autre discours-fleuve du maire, le président du comité de citoyens s'avance dès le début pour parler. Le maire fait venir deux policiers municipaux pour le menacer d'expulsion pour "désordre". On finit quand même par décider de la tenue d'un référendum pour le 30 septembre, soit dimanche prochain.

Actuellement, selon Jacques Poisson, le maire Durand et sa femme font des pieds et des mains pour annuler ce référendum. Le comité de citoyens a déposé une plainte officielle au bureau du ministre des Affaires municipales, M. Victor Goldbloom, sur le "climat de violence et d'intimidation" qui existe dans la ville du maire Durand.

Le comité de solidarité Québec-Chili Ottawa doit dire NON à la junte

par Louis Fournier

Une mobilisation quasi sans précédent au Québec, s'agissant d'un événement international, marque la campagne de solidarité lancée ici à la suite du coup d'Etat militaire du 11 septembre au Chili.

Des comités de solidarité Québec-Chili ont poussé comme des champignons dans à peu près toutes les grandes villes, notamment à Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Chicoutimi et Saint-Hyacinthe. Ils regroupent pour la plupart des représentants des grandes centrales syndicales (CSN, FTQ, CEQ), des groupes populaires et coopératifs, des milieux universitaires et divers mouvements d'action internationale.

Priorités

La priorité de ces comités, bien sûr, est d'empêcher le gouvernement du Canada de reconnaître le régime issu du coup d'Etat fasciste. Autre tâche fondamentale:

aider la résistance chilienne par tous les moyens possibles.

A Montréal, un comité de solidarité a vu officiellement le jour la semaine dernière (voir nos informations en page 28). A Québec, un comité semblable a déjà organisé deux manifestations dont l'une, jeudi soir, a réuni plus de 500 personnes devant le consulat américain à Québec et l'Assemblée nationale. Auparavant, au cours d'un teach-in tenu à l'édifice de la CSN, on a pu entendre une conversation téléphonique enregistrée à Québec avec la fille aînée de feu le président Salvador Allende, réfugiée à Mexico. Elle y dit notamment que son père est "mort dans la foi inébranlable que le peuple continuera à lutter pour ses idéaux". On peut atteindre le comité de Québec à (418) 683-1796.

Inquiétudes

Entre-temps, on conti-

nue à s'inquiéter du sort de plusieurs Québécois qui travaillaient au Chili, dont un bon nombre de militants de gauche. Si certaines nouvelles sont rassurantes - notamment au sujet de Yves Laneuville, un Québécois devenu Chilien - , d'autres le sont beaucoup moins. Au moment de mettre sous presse, on ignorait encore ce qu'il adviendrait du jeune sociologue Michel Beaubien, détenu

avec plus de 4,000 autres prisonniers politiques au stade "Nacional" de Santiago. On s'inquiétait aussi pour les pères Patrick Donovan et Maurice Hébert, de la Société des missions étrangères, arrêtés à Temuco dans le Sud du Chili - où la répression est terrible - et sous le coup d'un ordre d'expulsion. Les deux hommes enseignaient à l'Université catholique de Temuco.



Photo Liberation News Service

SUR LES MURS dans un quartier ouvrier de Santiago, un slogan du MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire: "Peuple, conscience et fusil". C'était un avant-goût de la résistance qui commence...

QUEBEC-PRESSE

est publiée par l'Association coopérative des publications populaires, 9670 Pélouquin, Montréal 358.

Directeur de l'information
Gerald Godin

Comité de rédaction: Virginie Boulanger, Michel Elliott, Louis Fournier, Pierre Godin, Gerald Godin, Micheline Lachance, Robert Lévesque, Michel Servant, Michel Sabourin.

Rédaction: 381-8684.

Sport: Pierre Terroux, directeur. Yvan Poupart, photographe.

Publicité: Michel Servant, Gerald L'Italien, Jean Bélanger, Francine Tremblay.

381-1385.

Distribution et abonnements: Guy Ouimet, 381-9936.

Administration: Gilbert Rambo, 381-4775.

Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2414. Port de retour garanti à Montréal, 9670 Pélouquin, Montréal 358.

Bibliothèque nationale du Québec.

Dépôt légal.

Composé et imprimé par Journal Offset Inc.



A la suite d'un parachutage de Dupuis Bisbille chez les créditistes d'Iberville

par Pierre Godin

Les créditistes du comté d'Iberville sont en furie contre leur chef, Yvon Dupuis, qu'ils accusent d'être un dictateur et de fouler aux pieds cette liberté et cette démocratie dont il ne cesse de parler.

L'un des militants en vue du comté, M. Jean-Paul Lasnier, a déclaré à QUEBEC-PRESSE:

"On pensait que c'était fini le duplessisme, les régimes de dictature. Quand on parle d'un parti pour le peuple, par le peuple, avec le peuple et qu'on ignore ce peuple, c'est contradictoire."

Le feu a pris il y a une dizaine de jours, lorsque M. Dupuis a décidé de son propre chef de parachuter



YVON HAMEL: au centre de la tourmente.

dans le comté d'Iberville comme candidat créditiste l'ancien député de l'Union nationale, Yvon Hamel.

Tout ça s'est passé en quelques minutes, au cours de la réunion du conseil supérieur du parti à Ville Brosard. Ce qui indigne les créditistes, ce n'est pas seulement le fait que M. Hamel n'ait rien d'un créditiste

mais encore que lui-même et Yvon Dupuis avaient accepté antérieurement la tenue d'une convention. Celle-ci devait avoir lieu en octobre.

Volte-face de Dupuis

M. Lasnier, qui est maire de la municipalité de Sainte-Brigitte et a été candidat dans le comté de Missisquoi aux élections fédérales d'octobre 1972, ne cache pas son antipathie envers M. Dupuis:

"Pour un homme qui ne veut pas d'un avocat comme ministre de la Justice, tout ce qu'il cherche, ce sont des candidats qui sont des avocats ou des professionnels. Il m'a demandé personnellement de m'éclipser, de ne pas



YVON DUPUIS: un dictateur...

me présenter, afin de ne pas gêner la venue de candidats valables..."

En dépit de cette rebuffade, M. le maire a accepté de se retirer mais à la condition que le choix du candidat créditiste se fasse selon les règles de la démocratie, c'est-à-dire au cours d'une convention. Le chef créditiste avait accepté puis s'est ravisé.

"J'ai été témoin de la volte-face de Dupuis. En quelques minutes, pour faire plaisir aux journalistes qui lui demandaient le nom de ses candidats prestigieux, il a changé d'idée et a annoncé publiquement que M. Hamel serait candidat."

Indignation des militants

Mais ça ne se passera pas comme ça. L'indignation des militants créditistes du comté - 400 de préciser le maire de Sainte-Brigitte - est telle que ça va barder à la réunion qui aura lieu lundi soir, à Saint-Jean pour élire l'exécutif du comté.

"Je vais demander la tenue d'une convention démocratique. Et si on me la refuse,

je demanderai aux membres de ne pas accepter de faire partie d'un tel exécutif dont le rôle sera d'être un paravent ou un haut-parleur pour Dupuis."

C'est le nouveau candidat du comté, M. Hamel qui présidera la réunion, qui se déroulera au sous-sol de l'église Sacré-Coeur. Une assemblée "ben le fun" en perspective... et lourde de conséquences pour l'unité créditiste du comté d'Iberville.

Déterminé à aller jusqu'au bout, M. Lasnier a ajouté mystérieusement:

"Je suis un cultivateur et quand l'un de mes animaux a une patte malade, il faut l'amputer avant que la maladie fasse mourir l'animal..."



LE POSTE DE RADIO CKJL à Saint-Jérôme: une station au matériel délabré et qui perd des plumes...

Saint-Jérôme

Les employés de CKJL s'emparent de la station

par Louis Fournier

Les employés du poste de radio CKJL, à Saint-Jérôme, se sont emparés de leur station et, depuis maintenant huit jours, ils diffusent une nouvelle programmation "plus populaire" et ont cessé toute publicité sur les ondes.

Cette occupation, qui ne prive pas les auditeurs de CKJL du service auquel ils ont droit, est une nouvelle manche dans la bataille qui oppose depuis longtemps le propriétaire du poste, Jean Lalonde - l'ex-"don Juan" de la chanson au Québec - à ses employés membres du Syndicat général des commu-

nications (CSN). Les syndiqués de CKJL ont acquis le droit de grève en juin dernier mais ils ont finalement opté pour "l'occupation active" de la station en vue de hâter les négociations pour la signature d'une nouvelle convention collective.

Avant de passer à l'action, les employés de CKJL avaient donné "une dernière chance" à Jean Lalonde, qui voulait vendre le poste. Ils ont donc attendu que la transaction soit bâclée mais l'affaire traînant en longueur, ils ont occupé la station le 14 septembre, sur le coup de midi. Ils ont donné à Jean Lalonde jus-

qu'au 28 septembre, à midi, pour conclure la vente du poste de façon que les négociations reprennent, au plus tôt, avec le nouveau propriétaire. Sans quoi ce sera "l'escalade".

Dans leur prochaine convention, les syndiqués de CKJL réclament notamment l'autogestion en matière de programmation et d'information et une augmentation du personnel pour couvrir une région qui va "de Laval à Mont-Tremblant", comme le clame Jean Lalonde. Ils se plaignent également des conditions de travail miséreuses et du délabrement général du poste de radio.

Deux ministres briseurs de grève chez Pollack!

(L.L.) - Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (CSN) vient de faire parvenir un télégramme au ministre du travail, Jean Cornooyer, pour l'aider dans la préparation de son projet "anti-scab". Le syndicat révèle comme pièce au dossier, que le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère des Communications s'apprêtent à tenir un kiosque d'information gouvernementale du 4 au 13 octobre, au magasin Pollack du centre-ville de Québec. Le Syndicat des professionnels informe également le ministre du Travail que les employés syndiqués de cette entreprise sont en grève depuis plusieurs mois...

QUEBEC-PRESSE n'a pu obtenir le nombre précis de fonctionnaires syndiqués qui ont refusé de collaborer au projet "briseur de grève" des ministres Guy St-Pierre et Jean-Paul L'Allier. Mais un dirigeant du syndicat affirme qu'il y en a eu un certain nombre.

"Grotesque"

Le télégramme expédié aux trois ministres mentionnés affirma que le Syndicat des professionnels s'oppose vivement au comportement des ministres des Communications, de l'Industrie et du Commerce: "leur volonté de pré-



JEAN CORNOOYER: le ministre anti-scab...

senter un kiosque au magasin Pollack, dont les employés poursuivent une dure grève, ne fait que démontrer leur mépris des travailleurs syndiqués". Le syndicat donne son entier appui à ses membres qui ont refusé de collaborer à l'organisation de cette "manifestation grotesque".

Depuis 9 mois

La grève des travailleurs du grand magasin à rayons Pollack, dans le quartier Saint-Roch à Québec, dure depuis 9 mois. Les grévistes, membres de l'Union des employés de commerce (FTQ), ont débrayé le 23 décembre 1972. Le magasin a gardé ses portes ouvertes et remplacé ses syndiqués par des briseurs de grève.

Missisquoi: Dupuis ne trouve personne

Le parti d'Yvon Dupuis a de la misère à se trouver un candidat dans le comté de Missisquoi. Le "chef" a beau faire des pieds et des mains: jusqu'ici les personnes sollicitées ont toutes dit: Non! Ainsi, un ancien assistant de Jean-Jacques

Bertrand, qui représentait ce comté à l'Assemblée nationale, M. Jacques Meunier, s'est démis. Il en fut de même pour M. Gérard Turmel, beau-frère du premier ministre décedé. Le "cheuf" continue donc ses recherches...

La fin d'un mythe



Les éclaboussures du pavé du putsch militaire fasciste jeté dans la mare politique chilienne n'ont épargné personne. Le Chili offert en pâture aux voraces organes d'information du monde entier continue de se débattre dans les miasmes de ses contradictions, suscitant des débats larmoyants, passionnés, souvent indécents, comme celui qui s'est instauré en France. Dans ce pays où la sinistre vision du "couteau entre les dents" a tempéré quelque ardeur, la tragédie chilienne a été l'occasion de dénoncer le péril rouge, facteur de chaos et de drames: "Un gouvernement d'union de la gauche en France aurait amené les forces armées à intervenir", entend-on dire.

De là à cogiter sur l'incompatibilité du socialisme et de la démocratie, il y a un fossé que certains ont vite fait de franchir.

Il est de bon ton de nos jours de se déclarer démocrates bon teint, même si dans le cadre de ses frontières on foule au pied "les libertés démocratiques" "pompeusement consignées dans les textes constitutionnels. Par contre, on ne verra aucune dysharmonie entre les notions de démocratie et de dictature. Mao dit à qui veut l'entendre que la démocra-

tie pour la majorité engendre inévitablement la dictature sur les éléments de la société considérés comme réactionnaires. Mac Carthy s'était glorifié des traditions libérales américaines, ce qui ne l'a pas empêché d'être à la pointe de la triste "chasse aux sorcières". Faut-il ajouter que la Grèce, berceau de la démocratie, était curieusement esclavagiste. De la patrie de Platon à la junte des colonels, on demeure "profondément démocrate".

En accédant au pouvoir, Salvador Allende a donné au monde une leçon qui ne s'oubliera pas aisément. L'expérience socialiste au Chili, malgré son caractère éphémère, contribuera à coup sûr à dissiper les illusions des rêveurs qui ont manqué le train de l'histoire. La prolifération de foyers de résistance organisés contre le fascisme militaire nous autorise à y croire. Le plus sûr moyen pour un régime populaire de courir à sa perte est de composer avec les factions réactionnaires et décadentes de la société. Nous croyons pour notre part au "paradis" socialiste, à ce monde d'équité sociale et de bien-être. Nous n'ignorons pas que des individus fortement attachés à leurs privilèges ne démentiront pas dans leur tentative per-

pétuelle de saboter la machine du progrès, par quoi doit-on répondre sinon par irréversible, le rouleau compresseur de l'histoire écrasera cette vermine qui, telle une gangrène, nous ronge sournoisement.

Mao a dit que le pouvoir était au bout du fusil. Aujourd'hui, il n'est plus permis d'en douter.

Aux utopistes et autres professionnels de la politique politicienne, genre François Mitterrand, nous disons que l'heure est plus que jamais à la mobilisation en vue de la lutte armée. Faut-il préciser encore, au risque de nous répéter inutilement, que le chemin du pouvoir ne passe pas par les coulisses de la mascarade parlementaire, réelle soupe de sûreté des laquais de l'impérialisme que nous avons pour chefs d'Etats? Les partis et associations progressistes qui ne tiendraient pas compte de ce facteur clé de la lutte pour le pouvoir sont condamnés à disparaître, se rendant complices de ceux qui veulent consacrer la pérennité d'institutions décadentes, carcans des masses éprises de paix et de liberté.

Magassouba Moriba
(Stagiaire sénégalais à Québec-Presse)

document

Les "scabs" dans l'histoire du mouvement ouvrier

Les briseurs de grève, ceux qu'on appelle les "scabs", ça n'est pas nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier au Québec. Le problème a été soulevé encore récemment lors de l'occupation du bureau du ministre du Travail, à Montréal, par environ 400 travailleurs en grève. QUEBEC-PRESSE a jugé utile de publier quelques données historiques bien peu connues sur la présence des scabs au Québec.

En Nouvelle-France

Dès octobre 1741, alors que le Québec n'était encore qu'une colonie française, un employeur décide d'utiliser des briseurs de grève. Cet employeur, c'est l'Etat français, représenté par l'intendant Hocquart.

A cette époque, les charpentiers "canadiens" des chantiers maritimes du roi de France, à Québec, se mettent en grève pour arracher de meilleures conditions de travail. L'intendant Hocquart les renvoie tous chez eux car il sait qu'une douzaine d'ouvriers français, en provenance de Rochefort, vont bientôt arriver à Québec, à bord du vaisseau "Le Rubis", pour travailler au chantier maritime. Quand ils arrivent ici, Hocquart veut leur confier l'ouvrage des grévistes canadiens. Or, les charpentiers français refusent de servir de briseurs de grève et ne travaillent pas malgré les contrats individuels qu'ils ont signés en France. Ils demandent qu'on réembauche les Canadiens congédiés.

Hocquart les fait aussitôt mettre en prison! L'Etat finira par briser la grève: un des meneurs canadiens est nommé contremaître après s'être rallié aux conditions de l'employeur... Les autres charpentiers se cherchent du travail dans les chantiers maritimes privés.

Les "jaunes"

C'est toutefois au 19^{ième} siècle que l'on peut retrouver l'origine du terme qui désigne les briseurs de grève: "jaune" ou "scab".

On utilise d'abord l'expression "yellow" ("jaune"). Ce terme vient de l'emploi, vers 1860, de main-d'oeuvre

chinoise importée de la Californie au Massachusetts, aux USA, pour briser la grève des ouvriers d'une manufacture de chaussures. L'expression "yellow dog contract", qui désigne l'acceptation par les grévistes d'un contrat de travail qui les oblige à abandonner leur syndicat (sous peine de perdre leur emploi), fait son apparition vers 1870. Des ouvriers du textile de Fall River aux USA, en bonne partie des Québécois immigrés, doivent capituler devant leur patron.

C'est aussi vers 1870 que le mot "scab" (en français: la gale!) apparaît à l'occasion d'une grève dans une usine de Paterson au New Jersey. L'un des grévistes traite un briseur de grève de "scab" et pour cela, on l'arrête et on le condamne!

Au canal Lachine

C'est au 19^{ième} siècle que la pratique d'utiliser des briseurs de grève se répand au Québec, associée fréquemment à l'intervention de la police ou de la troupe sur les lieux de la grève.

Lorsque les 1,300 Irlandais employés à la construction du canal Lachine se mettent en grève, le 24 juin 1843, leur détermination est si grande que les entrepreneurs privés craignent de ne pouvoir trouver une solution au conflit. Il leur faudra dix jours pour briser la solidarité des ouvriers.

L'un des entrepreneurs, Henry Mason, offre un salaire supérieur aux travailleurs qui viennent du Sud de l'Irlande et leur promet aussi des armes pour se "protéger" de leurs camarades! Belle opération de division des ouvriers. Avant qu'un seul des Irlandais du sud n'accepte ce marché, Mason déclare publiquement — et les journaux anglophones diffusent largement ses propos — que les gens de Cork (sud de l'Irlande) l'ont approché afin de retourner au travail à l'ancien salaire. Il ajoute même que "les gens de Cork sont armés pour se protéger eux-mêmes des gens de Connaught (nord de l'Irlande) et ils défendront le chantier au besoin".

En vérité, les avances de Mason avaient été refusées mais ses déclarations à la presse vont porter fruit.

Dans les jours qui suivent, des bagarres opposent les deux clans de travailleurs irlandais. Par la suite, l'intervention de notables irlandais de Montréal réussit à rétablir la paix.

Le 24 mars 1843, quand les travailleurs irlandais se remettent en grève, les entrepreneurs publient des annonces dans les journaux francophones demandant 500 ouvriers canadiens-français. Très peu acceptent de jouer le rôle de briseurs de grève et ceux qui le font sont aussitôt chassés du chantier par les grévistes irlandais. Les Canadiens français devaient, par la suite, débayer avec leurs camarades de travail.

D'autres exemples

Opposer des travailleurs à partir de rivalités ethniques ou nationales n'est pas la seule tactique des patrons. Dès 1852 se pose le problème de la division même d'un groupe de travailleurs alors qu'une minorité des ouvriers qui construisent le chemin de fer de la Richmond Railway refuse de se mettre en grève. "Les grévistes, dit la compagnie, intimident nos employés. Il faut les arrêter". La police obéit et le leader des grévistes se retrouve en prison alors que les autres meneurs sont pourchassés.

En 1855, plus de 300 arrimeurs en grève dans le port de Québec parviennent à imposer par la force leur volonté à la minorité qui ne veut pas débayer. En 1861, les ouvriers de la Montreal Horse Railway (tramway urbain de l'époque) se mettent en grève; une minorité d'entre eux veut poursuivre le travail. Un leader qui les incite à la grève est arrêté et emprisonné. L'année suivante, en 1862, des tonneliers de Québec se mettent en grève. L'employeur fait venir des "scabs" d'Ecosse!

Des 190 grèves recensées au 19^{ième} siècle, au Québec, près de 40% ont donné lieu à l'utilisation de "scabs". Entre 1900 et 1938, environ 20% des 915 grèves québécoises connues sont troublées par la présence de briseurs de grève. Jusqu'à 1970, ce pourcentage baisse assez peu bien que le nombre de grèves au Québec ait augmenté jusqu'à 1,659.

quoi de neuf

Marcel Pepin à la tête de 15 millions de syndiqués?

Tout indique que M. Marcel Pepin, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), sera le prochain président de la Confédération mondiale du Travail (CMT), une centrale syndicale internationale qui compte plus de 15 millions d'adhérents partout dans le monde. La candidature de M. Pepin sera soumise aux quelque 300 délégués de plus de 80 pays qui se réunissent pour le congrès de la CMT, du 24 au 28 septembre, à Evian-les-Bains en France. M. Pepin a reçu un appui actif de la CMT lors de l'emprisonnement des présidents des 3 grandes centrales syndicales du Québec. Le congrès de la CMT aura par ailleurs à se pencher sur une question majeure: l'emprisonnement



MARCEL PEPIN

se grandissant du capitalisme international, surtout dans les pays du Tiers-Monde. Les congressistes seront appelés à élaborer une "stratégie collective de libération des travailleurs".

Les manigances de Desrochers...

Paul Desrochers, l'émence grise de Robert Bourassa, est en train de manigancer dans le comté de Montmorency, près de Québec, pour faire "sauter" nul autre que le député libéral (en bonne et due forme) du coin, l'avocat Louis Vézina! Elu par 41 voix de majorité en 1970, le député Vézina n'a pas fait fureur depuis 4 ans, dit-on au parti libéral, où l'on a déjà approché un "gros" candidat pour le remplacer. D'ores et déjà, en guise d'avertissement, on a lancé dans l'arène, la maine dernière, un candidat "libéral indépendant"... Devant cette situation tragi-comique, le candidat du parti Québécois dans Montmorency aux prochaines élections, Me Clément Richard - le défenseur du président de la CSN, Marcel Pepin, après la Crise de mai -, n'a pas tardé à réagir. "Au lieu de conseiller à Vézina de se retirer, dit-il,



LOUIS VÉZINA, député libéral de Montmorency, doit affronter Me Clément Richard du parti Québécois. Paul Desrochers veut faire "sauter" Vézina...

Desrochers aurait dû lui demander, bien avant, de s'acquitter de sa tâche de député. Louis Vézina est le champion de l'absentéisme et de l'incurie. La simple décence commande au député de Montmorency de rembourser à ses électeurs le salaire qu'il a touché pendant 4 ans ou bien d'accepter de se présenter pour un nouveau mandat".

Une affaire à suivre...

La SSJB veut une enquête sur Octobre 1970

La crise d'octobre 1970 devient de plus en plus nébuleuse. Pour tout le monde. Même pour la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, qui vient de demander aux deux gouvernements concernés par l'affaire, Ottawa et Québec, de faire la lumière une fois pour toutes en instituant une commission royale d'enquête. Pour la

SSJB, il s'agit de savoir si sous prétexte de rétablir "l'ordre fédéraliste" au Québec, les gouvernements Trudeau et Bourassa n'ont pas voulu plutôt asservir et brimer les libertés démocratiques au Québec.

CARON
LIBRAIRE

DE PLUS EN PLUS
On se rend chez CARON, là où le livre est maître. Venez vous aussi bouquiner.

LA LIBRAIRIE À CONNAÎTRE!
701 Place d'Armes

AUTHENTIQUE VESTON "MAO"

fabriqué en république populaire de chine

EN VENTE CHEZ:

ILE DE MONTREAL

Jean Tarzi Inc.
4213 Wellington
Verdun

Boutique Le Dépôt
509 Church
Verdun

Boutique Labyrinthe
486 ouest Ste-Catherine
Montréal

Boutique Pykasso
1265 Bishop
Montréal

Boutique Kall
Place Bonaventure (Viaduc)
Montréal

Boutique Sonico
350 Notre-Dame Est
Mtl

Boutique Byblos Enrg.
2120 Bleury
Montréal

Gérard Mayeu, Tailleur
333 est Mt-Royal
Montréal

Michel Tamila Inc.
2023, rue Mont-Royal, Est
Montréal

Jean Village
1839, rue Mont-Royal, Est
Montréal

La Tanière
935 rue Duluth est
Montréal

Boutique Topaz Inc.
Métro-Berri-Demontigny
Montréal

R & K International
1608 St-Denis
Montréal

Checkmate Surplus
6201 St-Hubert
Montréal

Checkmate Surplus
971 St-Laurent
Montréal

Boutique Inouk
6363 St-Hubert
Montréal

Boutique Penguin
6356 St-Hubert
Mtl

Boutique Tocade
816 St-Zotique est
Mtl

Mercerie Adam Inc.
7092 St-Hubert
Mtl

Mercerie Adam Inc.
6917A St-Hubert
Mtl

Magasin Campus
Université de Montréal
Montréal

Coop. Etudiante Un. du Qué.
Université du Québec
Montréal

G. Sirois Ltée.
4057 est Ste-Catherine
Montréal

Stéphan et Frères
1006 est Ste-Catherine
Montréal

Ernest & Frères, Inc.
349 est Ste-Catherine
Montréal

Boutique Bombay
1589 est Ste-Catherine
Montréal

Oriental Arts & Crafts
2055 Ste-Cath. Ouest
Mtl

Maison Kébécoise
Salon de l'Homme
Palais du Commerce
Montréal

KASHMIR HANDICRAFT
Plaza Alexis Nihon Mtl

Praha-Montréal
1844 Ste-Cath. ouest
Mtl

Kashmir Kraft
1268 Guy
Mtl

Pant Shack
1811 Ste-Cath. Ouest
Mtl

Mercerie L'Homme
3485 est Ontario
Montréal

Mercerie Adam Inc.
3661 Ontario Est
Mtl

Boutique Bix Eng.
3600 ouest Notre-Dame
Montréal

George Alepkins Ltée
903 Boul. Décarie
St-Laurent

Asia Bazaar
Place Bourassa
Montréal-Nord

Mercerie Levasseur
Place Levasseur
Montréal-Nord

S Mart
6095 est Henri-Bourassa
Montréal-Nord

Lingerie Tillemont
6057 Henri-Bourassa, est
Montréal-Nord

La Clé Des Champs (Koury)
1211 est Fleury
Montréal

Standa Dept. Store
3269 Fleury est
Montréal

Aldo Custom Tailors
8810 Boul. St-Michel
Montréal

Lingerie Tillemont
1985 Tillemont
Montréal

Standa Dept. Store
3266 est Belanger
Montréal

Boutique Du Maître Tailleur
2353 est Beaubien
Montréal

Seuny-Mart
2737 Masson
Montréal

Boutique India Bazaar
Place Versailles
Montréal

Li-Mar Tailleur
8488 Lacordaire
St-Léonard

Pete & Tony
4927 est Jarry
St-Léonard

Boutique Clovis Inc.
Place Pointe-Aux-Trembles
Pointe-Aux-Trembles

Maison Georges
713 Mt-Royal Est
Mtl

Intercontinental Boutique
1 Westmount Square
Westmount

Goodmans Inc.
1400 St-Catherine ouest
Mtl

Lucky The Tailor
1479 St. Catherine ouest.
Mtl

Boutique Sonico
1422 Guy Mtl

Boutique Metrorientale
Metro Guy
Mtl

RIVE-SUD
Asia Importing
Métro Longueuil
Longueuil

Asia Importing
Place Longueuil
Longueuil

Boutique Les Deux
Centre d'Achats
Jacques-Cartier
Jacques-Cartier

India Grand Bazaar
Place Desormeaux
Jacques-Cartier

Boutique Clovis Inc.
Place Seigneurie
Boucherville

Boutique Astek
1401 Montarville
St-Bruno

Boutique Unisexe M. Breault
Centre d'Achats St-Hubert
St-Hubert

Omar Dept. Store
Place Belœil
Belœil

Boutique Ka-I-Na Enrg.
1190 Des Cascades
St-Hyacinthe

Chambly Valet
Place Chambly
Chambly

Boutique Charles Liquori
Place St-Jean
St-Jean

RIVE-NORD
Les Vêtements Lavallois
211 Boul. Des Laurentides
Pointe-Viau

Boutique Zéro-Neutre
Galerie Papineau
Dorval

Oriental Bazaar
Centre d'Achats St-Martin
Chomedey

Boutique La Chaumière
5 Turgeon
Ste-Thérèse

Boutique Qui
Galerie Des Laurentides
St-Antoine des Laurentides

Boutique Le Chic Choc
289 St-Georges
St-Jérôme

Manufacture de
Pantalons St-Jérôme
Face au Centre
d'Achats St-Jérôme
St-Jérôme

EN PROVINCE
Brunelle Inc.
462 Des Forges
Trois-Rivières

Coop. Etudiante
Université de Sherbrooke
Sherbrooke

La Pantalomanie
34, rue Nicholson
Valleyfield

Militant de la CSD, candidat péquiste ?

Un militant de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) - née en juin 1972 d'une scission au sein de la CSN -, M. Philippe Lamontagne, est l'un des deux aspirants en lice, aujourd'hui, pour

le choix du candidat du parti Québécois dans le comté de Berthier. M. Lamontagne est commis aux pièces dans un garage de Berthierville, président du Syndicat des employés de garages des comtés de l'Assomption, Joliette, Montcalm et Berthier et vice-président régional de la CSD. Son adversaire, M. Pierre Gagnon, un courtier en assurances, est l'un des

fondeurs du Mouvement Souveraineté-Association (MSA) avec René Lévesque. La convention du PQ dans Berthier se tient aujourd'hui dimanche, le 23 septembre, à 14 heures, à l'école Sacré-Coeur de Sainte-Émilie de l'Énergie. L'orateur invité est Pierre-Marc Johnson, fils de feu le premier ministre Daniel Johnson, membre du PQ depuis janvier 1973.

La bataille de l'avortement: ça continue!

Des lignes de piquetage seront dressées demain lundi, le 24 septembre, devant le palais de justice de Montréal, lors de l'ouverture du procès du docteur Henry Morgentaler, le médecin contre lequel pèsent 13 chefs d'accusations pour avoir pratiqué des avortements

illégaux. On annonce une première ligne de piquetage pour 10 heures, une seconde pour 17 heures. Il s'agit là de la première action du nouveau "Comité pour la défense de l'avortement". Ce comité a été créé le 11 septembre, à Montréal,

lors d'une assemblée qui a réuni près de 300 personnes.

Il fait campagne non seulement pour le droit à l'avortement mais pour la contraception libre et gratuite.

Pour renseignements: 288-4057.

L'éducation des adultes

Le nouvel exécutif de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) se compose de MM. Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ (président), Jean-Réal Cardin, professeur en relations industrielles à l'Université



FERNAND DAOUST

de Montréal (vice-président), Léo Vigneault de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Jean-Guy Laguë, du Centre d'animation et de culture ouvrière (JOC) et Daniel Campeau, du service de l'éducation permanente au cégep de Valleyfield. Le nouveau conseil d'administration, qui compte 21 personnes, compte un représentant de plus pour le mouvement syndical et quatre de moins pour les associations d'employeurs. Les groupes populaires ont deux sièges de plus qu'avant.



AVORTEMENT: une ligne de piquetage devant le palais de justice.

importations canchi

Le "discours de la rentrée" du président de la CEQ

La critique de l'école conduit à celle de la société capitaliste

par Virginie Boulanger

- Yvon Charbonneau

"Si le pouvoir se sert de l'école, comme il se sert de l'information, de la justice, de la sécurité sociale, il se méfie aussi de l'école et il met à l'index tous ceux qui en sondent les fondements."

Vendredi soir dernier, le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau, livrait devant une assemblée composée d'enseignants, de parents, d'étudiants, de travailleurs de la CSN et de la FTQ un vibrant discours de la rentrée dans lequel il s'interrogeait notamment sur la signification réelle de l'école. Ce discours ouvrait un colloque qui est en fait la continuation du XXIIIe Congrès dont les délégués n'avaient pu, en dépit de séances prolongées, épuiser l'horaire en juillet dernier. Ils avaient décidé de le reporter à la rentrée.

Farder la réalité

"La critique de l'école québécoise conduit à la critique de la société capitaliste elle-même. Le capitalisme "évolué" admet que l'on réforme l'école, mais il ne souffre pas d'être lui-même démasqué. Les esprits libéraux bien ou mal intentionnés s'évertuent alors à farder la réalité, à rafistoler les structures d'une institution soi-disant sclérosée, mais bien plus active qu'on ne le pense. Tous les pouvoirs du monde savent que l'école est au service du système dont ils ont la garde temporaire, et nous ne pouvons plus tolérer que notre travail quotidien serve à renforcer un système dont les règles du jeu sont le profit et l'individualisme, un système basé sur le clivage en-

fants-adultes, formation-production, intellectuels-manuels, travail - et encore doublement du travail féminin non rémunéré - par le capital, sur l'exploitation de la majorité par une minorité de plus en plus réduite."

Un mythe

Dans son discours, M. Charbonneau a insisté sur l'erreur qui consiste à vouloir isoler le domaine de l'éducation du domaine politique.

"Entretenir dans la population ce mythe de l'école neutre, vouée-aux-seuls-intérêts-de-l'enfant, cela ne s'inspire-t-il pas d'une volonté de cacher le rôle idéologique et social de l'école et de ceux qui y travaillent?"

Le président de la CEQ affirme aussi que les enseignants à qui l'on répète sur tous les tons qu'ils sont des agents de transformation sociale, des ferments de renouveau sont résolus, même au risque de subir les foudres des puissants, à lancer dans leur milieu un débat touchant aux véritables enjeux de l'école et de l'éducation.

Ce discours de M. Charbonneau est en fait un dossier étoffé sur "l'école québécoise des temps présents". Les grands thèmes développés par le président de la CEQ dans ce document de 40 pages se présentent comme suit: "Le politique ou la politique?"; "L'école du Québec en 1973 est-elle dans une impasse?"; "La drogue, problème ou symptôme?"; "Du dossier cumulatif à l'évaluation scolaire"; "Le plan Cloutier: un assaut du pouvoir"; "Les cours du soir à l'éducation scolaire?"; et enfin "Des idées, sans idéologie, est-ce normal?"

Événement important

Pour le président de la CEQ, la rentrée d'un million et demi de Québécois (jeunes et adultes) à l'école est un événement d'une grande portée sociale. Selon lui, l'absence de consensus autour d'un projet de société vraiment juste explique en grande partie la situation de paradoxe où se débat aujourd'hui l'école.

"Théoriquement, l'on affirme que l'école est au service de la personne et au service de la collectivité. Dans la pratique cependant, nous commençons à découvrir,

à partir d'analyses du milieu, que l'école maintient et renforce souvent les inégalités et les classes sociales, que l'école "réformée" n'a pas cessé, bien au contraire, de sélectionner, de conditionner, de contrôler "sa clientèle" en fonction de critères s'apparentant bien davantage à ceux du monde industriel: efficacité, croissance, rationalisation, qu'à ceux d'un milieu où prime l'homme et ses besoins sociaux personnels."

Malaise social

Au chapitre de la drogue, M. Charbonneau a voulu démontrer que ce phénomène contemporain n'est pas vraiment un problème en lui-même, du moins pas un problème qui trouve une solution dans la répression de ses victimes. C'est selon M. Charbonneau, le reflet d'un malaise social et individuel qui se fait sentir aussi bien dans la popu-



YVON CHARBONNEAU

lation adulte que chez les étudiants.

"Pour amener une société à ne pas abuser de la drogue, il faut lui proposer les moyens de satisfaire ses besoins profonds et de réaliser ses aspirations."

Le président de la CEQ reconnaît qu'il s'agit cependant d'un défi de taille.

"Mais en milieu scolaire seule l'action conjuguée des enseignants, des parents et des étu-

dants peut le relever conclut-il. A défaut de quoi, nous nous retrouverons à la merci des sornettes du premier politicien démagogue venu, ou dans le meilleur des cas, face à des mesures technocratiques et judiciaires qui ont inspiré, par exemple, le projet de loi 65, dit de protection de la jeunesse et contre lequel nous nous sommes récemment élevés."

Les petites annonces

Pour une annonce de 30 mots avec un maximum de 35: \$3.00.

COLLECTIONNEURS

Collectionnez les cartons d'allumettes. Passe-temps passionnant, instructif, enrichissant. Spécimens gratuits, catalogues, renseignements complets sur la luminomanie (art de collectionner les allumettes): Luminomanes du Québec, C.P. 2233, Québec G1K 7N8.

AMASO

Service de rencontres, 822 Sherbrooke, Est suite 5
Marthe Gaudette, b.a., b. p.d., b. phil., lic. es lettres.

Service sérieux pour personnes seules, intéressées à des relations durables. Informations et entrevue gratuites. Cotation raisonnable. Dépliant sur demande. 524-3852

Maison de 14 pièces à louer, située dans le village de Mont Saint-Hilaire à 30 minutes de Montréal. \$275.00 par mois. S'adresser à 467-7073 ou 467-1019. Occupation sous peu.

Coopérative du meuble. Réparation de vieux meubles, peinture, décapage, vernis, ramassons les vieux meubles donnés. 2050, chemin du Tremblay, 670-8270.

J'ai un projet pour 1974. Vivre à la campagne. Ca te tente, tu veux embarquer? Es-tu sincère, honnête, sensible, intelligent, large d'esprit? Aimes-tu la vie simple, le dialogue, les arts, les voyages, le camping, la pêche, et bien entendu la campagne? J'ai 35 ans. Acceptes les enfants. Ecris-moi quelques détails avec photo récente. (objectifs sérieux seulement) Louise, 1290 Bernard, app. 8, Montréal.

Terrain 50 x 108 de profondeur à vendre au bas prix de \$1,300. Situé à quelques quinze minutes de Montréal en face du 1528, rue Laurier à Saint-Hubert. Pour informations supplémentaires et sérieuses téléphonez à 677-8666 ou 677-3834.

"LIBERTÉ SOCIALISTE OU ESCLAVAGE CAPITALISTE? Une brochure gratuite de 32 pages démontrant l'impossibilité de la paix et de la prospérité sous le capitalisme. Ecrire au Parti ouvrier socialiste (SLP), C.P. 321 Montréal 101."

HALTE! HALTE! Les expériences socio-culturelles d'une Québécoise. Nouvelle brochure de 30 pages. Pour l'obtenir, écrire à Michèle de Laplante, Phillipsburg JOJ INO. Poster \$1.00

La CEQ et l'éducation pop

"Il n'y a pas que l'école-du-jour, que l'école-aux-enfants qui soit politisée par les gouvernements. Il faut voir ce qui se passe au chapitre de ce que l'on appelait hier les cours du soir aux adultes, de ce que l'on appelle maintenant éducation permanente".

Dans son discours de la rentrée, le président Charbonneau consacre plusieurs pages aux misères de l'éducation permanente auquel Québec Presse consacre d'ailleurs son dossier cette semaine.

Rappelons que ce thème qui vient d'être étudié en profondeur par l'Institut canadien d'éducation des adultes retenait l'attention du président de la CEQ depuis plus d'un an. En effet, dans une analyse rendue publique en octobre 72, la CEQ démontre que le programme de formation professionnelle aux adultes du ministère de la Main-d'oeuvre canadien manque ces objectifs à 70%.

Organismes populaires

Dans un autre document, publié en

janvier 1973, la CEQ se dit en accord avec l'ICEA et préconise la création d'un conseil des organismes d'éducation populaire parce qu'elle considère injustifié le monopole exercé par les commissions scolaires par rapport aux associations populaires.

Le thème de l'éducation permanente revient enfin à l'étude lors du XXIIIe congrès de la CEQ, en juillet dernier. Les congressistes rejettent notamment "tout projet d'éducation permanente visant uniquement la promotion individuelle par rapport à la promotion collective des groupes populaires, visant à apporter des solutions individuelles à des problèmes collectifs et laissant de côté les causes profondes de ces problèmes sur le plan culturel, social, politique et économique".

Mesures concrètes

On propose une série de mesures concrètes dont l'une rejoint directement les revendications de l'ICEA:

"Que le gouvernement et les commissions scolaires mettent une partie des sommes disponibles pour l'éducation permanente ainsi que les équipements dont ils disposent au service des organismes populaires oeuvrant à la formation des travailleurs."

Le XXIIIe congrès recommande en outre que "l'éducation permanente et le recyclage de la main-d'oeuvre soient réalisés aux frais de ceux qui profitent de la force de travail des individus, soit le patronat."

La CEQ est bien consciente du fait que de telles mesures et des actions aussi exigeantes ne pourront être maintenues de façon cohérente sans que les enseignants unissent leurs forces en particulier aux groupes populaires et aux associations d'étudiants-adultes. Enfin, on est conscient de la complexité et de l'envergure de ce programme. Et l'on compte y consacrer du temps et des efforts au cours des prochains mois.

Parizeau en liberté

La dépollution des eaux: le retard du Québec mine la crédibilité de Goldbloom

Jeudi dernier, le ministre des Affaires municipales, M. Goldbloom, annonçait au congrès de l'Union des municipalités, un programme de construction d'usines de traitement des eaux de près d'un milliard de dollars d'ici 1978.

Comme ce programme est apparu dans les documents du gouvernement québécois depuis au moins 1966, et que d'année en année, le même milliard est régulièrement dévoilé dans les occasions solennelles, sans qu'on commence vraiment à le dépenser, je m'excuse d'être un peu sceptique.

En tout cas, le ministre a une sérieuse cote à remonter: celle de l'absence de crédibilité de ses prédécesseurs.

Le fait est que le Québec est très en retard pour tout ce qui a trait au contrôle de la pollution de l'eau.

D'abord des écoles

Il y a encore quelques années, on était encore un peu partout sous l'impression qu'avec les masses d'eau dont les Québécois disposent, il n'y avait pas de raisons de s'exciter autant que les New-Yorkais ou les Ontariens.

Et puis, il y avait des tâches plus urgentes. La hausse phénoménale du nombre des élèves au secondaire dans les années 1960, traçait le chemin à suivre: il fallait d'abord construire les écoles.

En dépit des avertissements, rien de bien important n'a donc été fait pour contrôler la pollution de l'eau, qui s'est accrue à une vitesse effrayante, surtout dans les environs de Montréal.

En quelques années, les immenses nappes d'eau qui entourent la Métropole sont devenues tellement sales qu'on ne peut plus s'y baigner, le long de la majeure partie du littoral.

En plein été, sur des milles de longueur, les rives du lac Saint-Louis ou du lac des Deux-Montagnes sont fermées aux baigneurs. L'eau n'est pas seulement sale, elle dégage, par forte chaleur, une puanteur insupportable.

Ce geste élémentaire d'aller se baigner quand il fait chaud, est devenu compliqué. Il faut aller de plus en plus loin. Et plusieurs lacs des Laurentides et des Cantons de l'Est se polluent à leur tour.

Alors on amène les en-

fants à la piscine municipale, quand il y en a, à deux pas de lacs immenses, qu'on laisse mourir tranquillement.

Ce n'est pas toujours une question de manque d'argent. C'est aussi une question d'insouciance. Le lac de Brome est bordé de plusieurs des plus belles et des plus coûteuses maisons de campagne (ou manoirs) qu'on puisse voir au Québec. Il est envahi par les algues qui poussent dans les déchets.

On ne répond pas à cela en créant des parcs nationaux. Bien sûr, des parcs comme celui d'Orford ou de Forillon ou de la Mauricie, sont des projets importants. Mais ils ne remplaceront jamais des plages publiques autour de Montréal.

Autrefois quand l'eau était propre, on a laissé des propriétaires privés saisir

toire nationale.

Seulement, pour arriver à des résultats, il faut observer quelques règles élémentaires.

D'abord, il faut un plan d'épuration. Il n'est pas question de laisser une municipalité entreprendre d'énormes travaux, et permettre à la municipalité voisine d'utiliser la même rivière comme égout collectif. Laisser à chaque ville trop de latitude quant à ses projets, c'est courir à l'échec et au gaspillage des fonds publics.

Ensuite, il faut y mettre le paquet. Trop peu d'argent éparpillé sur un trop grand nombre d'années, peut n'avoir comme résultat que d'empêcher la pollution de progresser. Si elle a déjà atteint un niveau insupportable, on n'est pas beaucoup plus avancé.

Or la plupart des opérations entreprises au Qué-



AVEC LA BÉNÉDICTION de Québec, la compagnie Transportex déverse du bois de démolition dans le fleuve, près de la Marina de Longueuil. Selon nos informations, le ministre Goldbloom aurait autorisé Transportex à se servir de l'espace reproduit sur notre photo comme dépôt.

(Photo Michel Elliott)

à peu près toutes les berges pour leurs fins personnelles. Le **private property, no trespassing** empêchait la majorité de la population de s'approcher. Maintenant, propriétaire ou non d'un morceau de rivage, on ne veut plus mettre les pieds à l'eau.

On est capable

Il n'y a pas de raisons d'être défaitiste. Des coins du monde bien plus pollués encore, s'en sont sortis rapidement. L'épuration de la Tamise, par exemple, a donné des résultats spectaculaires. Le poisson est revenu dans la rivière, et la pêche à la ligne, au milieu de Londres, a cessé d'être considérée comme une activité stérile pour aliénés mentaux. En fait, la pêche du premier saumon, il y a quelques années, a été célébrée comme une vic-

bec jusqu'ici ont été faites sans ordre et sans assez d'argent.

Les masques à gaz

On a tenté, sans doute, une étude de l'épuration de tout un bassin de rivière: celui de la Yamaska. C'est louable mais c'est un peu petit, et cela a pris bien du temps. A ce rythme-là on aura un plan complet d'épuration pour le Québec quelques années après qu'une loi aura rendu obligatoire, le port du masque à gaz du 1er juillet au 31 août.

En fait, un programme d'épuration des eaux (et qui va coûter maintenant vraisemblablement plus que le milliard qu'on traîne comme une banderolle depuis sept ans), devrait être une des grandes priorités des années qui viennent.

Une politique d'achat

Il faut souligner un aspect important d'un tel projet. Il implique d'énormes commandes de tuyaux, de pompes, d'appareils électroniques de contrôle. La totalité du programme sera financée par des fonds publics. Cela devrait permettre d'implanter ou d'agrandir des usines qui fabriquent ce genre de matériel et de leur assurer, au cours des premières années, un niveau de commandes suffisant pour rentabiliser les investissements.

Lorsque le programme d'écoles polyvalentes a été lancé, le gouvernement du Québec n'avait pas de politiques d'achat. Une bonne partie de l'équipement est venu de l'extérieur, en dépit de directives d'ailleurs vagues et inoffensives. On a perdu, à cette occasion, des sommes considérables de commandes à cause d'architectes et d'ingénieurs qui rédigeaient leurs spécifications en y incorporant non pas des produits mais des marques qu'on ne pouvait trouver qu'en Ontario ou aux États-Unis. Le gouvernement de Qué-

bec n'a toujours pas de politique d'achat. Laisser la bride sur le cou aux municipalités va, comme d'habitude, aboutir à des achats massifs à l'extérieur. Est-ce vraiment trop demander qu'on se serve du nouveau programme pour développer au Québec les industries qui sont directement engagées dans la fabrication des équipements nécessaires à l'épuration?

C'est moins spectaculaire qu'une rencontre avec M. Rockefeller. C'est sûrement plus utile.





COMMISSION
DE FORMATION
PROFESSIONNELLE
MONTRÉAL-
MÉTROPOLITAIN
5350, RUE CAPOD
MONTRÉAL, Q.C. H3T 1A1
TEL. (514) 735-5221

EN COLLABORATION AVEC LA
COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE

DUVERNAY

ET LES CENTRES
DE LA MAIN D'OEUVRE DU CANADA
VOUS OFFRE LES COURS SUIVANTS
EN '73-'74



LA COMMISSION
DE FORMATION
PROFESSIONNELLE
DE LA MAIN-D'OEUVRE
DE LA RÉGION
DE MONTRÉAL-NORD
CENTRE 01
C.P. 764, St-Jérôme, Qué.
G7L 1A1
Tel. 434-1111
Galerie des Laurentides
St-Amand P.Q.

C'EST LE TEMPS!

C'EST LE TEMPS DE QUOI?

C'EST LE TEMPS DE VOUS CHOISIR UN COURS, VOYONS!

COURS À TEMPS PLEIN ACADÉMIQUE
MÉTIERS
AGRICOLE

COURS À TEMPS PARTIEL ACADÉMIQUE
LANGUES
MÉTIERS
CULTURE POPULAIRE
SPORTS

**VOUS
VOULEZ EN SAVOIR
PLUS LONG?**

**CONSULTEZ NOTRE
DÉPLIANT OU NOTRE CAHIER
OU TÉLÉPHONEZ AU:**

**SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES DE LA C.S.R.
DUVERNAY À: 324-6420**

CENTRE (01) LAVAL-VANIER (661-9320) 15 HEURES À 22 HEURES
CENTRE LAVAL-LEBLANC (02) (661-4560) 15 HEURES À 22 HEURES
CENTRE CORBEIL (03) (666-6653) 15 HEURES À 22 HEURES

Avec l'argent d'Ottawa Shellcast exploite les travailleurs immigrants

(par Luc Latraverse)

Une quarantaine d'immigrants ont entrepris un combat à finir avec les patrons de la petite fonderie Shellcast, à Montréal-Nord, afin de ne plus servir de "cheap labor". Avant même d'être anti-syndical, le "boss" et vice-président de Shellcast, Bodo Morgenstern, n'embauche que des immigrants (haïtiens, chiliens, sud-américains, espagnols, portugais et autres) pour alimenter son entreprise en main-d'œuvre. Jusqu'au début de 1973, cette main-d'œuvre était des plus dociles et consentait à travailler plus de 60 heures par semaine sous la menace constante d'un congédiement sans explication. Les salaires variaient de \$2.00 à \$3.00 l'heure et constituaient la seule compensation que recevaient les travailleurs pour leur labeur. Il n'existait pas de congé de maladie, les vacances se prenaient en général sous l'égide de l'assurance-chômage et le régime de retraite est laissé à l'initiative personnelle.

Les Sud-Américains

En avril, un groupe de Sud-Américains a osé demander une augmentation de salaire. Devant ces revendications qui traduisaient l'existence d'un noyau de solidarité, le patron a décidé de renvoyer cinq employés. Dès lors, les "congédiés" et leurs camarades ont fondé un embryon de syndicat et ils ont contesté l'attitude anti-syndicale du patron. Avec l'aide du Comité populaire du Mile-End et de l'Association espagnole, les employés de Shellcast ont porté leur cause devant les tribunaux et réclamé une accréditation. Ils ont demandé l'appui de la CSN, qui leur a suggéré de s'organiser d'abord puis de revenir.

Depuis, les événements se sont précipités. Au moment de la cause d'accréditation, le patron a proposé à des employés, moyennant un pourboire de \$100, de témoigner en faveur de la compagnie contre la demande d'accréditation. Comme ils ont refusé de se prêter à ce manège, un employé a été congédié. Le "boss" a visité les départements de l'usine pour tenter de faire comprendre à ses employés que leur camarade congédié était un

"mauvais employé." On ne l'a pas "pris". La fin de semaine suivante, comme le patron refusait de donner des vacances, les employés se sont rendus à Saint-Donat, au camp familial du Mile-End. C'est là que s'est nouée la solidarité entre les divers groupes, qui entretenaient encore une méfiance distante. Et quand le congédiement fut annoncé, les employés ont débrayé spontanément. Le vendredi 7 septembre, ils ont dressé une ligne de piquetage qui ne fut levée que tard la nuit suivante, au moment où se déroulaient des négociations intenses. Les parties se sont entendues sur une suspension d'une semaine.

Les "jobs" volées...

C'est le 23 octobre que le tribunal se prononcera sur les cas de congédiements et sur la demande d'accréditation. La semaine dernière, les employés ont envoyé une pétition au juge afin de bien spécifier qu'ils sont toujours solidaires et impatients d'obtenir leur reconnaissance syndicale. Ils ont décidé de s'affilier au Syndicat des travailleurs unis du pétrole qui, selon eux, leur laisse plus d'indépendan-



LES TRAVAILLEURS IMMIGRANTS DE SHELLCAST FOUNDRIES se réunissent au restaurant du coin après le travail pour mettre au point leur stratégie syndicale et obtenir leur accréditation. C'est à ce moment que Michel Elliott a pu en photographier quelques-uns car lorsqu'il a tenté de prendre leur "portrait" à la sortie de l'usine, le patron, Bodo Morgenstern, lui a confisqué son film.

ce. L'appui de ce syndicat est toutefois très minime et il a même contribué à calmer les militants au moment du débrayage spontané plutôt que d'appuyer à fond leurs revendications.

Il faut constater jusqu'à quel point ces travailleurs sont dans une position vulnérable. On sait comment il est courant au Québec de crier que les immigrants viennent nous "voler des jobs". En outre, ils se retrouvent presque toujours entre les mains de patrons qui se spécialisent dans la main-d'œuvre étrangère et qui utilisent toutes les mesures de chantage à l'endroit de travailleurs souvent sans défense. Des entreprises comme Shellcast, Cercast (le même patron) et Ves-chell, pour ne nommer que celles-là, ont à maintes reprises été semoncées par les autorités fédérales

pour avoir embauché des immigrants qui ne possédaient pas de permis de travail. Et le réservoir de main-d'œuvre de ceux qui détiennent qu'un permis temporaire s'élevait à 600,000 travailleurs en 1972.

Le fédéral

Pourtant, cela n'a pas empêché le ministère de l'Expansion économique régionale d'accorder une subvention à la compagnie Shellcast, au mois de juin 1971, afin de créer 45 emplois pour la somme de \$37,000. La compagnie a augmenté son personnel d'une dizaine d'employés depuis la demande d'accréditation du syndicat. On se sert de l'argent des travailleurs non seulement pour faire plus de profit mais encore pour lutter contre eux avec la complicité du gouvernement canadien. Car il n'y a enco-

re que 40 employés et la subvention prévoyait \$700 par emploi créé.

Dernièrement, le patron a multiplié les propositions en vue de miner la solidarité de ses employés. Alors que la production s'effectue à temps supplémentaire, il a menacé de congédier deux personnes en prévision de l'entrée en fonction d'une nouvelle machine. Il a demandé aux employés de décider eux-mêmes qui serait congédié. Ceux-ci ont évidemment refusé et proposé un horaire de travail en rotation de trois quarts par jour. La compagnie a retenu cette proposition mais en proposant un horaire où de petits groupes de travailleurs commencent leur quart, d'heure en heure. Comme cela empêchait la tenue de réunions à la fin du travail, les employés ont refusé et le statu quo a été maintenu.

SCRIBEC

45 est, rue Jarry
Montréal 351
387-2486

SECRETARIAT
DACTYLOGRAPHIE
IMPRESSION

PHOTOCOPIE XEROX

1-3	10c
4	9c
5-10	8c
11-16	7c
17-30	6c
31-49	5c
50-70	4c

Format légal et papier
couleur; 10% en sus
Réduction à partir
de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

Copies	8 1/2 x 11	8 1/2 x 14
100	3.00	3.50
200	4.00	5.00
300	5.00	6.00
400	6.00	7.75
500	7.00	8.50
600	7.75	9.50
700	8.25	10.00
800	8.75	10.75
900	9.25	11.25
1000	10.00	11.75
2000	17.75	21.75
3000	26.00	32.00
4000	34.00	42.00
5000	42.00	52.00

Le conflit à Price Brothers

Pas d'entente "made in USA"

Les 18,000 membres du Syndicat national des travailleurs des pâtes et papiers, qui travaillent pour la compagnie Price Brothers à Kénogami, Jonquières et Alma, poursuivent une grève déclenchée le 10 août pour obtenir autre chose qu'une simple augmentation de salaire. Parce que la demande de papier journal doit doubler de 1972 à 1980, parce que le prix de la tonne de papier est passé de \$152 à \$185 depuis un an, parce que les producteurs désirent le hausser à \$225 la tonne, parce que la demande dépasse l'offre de 7.8%, les travailleurs ont décidé de ne pas se rallier à l'entente "patron" conclue aux Etats-Unis par les unions internationales qui se résume à une hausse de salaire de 5 à 6%.

Ces perspectives d'avenir appellent une mécanisation plus poussée et des changements technologi-

ques dont les travailleurs en grève de Price veulent se protéger. Ils veulent d'abord avoir droit à deux jours de congé après quatre jours de travail. Ils désirent effectuer quatre semaines de 40 heures et deux semaines de 32 heures. Présentement ils travaillent sept jours avant d'avoir une journée de congé et sept autres jours avant d'avoir trois ou quatre jours de congé.

Le maximum

Ils réclament également que les travailleurs touchent leur salaire régulier lorsque la compagnie arrête la production comme ce fut le cas en 1971, pendant deux mois, parce qu'il n'y avait pas assez de commandes. Pour ce qui concerne les mises à pied saisonnières, le syndicat désire que la compagnie verse le maximum autorisé par la loi de l'assurance-chômage,

soit 25% de la prestation.

Dans les cas où la compagnie considère qu'un employé est inapte à reprendre le travail en raison d'une maladie autre que celles couvertes par la loi des accidents de travail, le syndicat estime que l'employeur devrait financer un régime d'assurance qui accorde à l'employé 70% de son salaire. Comme plusieurs syndiqués voient leur santé se détériorer à ce moment, ils veulent que l'âge de la retraite soit abaissé de 65 à 60 ans, au cours des cinq prochaines années. Cela créerait 157 nouveaux emplois. Le régime de retraite devrait aussi être indexé au taux de 3% par année. Et ceux qui sont déjà à leur retraite devraient obtenir un rajustement rétroactif de 3% par année.

Jusqu'à maintenant, la compagnie Price a qualifié la grève de ses employés

d'inutile. Selon les patrons, les grévistes n'avaient pas besoin de débrayer. Ils n'avaient qu'à attendre les règlements modèles comme celui de la Canadian International Paper, pour obtenir autant. "Or, explique Henri Vachon, président du syndicat, les syndiqués de la CIP ont rejeté le pacte des dirigeants des unions internationales et ils ont aussi fait échec au modèle pour négocier des points et des conditions de travail et de sécurité d'emploi qui sont plus importants que les salaires."

Price Brothers fait de bonnes affaires. Etant le plus gros producteur de bois ouvré au Canada, cette entreprise fournit 25% de la production québécoise de papier journal. Au 31 mars dernier, ses ventes avaient augmenté de 26% sur 1972. De 1963 à

1972 elle a déclaré des profits nets de \$84 millions. L'année 1973 promet davantage. Un rapport de la maison de courtage Nesbitt-Thompson recommande d'investir dans cette compagnie en escomptant un revenu de \$1.25 par action en 1973 et de \$1.60 en 1974.

Price Brothers exploite 18,000 milles carrés de concessions forestières. Il y en a plus de 115,000 milles carrés au Québec, sans compter le territoire de la baie James.

Jusqu'à maintenant les négociations n'ont rien produit. Le syndicat est disposé à siéger à la table sans interruptions jusqu'à la signature d'une entente. Les propositions salariales n'ont pas encore été abordées étant donné que les travailleurs veulent d'abord discuter de leurs conditions de travail et des problèmes de sécurité d'emploi.

BAIE JAMES

Le plus gros "nid de patronage" du Québec

- Piste inutilisée de \$1 million
- Route "citron" de 432 milles
- Trafic de chiffres

par Robert Lévesque

Une piste d'atterrissage de un million qui a servi seulement deux mois, des faux ingénieurs, du trafic de chiffres, des balances truquées pour "faire une piastre" sur le dos des camionneurs, des routes mal construites pour détourner des milliers de dollars, des congédiements injustes, voilà le "décor" et le climat qui entourent actuellement les travaux de construction à la baie James. Jacques Phaneuf, un jeune Mont-réalais, en revient, dans les deux sens du mot. Durant les deux ans qu'il y a passés comme technicien pour les Laboratoires Ville-Marie, une succursale de Desjardins et Sauriol (une firme d'ingénieurs-conseils engagée à contrat par la SDBJ), puis pour les laboratoires de Béton 1968 Ltée, il a inscrit dans un carnet quotidien toutes les irrégularités et les "gaspillages" dont il a été témoin. Ils tendent toutes à confirmer que le "projet du siècle" est le plus gros nid de patronage en activité au Québec.

Un million pour 2 mois

La compagnie Francon, qui remplit un contrat pour la construction de 38 milles de la route de Fort-Georges (le contrat 72-10006), a construit une piste d'atterrissage de 4,200 pieds près du camp Francon à 16 milles du camp LG-2 de l'Hydro-Québec et à 40 milles de Fort-Georges. Cette piste a coûté un million de dollars. Elle a été ouverte du 4 juillet 73 au 26 août 73, soit 54 jours, et seulement quinze avions y ont atterri, principalement des DC-3 de la compagnie Hubair.

Le 26 août, on a fermé cette piste d'un million, parce qu'à 14 milles de là il y a la piste permanente du camp LG-2 où l'on construit la centrale hydro-électrique souterraine sous la rivière La Grande. Selon Jacques Phaneuf, personne ne sait pourquoi on a construit cette piste. La piste LG-2 fonctionnait depuis plus d'un an même si elle était temporaire. Depuis le premier août, la piste de LG-2 a été terminée et elle est depuis ouverte en permanence. L'hiver dernier, la

LG-2 recevait déjà les avions Hercules.

La compagnie Francon a déclaré que cette piste de un million pour deux mois et 15 avions "se justifiait" car la route de Fort-Georges emprunte le tracé de la piste. En d'autres termes, la piste, ce sera maintenant la route. Mais, ce qui semble bizarre, c'est que cette route qui doit avoir 40 pieds de largeur en aura 110 pieds lorsqu'elle passera "sur" la piste.

Une route "citron"

La route de Fort-Georges, c'est "la" route de la baie James: 40 pieds de largeur et 432 milles de long. Le coût prévu est de \$600,000 le mille, mais avec le "coulage" qui s'y fait, elle va coûter environ un million au mille. En tout, plus de \$500,000,000. Selon Jacques Phaneuf, qui y a travaillé, on ne respecte pas les normes et spécifications en vigueur pour la construction des routes. Voici un cas précis, qui a eu lieu au millage 382 à 388 milles en direction de Fort-Georges:

Selon les normes, on ne doit jamais mettre ou accepter des pierres de plus de 12 pouces de diamètre quand on fait le fond de la route. Or, la compagnie Francon, de façon courante, a laissé au fond de la route des pierres dont le diamètre atteignait jusqu'à 15 pieds dans certains cas. On ménage ainsi la dynamite, ce qui est plus payant pour la compagnie.

Ces pierres trop grosses ne sont pas satisfaisantes pour faire une bonne route. A plus ou moins long terme, la route défonce et craque car on ne peut pas arriver à bien tasser les pierres, à les serrer les unes contre les autres pour obtenir un fond solide et de densité requise. "La route de Fort-Georges, c'est le plus gros projet Abeille du Québec", commente Jacques Phaneuf.

Il y a trois semaines, la construction des ponts au-dessous de la route du camp LG-2, à 8 milles de l'embranchement de cette route en direction de Fort-Georges, a donné lieu à "des cas effroyables de gaspillage des fonds publics". Pour drainer un bassin d'un mille carré,

on utilise normalement un tuyau de 48 pouces de diamètre qui coûte entre \$5,000 et \$8,000. Selon les plans que Jacques Phaneuf a vus, il fallait à cet endroit un tuyau de 48 pouces de diamètre et de 100 pieds de long, donc un tuyau de \$8,000. Au lieu de poser un tel tuyau, Francon a utilisé deux tuyaux de 60 pouces de diamètre. Or, ces tuyaux sont extraordinairement plus coûteux, soit \$45,000 au lieu de \$8,000, à cause de

pris dans quelques mois, toujours aux frais des Québécois. L'affaire se résume à ceci: pour un cas à 2 milles à l'ouest de l'endroit où l'on a posé les deux tuyaux de 60 pouces à \$90,000, un autre tuyau de 60 pouces et de 100 pieds de long (\$45,000) a été écrasé par les camions car il avait été mal assemblé et recouvert par un matériel de remplissage inadéquat.

Pour le réparer, on a tout simplement coupé les



JACQUES PHANEUF: un témoignage percutant.

particularités de fabrication et du matériel employé. Au lieu de coûter \$8,000, le drainage de ce bassin a coûté \$90,000 (deux tuyaux).

De faux ingénieurs

L'ingénieur Victor Ehrenfeld du camp Francon est renommé, dans le coin, pour le "coulage" et le "gaspillage" qu'il fait. D'abord, il n'est pas ingénieur, mais architecte de ponts. Il s'est construit une maison à Val-D'Or avec du bois fourni gracieusement par Francon à partir d'une commande, qu'a vue Jacques Phaneuf, et qui était destinée au camp Francon.

Ce même Ehrenfeld a donné son imprimatur à des travaux bâclés et mal faits qui devront être re-

deux bouts à la torche puis on a coupé deux arbres d'une longueur de 60 pouces qu'on a placés dans le tuyau pour lui redonner sa forme et le soutenir. Ça tiendra tout au plus le temps d'une saison. Les plaques de métal qui constituent ce tuyau avaient été posées à l'envers et la moitié des boulons étaient mal fixés. M. Victor Ehrenfeld avait quand même accepté le tuyau. Son assistant, Jean-Roch Joyal, n'est pas ingénieur non plus.

Trafic de chiffres

La compagnie qui contrôle la quantité du matériel utilisé est Desjardins et Sauriol, de bons libéraux. Jacques Phaneuf a travaillé pour les laboratoires Ville-Marie, une succursale de Desjardins

et Sauriol. Selon lui, cette compagnie "trafique les chiffres au profit des compagnies contractantes". Desjardins et Sauriol accepte la note des compagnies, comme Francon, avant que celle-ci ne soit transmise à la SDBJ ou à l'Hydro.

Les voies d'accès nécessaires pour la route sont aux frais des compagnies et non à ceux de la SDBJ ou l'Hydro. C'est une clause dans les contrats. Or, en juillet, au millage 385 en direction de Fort-Georges, la compagnie Francon a fait un chemin d'accès qui a nécessité 80 voyages de 35 tonnes de gravier. Ces 80 voyages ont été chargés à la SDBJ par Francon, avec la bénédiction de Desjardins et Sauriol.

L'an dernier, la compagnie Northern Lamothe a fait le pavage de cette piste entre le 27 septembre et le 3 novembre. La piste a 6,000 pieds de long. Selon les normes, il est interdit de poser l'asphalte à une température inférieure à 45 degrés car le matériel refroidit trop vite et les rouleaux n'arrivent pas à presser et à étendre l'asphalte à la densité nécessaire. L'ingénieur Yves Monette, de Desjardins et Sauriol, a accepté une température de 40 degrés. Durant 15 jours, selon Phaneuf, la température se tenait autour de 22 degrés, et parfois il neigeait.

Les techniciens, dont

Phaneuf, se sont plaints. L'ingénieur Monette leur a répondu: "On sait qu'on fait de la merde mais faites-le comme ça". Monette travaille pour la firme qui doit contrôler la qualité du matériel. En octobre 72, en une seule journée, il y a eu 700 tonnes d'asphalte en trop qui ont été inscrites sur les feuilles de matériel. La tonne rapporte \$35 à la compagnie. Selon Phaneuf, le tripotage des feuilles de contrôle est chose courante, et ceux qui ne veulent pas marcher dans la combine sont éliminés.

Balances truquées

Pour empêcher de l'argent au détriment des travailleurs, les compagnies n'hésitent pas à truquer les balances pour les camions. Le jeudi 13 septembre 72, au millage 166 au nord de la rivière Rupert, une balance indiquait 18,000 livres pour un camion chargé. Ce même camion, à la balance située près du pont de la même rivière, indiquait 15,300 livres. C'est la compagnie Bot Construction, une compagnie ontarienne, qui avait trafiqué les balances. Il a failli y avoir une émeute chez les camionneurs et la compagnie a équilibré ses balances. On voit l'astuce: les camionneurs sont payés à la tonne et si la balance indique moins que sa charge réelle ils perdent de l'argent.

Infirmiers (ères) demandés (es) En service général et salle d'urgence

Situation intéressante, excellente atmosphère de travail.

S'adresser à:
Soeur Yvonne Saint-Pierre
Directrice des soins infirmiers
Hôpital Isle-Dieu
Case postale 790
Matagami
Québec

À QUÉBEC ET EN BANLIEUE

Téléphonez à Michel

à Québec au numéro 527-8585 ou écrivez au journal à 9670, rue Pelouquin, Montréal 358



ABONNEZ-VOUS À QUÉBEC-PRESSE...
envoyez un chèque ou un mandat-poste de \$15.00 fait à l'ordre de QUÉBEC-PRESSE 9670 rue PELOQUIN MTL 358
Le dimanche QUÉBEC-PRESSE est distribué partout à Montréal, sur la rive-sud, sur l'île-Jésus et à Québec.
Tel: 381-9936

A tous ceux qui s'abonnent pour un an à \$15, nous remettons gratuitement un billet pour assister à un spectacle à n'importe laquelle des trois boîtes "Le Patriote".

Oui, nous avons réussi à réorganiser notre livraison à domicile à Québec et en banlieue.

Vous pouvez maintenant recevoir votre journal à votre porte au cours de la nuit.
Si vous veillez tard le samedi, vous l'avez en rentrant...
Si vous vous levez tôt, il est là...

CARTES D'AFFAIRES

NOTAIRES

Huguette Viger
Notaire

264, rue de la Couronne, Québec (2e)
Tél.: (418) 529-4701

ASSUREURS

Les Assurances Belle-Isle

Jean-René Belle-Isle, C. d'A. Ass.
Membre de l'Association des courtiers
d'assurance du Québec
Feu - Vol - Auto - Vie

1148 boul. Rolland-Therrien, Longueuil
679-6264 679-4453

ARTISANS

L. Ray Tétrault
Luthier

Ventes et réparations d'instruments à cordes
737, rue Louise (près boul. Roland-Therrien)
Longueuil, 674-6375

AVOCATS

Serge Ménard
Avocat

500, Place d'Armes, suite 1980
Montréal 126, tél.: 288-4241

OPTOMÉTRISTES

Benoit Kemp, o.d.
Optométriste

4980, boul. Henri-Bourassa, Est.
Montréal-Nord Tél.: 321-5682

Paul Unterberg
Avocat

1420, rue Sherbrooke, Ouest, suite 400
Montréal Tél.: 842-6604

PHARMACIENS

Jean Dicaire
Pharmacien

Centre de prescription du Québec

815, rue Provost, Lachine Tél.: 637-4441
4541, boul. Saint-Laurent, Mtl. 844-9335
Ligne directe pour l'extérieur: 1-800-361-6444

**Décary, Jasmin,
Rivest et Laurin**

avocats
1010, Côte du Beaver Hall
Suite 750
Montréal 128
866-7921

**Guy Bertrand, Clément
Richard & Associés**

Avocats
42, rue Sainte-Anne, suite 200
Québec (4e) Tél.: (418) 529-2168

Pour tout renseignement rela-
tivement aux cartes d'affaires,
communiquiez avec "Francine
Tremblay".

Service de la publicité à:

381-1385

A trois ex-coopérants du Suco

C'est malheureusement avec beaucoup de retard que je prends connaissance de votre lettre du 20 août dernier. J'espère que ma réponse saura quand même vous rejoindre.

Je trouve personnellement réconfortant qu'une fois de retour au Québec vous ayez pris le temps de vous retrouver et choisi de vous exprimer publiquement sur la Coopération. Si tous les coopérateurs de retour du Tiers-Monde en faisaient autant peut-être qu'une certaine situation dénoncée dans votre lettre viendrait à se modifier plus rapidement.

Ce thème de la Coopération dans le Tiers-Monde est actuellement très à la mode: il frappe les imaginations. Dénoncer le Lions' Club de Ziguinchor soulève beaucoup plus de poussière que dénoncer celui de Montréal. Evoquer les ghettos blancs européens en Casamance embarque plus de monde que parler de celui de Ville Mont-Royal. S'il faut dénoncer l'un, il ne faut pas pour autant oublier l'autre.

Malheureusement, chez les coopérateurs de retour ayant réalisé ce que recouvre trop souvent le terme Coopération, l'écœurement l'emporte. Et eux qui ont rarement identifié la Coopération à autre chose qu'une action Outre-Mer sont à jamais perdus à cette cause, même à celle de l'autre bord de la rue Ontario.. Il serait malin de leur en imputer la seule responsabilité: on commence à peine à se soucier de récupérer ces forces vives. Et je ne parle pas de ceux qui sont revenus et n'ont jamais rien vu...

Dans cette perspective j'aurais souhaité que votre intervention soit plus nuancée que vous balisiez un peu le terrain entre "coopération-internationale-dans-le-Tiers-Monde" et la coopération du SUCO du Sénégal.

On est certes justifié de réprouver les formes trop souvent empruntées par la coopération internationale. On ne doit pas pour autant en déduire qu'il n'y a pas de coopération possible et que tous les coopérateurs doivent se retirer du monde non occidental. C'est défaitiste. C'est ne pas croire en la possibilité

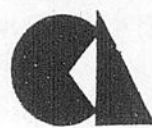
d'échange entre hommes. C'est refuser la solidarité qui seule peut arriver à quelque chose. Vous tombez dans le panneau paternaliste à saveur raciste de cet ex-colonial européen qui sous prétexte de ne pas acculturer les Africains prônait le moins de contacts possibles avec eux une fois en Afrique...

Votre refus d'envisager comme valable la présence de coopérateurs en Afrique ou ailleurs est le résultat d'une expérience malheureuse dont la responsabilité incombe plutôt aux mécanismes actuels de la coopération. Mais c'est également le résultat d'une évaluation trop émotive, trop partielle et trop peu nuancée.

Plutôt que de partir d'une idéologie détachée de la réalité propre à chaque pays du Tiers-Monde (le Sénégal n'est pas le Tiers-Monde), votre appréciation de la situation actuelle de la coopération tend à faire penser que c'est partout pareil. Personnellement je préfère procéder plus rigoureusement et me dire d'accord avec votre démission comme professeur de Français ou d'histoire-géographie dans un C.E.G. au Sénégal et réserver mon jugement si le cas se présentait dans une autre matière ou dans un autre pays. Un énorme danger à vouloir partir de trois expériences particulières.

Et c'est justement en partant des besoins fondamentaux des Sénégalais et à la lumière du contexte national que le SUCO et le SUCO/SENEGAL compte coopérer. J'aurais aimé, par exemple, vous entendre répéter votre surprise devant le fait que le SUCO/SENEGAL se retirait de l'enseignement après avoir identifié, avec les responsables nationaux, des secteurs de coopération plus prioritaires. Et cette décision collective se prenait au même moment où vous preniez chacun votre décision et pour des raisons qui sont sensiblement les mêmes. Il y eut certainement un manque de communication réciproque. Ce qu'il faut également retenir c'est que cette orientation se dessine également dans plus d'un programme où elle s'avère réaliste.

Paul-André Boisclair
SENEGAL, 6 septembre 1973



**LE COLLÈGE
D'ENSEIGNEMENT
GÉNÉRAL ET
PROFESSIONNEL
DE LIMOILLOU**

POSTES À COMBLER:

**Coordonnateur des ressources
financières et physiques**

TÂCHES:

Sous l'autorité du Directeur général, il organise, planifie et coordonne:

- l'élaboration et le contrôle des budgets
- les systèmes et procédures comptables
- la vérification interne
- la gestion des biens physiques et matériels du collège: achats, inventaires, entretien, réparation, rénovation et services alimentaires.

QUALIFICATIONS:

- diplôme universitaire
- 5 ans d'expérience pertinente

TRAITEMENT:

Selon l'échelle du ministère de l'Éducation.

ENTRÉE EN FONCTION:

5 novembre 1973.

LIMITE DU CONCOURS:

12 heures, le 5 octobre 1973.

Faire parvenir votre demande accompagnée de votre curriculum vitae à:

Le Secrétaire général

Collège de Limoilou (CEGEP)
C.P. 1400 - Terminus postal
Québec (3e), Québec

**QUEBEC-
PRESSE**

381-9936

Québec veut-il saboter l'éducation populaire?



- Pas de politique cohérente
- Des subventions de "crève-faim"

par Micheline Lachance
et Louis Fournier

L'éducation populaire, c'est aussi bien une journée d'étude sur le fonctionnement d'un comptoir alimentaire, une fin de semaine pour faire le bilan des actions d'une association de locataires, ou encore une réunion de travailleurs en grève...

C'est du moins la définition qu'en donne l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), un organisme reconnu pour son sérieux en ce domaine, et depuis belle lurette. "L'éducation populaire, dit-on à l'ICEA, c'est l'enseignement que

les travailleurs retirent de leur action" face à tous les problèmes qui les concernent, même les problèmes politiques!

L'éducation populaire n'est donc pas l'apprentissage d'un métier pour décrocher un diplôme. Elle n'a pas grand chose à voir avec l'éducation des adultes traditionnelle.

Voilà sans doute pourquoi, depuis près d'un an, l'Institut canadien d'éducation des adultes n'a pu s'entendre avec le ministre de l'Éducation, le docteur François Cloutier, sur "une politique complète et cohérente" d'éducation populaire. Dans un mémoire remis au

ministre en octobre 1972, l'ICEA rappelait, chiffres à l'appui, la place minable réservée aux organismes d'éducation populaire dans le budget du ministère. Elle proposait un mode de financement qui corrigerait les lacunes des politiques actuelles et favoriserait les initiatives d'éducation populaire émanant des citoyens eux-mêmes.

Crève-faim

Comme vient de le rappeler l'ICEA, le ministre de l'Éducation accorde encore des subventions "dérisoires" et de "crève-faim" aux organismes qui s'occupent d'éducation

populaire, que ce soient les ACEF, les avocats populaires (ADDs) les coopératives, les syndicats, les comités de citoyens, la JOC; etc. Le ministre, rappelle encore l'ICEA, n'est pas convaincu de "la priorité à donner aux organismes volontaires oeuvrant en milieu de travailleurs". Faut-il s'en surprendre?

Alors pour "gagner du temps", pour endormir ceux qui dénoncent cette situation intolérable, le ministère de l'Éducation consent à apporter quelques améliorations aux normes de financement. "Une première victoire" dit l'ICEA. Une victoire

bien mince, qui touche à peine le cœur du problème.

"Le genre de vie"...

Au ministère de l'Éducation, on accepte encore difficilement que les citoyens puissent se former eux-mêmes dans un cadre non scolaire, autrement que "par les soirs" dans les écoles traditionnelles des commissions scolaires. C'est pourquoi ces mêmes commissions scolaires touchent encore la grosse part du gâteau dans le financement de l'éducation populaire, ("un monopole" dit l'ICEA).

Au ministère, on n'accepte pas vraiment que les

citoyens puissent se former en vue d'une promotion collective et non pas individuelle, à partir de leur expérience et de leur vie concrète. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler le "sabotage" de l'expérience Multi-Média en éducation des adultes...

Au ministère, on se méfie, en haut lieu des groupes qui font de l'éducation populaire. Sans doute réalisez-t-on que plus les travailleurs réfléchissent entre eux sur leur situation, sur le "genre de vie qu'ils mènent", plus ils risquent de vouloir changer des choses et du monde de place...

Québec veut-il saboter l'éducation populaire?

L'éducation populaire débute quand les gens se regroupent pour changer leur situation

Qu'est-ce au juste que l'éducation populaire? L'éducation populaire vise d'abord et avant tout les adultes, jeunes ou vieux, les moins scolarisés, les moins bien payés, qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Loin d'être l'apprentissage d'un métier sanctionné par un diplôme, elle met le consommateur, le citoyen, le travailleur en contact avec des connaissances, des techniques des informations utiles dans la vie quotidienne. Quand 5, 10 ou 20 personnes se regroupent pour changer leurs conditions de vie, c'est souvent le début de l'éducation populaire. Dans ces réunions, il sera question des problèmes du logement, de la hausse du coût de la vie et des mesures à prendre, de l'alimentation, de la santé, de la rénovation urbaine.

Ainsi, dans le cadre de l'éducation populaire, des syndiquées apprennent comment fonctionne l'industrie du vêtement au Québec. D'autres femmes, qui ont formé une coopérative d'artisanat savent pourquoi le même tissu change de prix à chaque magasin.

"L'Éducation populaire, explique l'Institut canadien d'Éducation des Adultes, prend donc toutes sortes de formes, de la journée d'études aux réunions de grévistes. Les membres apprendront comment s'occuper d'un grief ou encore quel prix une coop va demander pour un tapis ou une boîte de pois vert".

Une centaine d'organismes

A l'heure actuelle, il existe au Québec une centaine d'organismes et associations (rayonnement provincial, régional ou local) voués d'abord et avant tout à l'éducation populaire. C'est le cas, par exemple, de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), du Centre d'Animation et de Culture Ouvrière (CACO), de la Fédération nationale des services de préparation au mariage, de la Maison du quartier et du Projet d'Organisation Populaire d'Information et de Regroupement (POPIR). Mentionnons également l'existence de diverses associations professionnelles dont le premier but n'est pas de faire de l'éducation populaire mais qui en font néanmoins dans le cadre de leurs activités. Et finalement, il y a les services d'éducation mis sur pied



L'ÉDUCATION POPULAIRE prend toutes sortes de formes, de la journée d'études à la réunion de grévistes, du voyage d'études, au colloque de fin de semaine. Seulement voilà: le gouvernement préfère financer les bons vieux cours traditionnels. (Photo Michel Elliott)

Les nouvelles directives du ministère "Améliorations": oui Solutions: non

Les fonctionnaires du ministère de l'Éducation qui ont étudié le mémoire de l'ICEA l'ont jugé, dans l'ensemble, fort juste. Dans le rapport qu'ils ont soumis et dont QUEBEC-PRESSE a obtenu une copie, ils considèrent comme exactes les observations de l'ICEA sur l'insuffisance des fonds alloués aux organismes d'éducation populaire de même que sur les critères inadéquats et les conditions inacceptables selon lesquels l'argent est versé.

Ce rapport du groupe d'étude sur l'éducation populaire (GETEP) a été remis à la direction générale de l'éducation des adultes au ministère de l'Éducation. Résultat: on a apporté un certain nombre "d'améliorations" au système de financement des organismes d'éducation populaire. "Une première victoire", explique-t-on à l'ICEA, où l'on précise, du même souffle: "L'acquis actuel ne constitue pas une solution".

Améliorations

Ces améliorations sont les suivantes pour 1973-74:

- Il est désormais possible de présenter des demandes de

subventions pour un programme éducatif dans son entier; à ce jour, une demande de subvention devait être présentée pour chacune des activités projetées.

- Ce n'est plus seulement l'activité elle-même qui est financée mais l'ensemble du projet, avec sa préparation et sa suite.

- Le "per diem" (allocation) accordée pour le remboursement des frais des étudiants ainsi que les montants alloués aux frais pédagogiques seront augmentés, mais les montants restent à déterminer.

- Le ministère reconnaît la validité de diverses formes d'activités éducatives (séminaires, débats, visites, etc.); il demande toutefois que ces formes soient bien identifiées dans la présentation des projets.

- Enfin le principe du financement par tranche, en cours de projet, est accepté. Les groupes populaires n'auront plus à attendre la fin de leurs projets avant de recevoir les fonds alloués mais pourront en recevoir périodiquement. Les modalités restent à déterminer.

Front commun

"Pour s'assurer que cet accord ne restera pas lettre morte et pour pallier à l'absence d'information en provenance du ministère", l'ICEA a déjà entrepris de faire connaître à plus de 120 organismes intéressés du Québec les premiers résultats de ses pressions auprès de Québec.

A Montréal, l'ICEA a également réuni une cinquantaine de personnes venues de Québec, du Bas Saint-Laurent, de l'Estrie, de l'Outaouais, de Montréal et des environs, et représentant les organismes les plus divers: centrales syndicales, ACEF, avocats populaires (ADDs), centres de formation populaire de quartier, jeunesse rurale, organismes familiaux, etc.

Tous ces organismes entendent soumettre leurs demandes de subventions dans les plus brefs délais et prendre ensemble les mesures nécessaires pour obtenir des crédits conformes à leurs besoins réels. Des mécanismes de coordination ont d'ailleurs été mis en place pour voir à la bonne marche de l'opération.

Des solutions

D'autre part, l'ICEA continue sa campagne en vue de "faire appliquer dans son entier" le mémoire de 64 pages présenté au ministère, en octobre 1972. Parmi les recommandations encore sur les tablettes:

- l'établissement d'un système de classification et d'accréditation des organismes volontaires d'éducation populaire;

- la création d'un Conseil consultatif de ces organismes auprès du ministère;

- la priorité à accorder aux organismes oeuvrant en milieu de travailleurs.

- Enfin un "relèvement radical" des sommes disponibles au ministère pour les subventions aux organismes d'éducation populaire. De l'ordre de \$200,000 à \$300,000, ces sommes auraient dû atteindre, dès cette année, un montant minimum de \$1,2 millions, dit l'ICEA, "pour simplement répondre aux besoins les plus élémentaires des organismes concernés".

Comme l'indique un communiqué de l'ICEA, "ce n'est qu'un début, continuons le combat"...

par les centrales et les diverses branches fédératives, régionales et locales des mouvements syndicaux: patronaux, coopératifs.

Pour illustrer le travail d'éducation populaire qui se fait actuellement au Québec, prenons le cas de l'Association coopérative d'Économie familiale (ACEF), qui regroupe non pas des individus mais des organismes tels que les syndicats, les coopératives de crédit, les groupes populaires. Implantée dans neuf régions du Québec, l'ACEF vise à être présente dans chacune des villes de 10,000 habitants et plus. Elle offre des services directs à la population tels que consultation budgétaire et assistance judiciaire. En plus d'organiser des conférences, des cours et des panels, l'ACEF agit comme groupe de pression dans les secteurs de la consommation et de la coopération.

Des exemples

De son côté, le Centre d'Animation et de Culture Ouvrière (CACO), mis sur pied par la Jeunesse ouvrière chrétienne, voit à la promotion de la culture chez les jeunes travailleurs. Le centre organise des stages d'études centrés sur un thème: il affecte en outre des personnes ressources à des travaux de groupes, notamment à l'organisation de coopératives de production. Il diffuse aussi un cours intitulé "Un milieu pour vivre".

38,000 membres

Mentionnons enfin, à titre d'exemples, le travail d'éducation populaire réalisé en milieu rural par l'Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale, qui regroupe 38,000 membres. L'AFEAS se définit comme un groupe de pression, d'éducation et d'action sociale qui voit à la promotion des droits de la femme. Le Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), qui compte 25,000 membres, a lui aussi un programme de formation générale axée sur les législations, les systèmes économiques et politiques: il vise aussi, bien sûr, à apporter une formation sur les besoins du mouvement (griefs, etc.). On pourrait enfin parler de la télévision communautaire de Normandin, au Lac Saint-Jean, du service d'éducation de l'Union des producteurs agricoles (UPA), des maisons du chômeur, etc.

Les groupes populaires touchent seulement 10% des sommes allouées

"Si l'éducation constitue l'une des préoccupations du gouvernement du Québec, l'éducation des adultes est loin d'être une priorité, si on se réfère au maigre budget dont dispose la Direction générale de l'éducation des adultes du ministère de l'Éducation." L'Institut canadien d'éducation des adultes dénonce les politiques gouvernementales actuelles de subventions

aux associations ou organismes qui font de l'éducation populaire: "Le rôle de l'État en matière d'éducation populaire est un de monopole."

\$7 millions sur un milliard

En 1971-72, le ministère de l'Éducation a dépensé un milliard. De ce montant, la direction générale de l'éducation des adultes a reçu quelque \$7 millions



"UN ETAT QUI se veut responsable ne peut quand même pas subventionner des orientations révolutionnaires". Voilà ce que disait le ministre Cloutier à propos du programme des sciences juridiques de l'UQAM. Avec l'éducation populaire, le ministre se montre aussi "prudent".

Pour le gouvernement, seuls les bons vieux cours sont valables

En plus des problèmes de financement, les organismes d'éducation populaire se sont toujours heurtés à la conception même d'éducation populaire que partageaient jusqu'à récemment le ministère de l'Éducation et les commissions scolaires. Selon ceux-ci, l'éducation populaire doit se faire au moyen de cours de 30 à 45 heures. Les groupes populaires, de leur côté, estiment que des sessions de fin de semaine, conférences, journées d'études, voyages d'études sont autant de formes valables d'éducation populaire qui devraient être reconnues et financées par l'État.

La DGEA vient de s'engager à reconnaître la validité de diverses formes d'activités éducatives telles que les séminaires, les débats, les visites et autres. Elle demande néanmoins aux responsables des projets de bien identifier les formes d'activités prévues.

Les congés-éducation payés

Une dernière lacune: l'absence d'une loi recon-

naissant à tout travailleur le droit de prendre annuellement, à des fins d'éducation, un certain nombre de jours de congés en dehors de sa période de vacances payées. Cette loi préciserait en outre la participation de l'employeur et de l'État au financement des activités éducatives suivies par les employés. Comme cette loi n'existe pas au pays, plusieurs jeunes travailleurs ne peuvent participer aux voyages-études organisés par l'Office franco-québécois pour la jeunesse parce que leur employeur ne leur reconnaît pas le droit de prendre un congé-éducation à leurs propres frais.

En France

Une telle loi existe d'ailleurs en France où le ministère du Travail subventionne les centres de formation des grandes centrales syndicales et a adopté une politique générale de congés éducation payés. Un employé peut donc prendre deux semaines (en plus de ses vacances) pour participer, par exemple, à une session de formation.

mais elle n'a dépensé que 10% de cette somme en subventions à des organismes d'éducation populaire. Le reste, soit 90% de son budget, a été versé aux commissions scolaires: "Au cours des dernières années, précise l'Institut canadien d'éducation des adultes, la DGEA a dépensé de moins en moins d'argent pour développer les projets d'auto-éducation mis de l'avant par les associations volontaires d'éducation populaire. Les montants budgétés baissent, de même que les montants effectivement dépensés." En effet, en 1969-70, la DGEA n'a dépensé que \$133,839 alors qu'elle s'était engagée à remettre \$161,098. L'année suivante, en 1970-71, les chiffres sont encore plus éloquentes: au lieu de remettre \$183,337, tel que prévu, elle se contenta de dépenser \$69,730 pour développer les projets d'éducation populaire.

Pas de \$

Comme on le voit, la DGEA encourage presque exclusivement le développement des cours d'éducation populaire des commissions scolaires. Avec l'argent qui lui reste, elle finance uniquement les groupes qui ont une charte et qui sont reconnus légalement. Les mouvements qui oeuvrent sur le plan régional ou local sans charte, même s'ils sont socialement reconnus, ne sont pas éligibles. De plus, la DGEA ne subventionne pas autre chose que des cours ou des sessions d'études d'au moins 20 heures s'étendant sur une année (ou bien de 12 heures en ligne), à la condition qu'il y ait au moins 15 participants. Elle paie alors le salaire/heure des professeurs ou animateurs, une partie seulement des frais de séjour des participants et le matériel nécessaire. Elle ne paie aucune dépense de secrétariat, de personnel, ni les frais de fonctionnement.

Si les améliorations prévues cette année se réalisent, le "per diem" accordé pour le remboursement des frais des stagiaires ainsi que les montants alloués aux frais pédagogiques seront augmentés, mais les montants restent à déterminer.

D'autres ministères québécois accordent des subventions sensiblement moins élevées aux organismes d'éducation populaire. C'est le cas des ministères des Affaires culturelles, des

Affaires sociales, de l'Industrie et du Commerce, du Travail et de la Main-d'œuvre. Il y a aussi le Haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, qui verse moins de 3% de son budget aux groupes d'éducation populaire.

Même si l'éducation n'est pas du ressort du gouvernement fédéral, celui-ci distribue des subventions à certains organismes voués à l'éducation des consommateurs et des travailleurs. C'est le secrétariat d'État qui intervient le plus dans le secteur de l'éducation populaire. Mentionnons des initiatives comme la Compagnie des jeunes Canadiens, financée par le fédéral, de même que les programmes Perspectives jeunesse et Initiatives locales. Ces deux derniers sont plutôt des moyens de réduire temporairement le nombre de chômeurs et leur apport au développement populaire paraît extrêmement faible.

Des autorités non gouvernementales

Heureusement, il existe des autorités non gouvernementales qui consentent à financer certains orga-

nismes d'éducation populaire. C'est le cas de la Conférence catholique canadienne (CCC), qui appuie des mouvements comme la Jeunesse rurale catholique, la Jeunesse ouvrière chrétienne et le Mouvement des travailleurs chrétiens. Il y a aussi la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises qui a accordé des subventions substantielles de départ à des organismes comme l'Association métropolitaine des locataires, le Centre de formation populaire (CFP) et la Maison du quartier. Mentionnons enfin l'Archevêché de Montréal, qui soutient en grande partie le Projet d'organisation populaire, d'information et de regroupement de la Pointe-Saint-Charles (POPIR).

L'éparpillement des sources de financement

L'absence de politique de financement cohérente du gouvernement crée une situation intolérable pour les groupes d'éducation populaire. On imagine facilement les responsables des divers groupes "ballotés" d'un ministère à l'autre, multipliant les démarches et ignorant la plupart du temps les critères qui pré-

sident à l'attribution des subventions: "Cette multiplicité de sources gouvernementales de financement pousse les dirigeants d'organismes à devenir de véritables commis-voyageurs, qui consacrent jusqu'à un mois de travail chaque année pour assurer à leur organisme les moyens financiers de survie." De plus, les subventions gouvernementales ne sont versées que pour une période d'un an; certaines ne sont pas renouvelées, sans que les organismes sachent pourquoi. Comment les groupes peuvent-ils planifier d'avance leur développement prochain quand ils sont obligés de vivre au jour le jour et d'attendre les versements qui viennent irrégulièrement quand ils ne sont pas carrément coupés? On l'a vu, les montants des subventions diminuent d'une année à l'autre alors que les besoins des citoyens ne cessent de croître. Plusieurs organismes réussissent à obtenir un budget de base grâce aux cotisations qu'ils réclament à leurs membres ou à une subvention venant d'organismes privés de charité. Cette solution demeure un pis-aller.

Un ministre très prudent

Le ministre de l'Éducation, François Cloutier, est très prudent quand il s'agit de financer les organismes qui font de l'éducation populaire, surtout en milieu de travailleurs.

Le ministre a mis plus de huit (8) mois à répondre au mémoire de 64 pages que lui adressait, le 23 octobre 1972, l'Institut canadien d'éducation des adultes, appuyé par à peu près tout ce que le Québec compte comme organismes populaires, coopératifs et syndicaux. Dans sa lettre à l'ICEA, le 29 juin dernier, le ministre ne cache pas ses réticences:

"Parmi les problèmes qui à ce jour n'ont pas encore reçu de solutions satisfaisantes, écrit-il, il faut mentionner la nécessité de bien définir ce qu'on entend par éducation populaire et de bien identifier les activités éducatives recouvertes par cette expression."

Plus loin, il précise

sa pensée: "Lié à ce problème surgit de plus en plus la nécessité de bien distinguer ce qui peut entrer sous l'acception d'activités éducatives" et aussi être du ressort de l'éducation d'avec d'autres activités éducatives au niveau du vécu des gens, mais dont l'objet et les démarches relèvent de domaines différents."

"Responsable"

Le chat n'est pas tout à fait sorti du sac mais on peut comprendre que le ministre de l'Éducation ne tient pas à financer des "activités éducatives" qui risquent de déboucher sur une mise en question du système économique et politique dans lequel nous vivons.

On ne peut s'empêcher de rappeler ici les "judicieuses" réflexions que le ministre a laissées tomber au sujet du programme (sablotté) du futur module des sciences juridiques à l'Université du Québec à Montréal.

Le ministre affirmait énergiquement: "Un État qui se veut responsable ne peut quand même pas subventionner des orientations révolutionnaires".

Il disait suavement ne pas pouvoir accepter "un vocabulaire pseudo-marxiste et d'ailleurs totalement dépassé".

Faire attention

Bref, les organismes qui s'occupent d'éducation populaire doivent faire attention. Tout écart de langage peut leur coûter cher! On comprend donc pourquoi le ministre Cloutier écrit toujours dans sa lettre qui a mis plus de 8 mois à parvenir à l'ICEA que le ministre ne peut accepter qu'un "financement responsable des activités éducatives des organismes volontaires d'éducation populaire". Le grand mot est lâché: "responsable". Qu'est-ce à dire? On peut s'en douter...

Pendant Opération Mon Pays, les critères de l'immigration ont été élargis pour permettre à plus de gens vivant ici d'être acceptés comme immigrants reçus.

Si vous êtes entré au Canada sans autorisation ou y êtes venu à titre de visiteur le ou avant le 30 novembre 1972, et si vous voulez y rester, vous avez jusqu'au 15 octobre 1973 à minuit pour régulariser votre situation.

Si vous avez réussi à vous tailler une place parmi nous au Canada, pourquoi ne pas profiter pleinement des avantages accessibles aux immigrants reçus ou même naturalisés. En lançant "Opération Mon Pays", le gouvernement canadien vous offre une occasion exceptionnelle de mettre fin à tous les problèmes qu'une telle situation entraîne, sans risque de poursuites. Pour vous faciliter les choses, le ministère a élargi ses critères de sélection.

Vous pouvez obtenir votre statut d'immigrant reçu: si vous êtes un réfugié ayant droit à la protection accordée par la Convention des Nations-Unies relative au statut des réfugiés; si vous êtes dépendant d'un citoyen canadien ou d'un résident permanent du Canada; si un citoyen canadien ou un résident permanent est à votre charge; si vous êtes âgé de 18 ans ou plus et avez démontré que vous vous étiez établi avec succès ou que vous avez d'excellentes chances d'y arriver.

Votre cas sera étudié en tenant compte généreusement de facteurs tels que votre stabilité financière, vos antécédents de travail, vos liens familiaux, et tout autre fait attestant que vous pouvez devenir un bon citoyen... un bon Canadien, un seul de ces facteurs suffisant à assurer votre admission.

Si votre demande était refusée, vous pourriez alors exercer votre droit d'appel.

Droit que vous perdrez automatiquement si vous ne présentez pas votre demande avant le 15 octobre 1973 à minuit.

Tout est mis en oeuvre pour vous faciliter les choses. Ne courez pas le risque d'avoir plus tard des ennuis ou même d'être expulsé. Vous avez tout à gagner en agissant sans tarder. Une fois devenu immigrant reçu, vous pourrez comme tous les Canadiens vous faire une place au soleil en homme libre, mettre à profit tous vos talents et même devenir citoyen canadien.

Pour plus de renseignements au sujet d'"Opération Mon Pays", téléphonez, écrivez ou rendez-vous au Centre d'Immigration du Canada ou au Centre de Main-d'oeuvre du Canada le plus près de chez vous. Tous ces services sont gratuits. Les Centres d'Immigration du Canada resteront ouverts, durant "Opération Mon Pays", de 8h a.m. à 8h p.m. chaque jour de la semaine, de 9h a.m. à 5h p.m. le samedi, et de 8h a.m. à minuit le lundi, 15 octobre.

Soyez chez vous, chez nous.



**Main-d'œuvre
et Immigration**
Robert Andras, ministre

**Manpower
and Immigration**
Robert Andras, Minister

La saison artistique à Montréal Automne 1973

THEATRE

A partir du 18 sept.: "Bonne fête, papa". De Jacqueline Barrette. Au Patriote.

Du 19 sept. au 21 oct.: "Le sérum qui tue" de Marc René de Cotret et "Les méfaits de l'acide" de Jean Claude Magnier. Au centre du Théâtre d'Aujourd'hui.

Du 20 sept. au 27 oct.: "La Sagouine". D'Antonine Maillet. Rideau Vert.

Du 27 sept. au 7 oct.: "Sur le matériel". De Michel Garneau. Au Quat Sous.

Du 10 oct. au 9 nov.: "Florence". De Marcel Dubé. En tournée.

Du 31 oct. au 16 déc.: "L'Affront Commun". De Jean Claude Germain. Au Centre du Théâtre d'Aujourd'hui.

Du 5 oct. au 4 nov.: "Le pain dur" de Paul Claudel. Au TNM.

Du 16 oct. au 12 déc.: "La ménagerie de verre". De Tennessee Williams. au Gesù.

Du 1er nov. au 8 déc.: "La dame aux camélias" d'Alexandre Dumas. Au Rideau Vert.

Du 9 nov. au 9 déc.: "Le malade imaginaire" de Molière. Au TNM.

Du 13 déc. au 19 jan.: "Le printemps de la St-Martin". De Noel Coward. Au Rideau Vert.

Du 14 déc. au 26 jan.: "Mistero Buf-fô". De Dario Fo. Au TNM.



"Le sérum qui tue" avec Louise Gamache, Jean-Pierre Chartrand, Han Masson et Marc Grégoire.

MUSIQUE CLASSIQUE

Mar. 25 et merc. 26 sept.: Orchestre symphonique de Montréal, sous la direction de Zubin Metha. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Lun. 1er oct.: Chœur Bayer, salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Mar. 2 et merc. 3 oct.: Orchestre Symphonique de Montréal, sous la direction de F.-R. Decker. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Jeu. 11 oct.: Quatuor Melos de Stuttgart. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Dim. 14 oct.: Nathan Milstein, violoniste. Dans le cadre des concerts de

la société Pro Musica. Maisonneuve, Place des Arts.

Mar. 16 oct.: Orchestre de chambre McGill. Avec Donald Bell, Basse. Oeuvres de Bach. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Jeu. 18 oct.: L'Ensemble de la Société de Musique contemporaine du Québec, dirigé par Serge Garant. Salle Claude Champagne.

Lun. 22 oct.: Orchestre symphonique de Montréal, sous la direction de Decker. Invité: Gary Graffman, pianiste. Au Forum.

Jeu. 25 oct.: Ronald Turini, pianiste. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Jeu. 25 et lun. 29 oct.: Orchestre Johann Strauss de Vienne. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Dim. 28 oct.: Trio Beaux-Arts. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Lun. 29 oct.: Orchestre de chambre de McGill. Invité: Larry Adler, harmonica. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Mar. 30 et merc. 31: Orchestre symphonique de Montréal. Invité: Martina Arroya, Soprano. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Jeu. 1er nov.: L'ensemble de Percussions de Strasbourg. Salle Claude Champagne.

Mar. 6 et merc. 7 nov.: Orchestre symphonique de Montréal, sous la direction de Decker. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Jeu. 1er nov.: L'ensemble de Percussions de Strasbourg. Salle Claude Champagne.

Mar. 6 et merc. 7 nov.: Orchestre symphonique de Montréal, sous la direction de Decker. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Lun. 19 nov.: Mario Escudero, guitariste. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Mar. 20 et merc. 21 nov.: Orchestre symphonique de Montréal. Direction Decker. Invitée: Jacqueline Dupré, violoncelliste. Salle Wilfrid Pelletier.

Merc. 22 nov.: Peter Roesel, pianiste. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Jeu. 23 nov.: Concert public de Radio-Canada, Salle Claude-Champagne.

Mar. 27 et merc. 28 nov.: Orchestre philharmonique de Leningrad. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Ven. 30 nov.: Concert public de Radio-Canada. (Salle Claude-Champagne.)

Dim. 2 déc.: "Sons et Brioches". Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Lun. 3 déc.: Orchestre Symphonique de Montréal. Sous la direction de Marie Janson. Forum.

Mar. 4 et merc. 5 déc.: Orchestre Symphonique de Montréal. Direction: Jean Martinon. Invité: Alicia de Larrocha, pianiste. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Jeu. 6 déc.: The King's Singers. Salle Maisonneuve, Place des Arts. Quatuor Orford et l'ensemble de la Société de Musique contemporaine. Salle Claude-Champagne.

Ven. 7 déc.: Concert public de Radio-Canada. Claude-Champagne.

Dim. 9 déc.: Vladimir Spivakov, violoniste. Salle Maisonneuve. Place des Arts.

Lun. 10 déc.: André Gagnon, pianiste. Orchestre de chambre McGill. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Mar. 11 et merc. 12 déc.: Orchestre Symphonique de Montréal. Direction de Decker. Invité: Trio Beaux Arts. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Jeu. 14 déc.: Concert public de Radio-Canada. Salle Claude Champagne.

Sam. 16 déc.: Quatuor Guarneri et Gaby Casadesus, pianiste. Place des Arts.

Dim. 17 déc.: Aleksander Slobodyanik, pianiste. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Lun. 18 et mar. 19 déc.: Orchestre Symphonique de Montréal. Direction. Decker. Invité: Ida Heandel, violoniste. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

VARIETES

Du lun. 24 sept. au dim. 7 oct.: Monique Leyrac. Au Patriote.

Ven. 28 et sam. 29 sept.: Frida Boccara. Salle Wilfrid Pelletier.

Du jeu. 4 au dim. 7 oct.: Georges Moustaki. Salle Wilfrid Pelletier.

Du sam. 8 au sam. 15 oct.: Mireille Mathieu. Salle Wilfrid Pelletier.

Jeu. 11 et ven. 12 oct.: Sébastien Marotto et Henri Des. Salle Maisonneuve.

Sam. 13 et dim. 14 oct.: Los Calchakis. Salle Maisonneuve.

Du lun. 15 au dim. 21 oct.: Félix Leclerc. Au Patriote.

Du dim. 15 oct. au dim. 2 déc.: Yvon Deschamps. Salle Maisonneuve.

Du jeu. 18 au lun. 22 oct.: Libérence. Salle Wilfrid Pelletier.

Du lun. 22 au dim. 28 oct.: Pauline Julien. Patriote.

Du ven. 23 au dim. 28 oct.: Les Jérolas. Salle Wilfrid Pelletier.

Du lun. 29 au dim. 11 nov. Barbara. Au Patriote.

Du jeu. 1er au mer. 14 nov.: Théodorakis. Salle Wilfrid Pelletier.

Ven. 9 et sam. 10 nov.: Claude Léveillée. Salle Wilfrid Pelletier.



DE RETOUR à Montréal, Mikis Théodorakis.

Mar. 13 nov.: Bette Midler. Salle Wilfrid Pelletier.

Du ven. 16 au dim. 18 nov.: Claude Landré. Salle Wilfrid Pelletier.

Lun. 19 nov.: Leny Escudero. Salle Maisonneuve.

Jeu. 22 nov.: Maynard Ferguson et l'orchestre de Stan Kanton. Salle Wilfrid Pelletier.

Ven. 23 nov.: Irish Rovers. Salle Wilfrid Pelletier.

Dim. 25 nov.: Israeli Songs Festival. Salle Wilfrid Pelletier.

Du jeu. 29 au sam. 10 déc. Charles Aznavour. Salle Wilfrid Pelletier.

Du lun. 3 au Sam. 9 déc.: L'ensemble Tzigane Zamfir de Roumanie. Salle Port-Royal.

Du lun. 3 au dim. 9 déc.: Renée Claude. Au Patriote.

Du mer. 5 au sam. 8 et du mer. 12 au dim. 16 déc. Au Patriote: Serge Reggiani. Salle Maisonneuve.

Du lun. 10 au dim. 23 déc.: Tex et Laurence Lepage. Au Patriote.

Du ven. 21 au dim. 23 déc.: Yvon Deschamps. Salle Wilfrid Pelletier.

ROCK ET POP



LOUISE FORESTIER, au Patriote et au Centre sportif de l'Université de Montréal.

Du lun. 24 au dim. 30 sept.: Jacques Michel. TNM.

Lun. 24 sept.: Gilbert O'Sullivan. Forum.

Du mar. 25 au dim. 30 oct.: Claude Dubois. Salle Maisonneuve.

Sam. 6 oct.: Alan Stivell. Centre sportif de l'Université.

Sam. 20 oct.: Ville Emard Blues Band. Centre sportif de l'Université.

Mer. 24 oct.: Moody Blues. Forum.

Sam. 3 nov.: Louise Forestier. Centre sportif de l'Université.

Sam. 10 nov.: Genesis. Centre sportif de l'Université.

Dim. 11 et lun. 12 nov.: Shawn Phillips. Salle Wilfrid Pelletier.

Du lun. 12 au dim. 18 nov.: Louise Forestier. Patriote.

Sam. 17 nov.: Véronique Sanson et François Guy. Centre sportif de l'Université.

Du lun. 19 au dim. 25: Jacques Michel. Patriote.

Mar. 27 nov.: Julien Clerc. Salle Maisonneuve.

OPERA ET OPERETTES

Lun. 24, jeu. 27 et dim. 30 sept.: OTELLO de Verdi. Opéra du Québec. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Jeu. 8 nov.: Gaelyne Gabora, soprano. Maisonneuve, Place des Arts.

CINEMA

(Il a été impossible de connaître les dates précises des sorties de films.)

SEPTEMBRE:

"Y'a toujours moyen de moyenner", de Denis Héroux, avec Willie Lamothe.

OCTOBRE:

"Réjeanne Padovani" de Denys Arcand, avec Luce Guilbault et Jean Lajeunesse.

"OK...Liberté" de Marcel Carrière (ONF), avec Luce Guilbault et Jacques Godin.

"Le tonnerre rouge", de Claude Fournier, avec Donald Sutherland et Jean Duceppe.

Suite à la page 16

net étudiants

net

SAISON

73-74



3 Spectacles

\$4.25 (cahiers
compris)

OCTOBRE

TENNESSEE WILLIAM
+ M. DUHAMEL

JANVIER

RUZANTE

+ GUY DUFRESNE

*La Ménagerie
de Verre*

La Mosquée

MISE EN SCÈNE

Louis-George Carrier

MARS

MISE EN SCÈNE

Claude Deslandes

*Cyrano
de Bergerac*

MISE EN SCÈNE

Jean-Luc Bastien

EMOND ROSTAM

RENSEIGNEMENTS: 866-1964

NOVEMBRE:

"Une nuit en Amérique", de Jean Chabot, avec Robert Rivard.

"L'Infonie inachevée", de Roger Frappier, avec (et sur) Raoul Duguay.

"Corps et âmes", de Michel Audy, produit par Cinak avec des comédiens amateurs. (Un premier film)

Trois films de Jean-Pierre Lefebvre en circuit parallèle, "Ultimatum", "On n'engraisse pas les cochons à l'eau claire" et "Les dernières fiançailles".

DECEMBRE:

"Blanc Noël", de Michel Bouchard, avec Reynald Bouchard et Esther Auger. (Un premier film).

"L'île jaune", de Jean Cousineau, produit par Cinak. (Un premier film).



"O.K....Laliberté" avec Luce Guilbault.

BALLET
ET
DANSE

Du ven. 9 au dim. 11 nov.: Ensemble National du Pakistan. Salle Maisonneuve, Place des Arts.

Du jeu. 13 au sam. 15 déc.: Ensemble folklorique Krasnoïarsk de Sibérie. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.

Du ven. 28 déc. au dim. 6 jan.: Casse Noisette par les Grands Ballets Canadiens. Salle Wilfrid Pelletier, Place des Arts.



A LA PLACE DES ARTS, l'Ensemble folklorique Krasnoïarsk de Sibérie.

Donner à ceux qui font la vraie culture québécoise les millions qui vont à l'Orchestre symphonique et à l'Opéra

-Michel Gélinas

par Michel Sabourin

Question: "Qu'est-ce qu'un producteur de spectacles?"

Réponse: (Au choix) "Une puissance occulte qui tire les ficelles en coulisse..."

Un artiste frustré...

Un homme comme les autres qui gagne ainsi sa vie..."

Michel Gélinas, l'un des quelques Québécois qui exercent le métier d'impresario et de producteur me reçoit dans son bureau. Devant lui, une découpe de presse que je reconnais assez facilement comme une découpe d'un article de QUEBEC-PRESSE, consacré à lui et qui commence à peu près ainsi: "Pas très audacieuse la programmation du producteur Michel Gélinas. Toujours la même brochette d'artistes français, qui comme chaque année envahissent nos salles..."

Je me dis que peut-être Gélinas est l'une de ces personnes rancunières, l'un de ces hommes qui n'acceptent pas la critique. Je me prépare à la bataille.

Mais Gélinas est un homme posé, pas dénué d'humour. Il dit simplement en prenant tranquillement la découpe dans ses mains, avec un certain sourire: "J'aime bien me rafraîchir la mémoire".

Et moi qui suis un homme totalement dépourvu d'humour, je maugrée intérieurement contre ces hommes trop "cools" qui refusent d'engager les polémiques. Et c'est bien connu que les critiques aiment la polémique...

Ne pouvant tout de même pas rater l'occasion, je prends ma voix sirupeuse pour demander bien innocemment: "Vous n'êtes pas d'accord?"

"Parler à travers son chapeau"

N'est-ce pas que le piège est bien tendu? Si Gélinas n'est pas un homme tout à fait dénué d'ardeur, il ne pourra faire autrement que d'y tomber...

"Je n'aime pas les gens qui parlent à travers leur chapeau", qu'il me dit. Et moi, toujours intérieurement, je me dis que j'aurais bien du fermer ma grande gueule. En brave, je devrai subir l'assaut, et défendre mes opinions. Et plus que jamais secrètement, j'envie ces délicieux instants, où seul avec sa machine à écrire, un critique peut parler tout à l'aise dans le dos du monde...

Gélinas, qui doit aussi savourer cette revanche, continue, imperturbable:

"C'est ce que j'appelle parler sans savoir de quoi il s'agit, sans tenir compte de la réalité québécoise".

On fait vite le tour

Et Michel Gélinas, qui, en plus d'être imperturbable, ardent et plein d'humour, est aussi un homme

francophones, mieux cela sera".

Un seul échec et c'est le déficit

Avouez que la logique se tient et qu'il est bien difficile de ne pas être d'accord. Je ne me compte toutefois pas pour battu: "Vous n'êtes pas un peu ennuyé de faire la même chose chaque année. On

treprise, une affaire, vous ne pensez pas que cela vous mène à un certain conservatisme, avec le résultat que vous ne misez à peu près jamais sur des valeurs nouvelles, sur les jeunes?"

La relève québécoise

- "Ca, c'est la grande question. Premièrement,

gros spectacles, plutôt que de songer à des formules originales, qui rejoindraient mieux la population".

- "Ca, c'est encore de la théorie. Le rêve du spectacle dans la rue. Moi je dis que le public est ainsi fait qu'il n'y a qu'une minorité qui assiste aux spectacles. Mon rôle est de bien faire

fois sa vigueur à poursuivre la vérité donne des résultats. A preuve cette réponse que fait Gélinas, et que vous devriez bien vite découper pour envoyer à notre estimé ministre des affaires culturelles).

"Je répète que ce n'est pas à nous de développer la créativité. Nous, nous faisons de la mise en marché. Quand tu fais cette critique, tu ne la fais pas à la bonne personne. C'est bien plus au gouvernement, ou aux organismes chargés d'aider à la création que ce reproche-là devrait être fait. Ce qui est désolant c'est de voir les efforts considérables qui sont gaspillés pour qu'on ait l'air d'être bon.

"C'est le million englouti chaque année par l'Orchestre Symphonique, le demi-million par l'Opéra, et par toutes les autres activités de prestige. Qui servent à qui? Qui servent la mégalomanie de quelques uns, et le plaisir des oreilles de 0.01% de la population. J'irais même plus loin. Je dirais que les organismes subventionnés, comme le TNM ou d'autres troupes de théâtre, gaspillent notre argent de façon éhontée. A quoi sert par exemple un atelier de découpage de costumes, qui doit bien coûter des milliers de dollars au TNM, alors qu'on pourrait se contenter de moins de faste. Alors qu'on pourrait surtout remettre cet argent en bourse de création à des jeunes artistes, à des gens qui ont des idées mais qui ne peuvent les exploiter faute de moyens."

Des millions pour une minorité

Et Michel Gélinas de conclure:

Penses seulement à ce que pourraient faire 10 jeunes artistes, dans le domaine du spectacle populaire, avec les 300,000 dollars que va coûter la production de l'Opéra du Québec, Othello, et qui sera vu par 5 ou 6 mille personnes. Peut-être que cela serait une façon d'enrayer cette émigration plus que massive de notre jeunesse vers la musique anglo-saxonne, parce que ceux qui en font ici n'ont pas les moyens de soutenir la concurrence étrangère... Alors, peut-être qu'ensuite un producteur pourrait intervenir pour organiser matériellement la diffusion de ce talent..."



MICHEL GELINAS: "Ce n'est pas mon métier de développer la création."

(Photo Michel Elliott)

logique, me tient ce raisonnement: "L'idéal serait évidemment de ne programmer que des spectacles québécois originaux. Avec, en plus, comme prime, quelques bons spectacles étrangers. Mais la réalité est différente. Premièrement parce que t'as vite fait le tour des artistes québécois qui peuvent tenir la place des Arts. Deuxièmement, parce qu'à part les artistes anglo-saxons, il n'y a pas tellement d'artistes étrangers très connus. Force est donc de faire venir des Français. Troisièmement, parce que je ne suis certainement pas pour produire des spectacles d'artistes américains ou anglais. Je pense plutôt qu'avec l'invasion qu'on connaît actuellement de la culture anglo-saxonne, plus il sera possible d'équilibrer ce phénomène par la venue d'artistes

pourrait se fermer les yeux, se boucher les oreilles, et deviner que Mirreille Matthieu, Aznavour, Witthaker, Maskouri seront à la Place des Arts, à chaque automne?"

- "A cela je répondrais deux choses: d'abord que le métier de producteur est un commerce, une affaire. C'est une entreprise commerciale. On perd d'ailleurs de l'argent beaucoup plus vite qu'on en fait. Un seul échec dans toute une saison, et tu te ramasses avec un déficit à la fin. Ceci étant dit, il est facile de comprendre pourquoi un producteur ne peut pas prendre de chances avec des artistes étrangers peu connus. C'est pourquoi il s'en tient souvent à des noms connus."

- "Mais à vouloir trop considérer le métier de producteur comme une en-

il est faux de dire que les producteurs s'en tiennent à des valeurs sûres. Si vous regardez la saison d'automne, vous verrez qu'il y a des nouveaux noms. Emmanuelle par exemple, qui fera une première partie à la Place des Arts. Claude Dubois qui prend la Place des Arts pour une semaine. Evidemment que la relève québécoise n'est pas tellement nombreuse. L'an dernier, pour prendre cet exemple, Latraverse et moi-même avons tenté d'investir dans le jeune théâtre, en produisant Jacqueline Barrette et Jean-Claude Germain à la Place des Arts. Autant pour Latraverse que moi, l'expérience s'est soldée par un désastre financier..."

- "Cela ne tient pas justement à ce que vous pensez toujours en terme de "Place des Arts", de

mon travail pour satisfaire ces gens-là. En ce sens, ce n'est pas mon métier de développer la création. Mon rôle est d'organiser matériellement les talents, une fois qu'ils sont là. Et je pense que nous faisons bien notre métier, si on regarde la façon dont se vendent actuellement nos spectacles. Cela doit quand même vouloir dire que le public est satisfait.

"Un million englouti par l'OSM"

- "D'accord, mais cela n'enlève rien au fait que votre programmation est faite de noms étrangers en grande partie et qu'elle n'amène rien de vraiment neuf..."

(Comme vous le constatez, un bon journaliste ne lâche pas prise facilement. Il a ce don de toujours revenir avec la même question... Mais par-

**La Poudrière
Ile Sainte-Hélène
du 2 au 13 octobre**

De l'auteur Samuel Beckett une pièce qu'on a qualifié de "chef-d'oeuvre" du théâtre contemporain. "Oh les beaux jours" sera jouée par l'excellente comédienne Denise Pelletier.

**du mardi au samedi
8 heures 30 pm**

Billets en vente: Hôtel Sheraton-Mont-Royal suite G-20
Informations: 526-0821

PRO MUSICA

26e SAISON LE DIMANCHE, 16 H. 30

- 14 oct. NATHAN MILSTEIN, violoniste
(1 billet: \$6 Étudiants \$2.50)
- 28 oct. TRIO BEAUX ARTS (\$6 - \$2.50)
- 18 nov. BOUCHARD ET MORISSET,
pianistes-duettistes (\$5 - \$2)
- 16 déc. QUATUOR GUARNERI
et GABY CASADESUS, pianiste (\$6 - \$2.50)
- 11 jan. ORCHESTRE DE CHAMBRE DE
STUTTGART dir. MUNCHINGER
Salle "LE PLATEAU"
vendredi 20 h. 45 (\$6 - \$2.50)
- 20 jan. QUARTETTO BEETHOVEN DI ROMA
avec piano (\$5 - \$2)
- 17 fév. RÉTROSPECTIVE DE MUSIQUE DE
CHAMBRE CANADIENNE (\$5 - \$2)
- 10 mars TOKYO STRING QUARTET (\$5 - \$2)
- 7 avril NEW YORK STRING SEXTET (\$5 - \$2)

Abonnements: \$30 — Corbeille: \$30 et \$25
Étudiants: 7 à 25 ans: \$12 — preuve d'âge requise

S.V.P. INCLURE UNE ENVELOPPE ADRESSÉE ET AFFRANCHIE

Pro Musica
1270 O. Sherbrooke
Montréal 109 — 845-0532
de 13 h à 17 h.

THÉÂTRE MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS
Montréal 18, 842-2112



LES GRANDS SPECTACLES CCA 1973-74

IL EST ENCORE TEMPS!

**CHOISISSEZ PARMI 20 SUPER-SPECTACLES
ET ÉCONOMISEZ 15%**

MINIMUM 8

(première seul. et dates suivies d'un astérisque*)

- Wilfrid-Pelletier - 8:30 p.m. (ou tel qu'indiqué)
- CHOEUR BAYER (soirée d'extraits d'opéra, 160 chanteurs avec orch. symph.) lun. 1er oct. \$8, \$7, \$6, \$4.50, \$3.50;
- ORCHESTRE VIENNOIS JOHANN STRAUSS 2 programmes différents: jeu. 25 oct. et lun. 29* oct. \$8, \$7, \$6, \$4.50, \$3.50;
- PHILHARMONIQUE DE LENINGRAD mar. 27 nov. (soliste Slobodyanik) mer. 28* nov. (soliste Spivakov) \$8, \$7, \$6, \$4.50, \$3.50;
- BALLETS SIBERIENS KRASNOIARSK (75 danseurs) jeu., ven. 13-14 déc. (8:30 p.m.) - sam. 15 déc. (6:00 & 9:30 p.m.) \$8, \$7, \$6, \$4.50, \$3.50;
- PETITS CHANTEURS DE VIENNE dim. 31 mars (8:00 p.m.) \$7, \$6, \$5, \$4, \$3;
- FESTA BRAZIL lun., mar., mer. 1-2*-3 avril \$7, \$6, \$5, \$4, \$3;
- ETOILES DU BOLSHOI 17 au 23 juin \$12, \$10, \$7, \$5, \$4.

Théâtre Maisonneuve - 2:30 p.m.
VLADIMIR SPIVAKOV (violoniste) dim. 9 déc. \$7, \$6, \$4.50, \$3.50;
DAVID OISTRAKH (violoniste) dim. 24 fév. \$9, \$7, \$6, \$4;
MARINA MDIVANI (pianiste) dim. 17 mars \$7, \$6, \$4.50, \$3.50.

Théâtre Maisonneuve - 8:30 p.m. - \$7, \$6, \$4.50, \$3.50
ENSEMBLE NATIONAL DU PAKISTAN ven., sam., dim., 9-10-11 nov.;
MARIO ESCUDERO (guitariste flamenco) lun. 19 nov.;
ALEXANDRE SLOBODY ANIK (pianiste) lun. 17 déc.;
COMPAGNIE DE DANSE ELEO POMARE ven., sam., dim. 11-12-13 janv.;
THEATRE NOIR DE PRAGUE 22, 23, 24, 25 et 27 janv.;
MAREK JABLONSKI (pianiste) lun. 4 fév.;
DANSEURS DE LA COTE D'IVOIRE lun., mar., mer. 11-12-13 fév.

Théâtre Port-Royal - 8:30 p.m. - \$7, \$5, \$4
ENSEMBLE TZIGANE ZAMFIR DE ROUMANIE 3 au 8 déc.;
YASS HAROSHIMA (mime japonais) dim. 17 mars.

Commandes postales avec enveloppe-retour affranchie
chèque - mandat - CHARGEX - 932-2234
Canadian Concerts & Artists Inc., 1822 ouest, rue Sherbrooke

Vous avez ri au "SAUT DU LIT"
Vous rirez davantage aux
"TROIS FARCES DE MOLIERE"

Un Molière dépoussiéré!

La Compagnie Jean Duceppe Inc.
et **SMS**
présentent

Pierre Thériault
Anne Paupé

dans

Trois Farces de Molière

Mise en scène:
Guy Hoffmann

La Jalousie du Barbouillé
Sganarelle
Le Mariage Forcé

avec
Jean-Louis Paris, Ronald France, Hubert Gagnon, Jean Leclerc,
Yvan Ponton, Ginette Morin, Arlette Sanders

DU 1^{er} AU 6 OCT. Décors: J.J. Desrosiers
Costumes: Gilles Lalonde

Bonne nuit: \$2.00, 4.00, 5.00
Samedi: \$3.50, 4.50, 5.50

THÉÂTRE PORT-ROYAL
PLACE DES ARTS (Montréal, 129 (Québec) Tél: 842-2112
Représentant: Productions Mulueles, Guy Roy

sur le matelas...



**MISE EN SCÈNE DE
GILLES RENAUD**

**À COMPTER DU
27 SEPT.**



THÉÂTRE DE QUAT'SOUS

100 EST, AVENUE DES PINS - 845-7277

Jean-Claude Germain

(par M.S.)- En rencontrant Jean-Claude Germain, il n'y a qu'une seule idée qui peut venir à l'esprit d'un journaliste. C'est de regretter de ne pas être un caméraman, un réalisateur de télévision ou un cinéaste: pour capter les mille et une expressions de ce monstre sacré qu'est Germain; pour enregistrer ces grands éclats de rire, ces éclairs d'intelligence qui passent dans ses petits yeux pétillants derrière une barbe au moins aussi grosse qu'un visage.

On ne peut que regretter aussi d'être venu le rencontrer pour faire une entrevue sur un sujet précis (en l'occurrence, la situation du théâtre québécois), plutôt que de rapporter, à bâtons rompus, une conversation semée de rires saugrenus, d'images hétéroclites, qui serait bien plus passionnante que cette éternelle réflexion intellectuelle que nous menons sur nous-mêmes, sur le théâtre québécois, sur le cinéma québécois, sur la littérature québécoise. A la fin, cela commence à ressembler à du masochisme, ou à un complexe d'infériorité.

**"Ici, on a peur
de la création"**

Cette idée, Jean-Claude Germain l'exprime sans ambages, par un exemple qui arrive à point: "Figure-toi, me dit-il, qu'on m'invite dans les Cégeps, depuis un an, à prononcer des conférences sur le théâtre québécois. A chaque fois, je suis obligé de répéter la même chose: "Je ne viens pas vous parler de théâtre québécois, mais de théâtre tout court." Pourquoi le qualificatif québécois quand on veut parler du théâtre d'ici. C'est plutôt le théâtre étranger qu'on devrait affubler d'un qualificatif: théâtre français, théâtre américain..."

"Mais non, on parle de théâtre québécois, comme s'il était anormal ou phénoménal qu'il existe un théâtre d'ici. Quand le TNM, ou le Rideau-Vert mettent à l'affiche leur une ou deux pièces québécoises annuelles, ils annoncent "Théâtre québécois", comme si cela était anormal..."

Et Jean-Claude Germain éclate de son gros rire, qui en dit tout aussi long que ce qu'il pense de cette situation. Il faut en rire pour ne pas en pleurer. "Il y a la peur de la création, ici. Nos troupes de théâtres vont cher-

cher la crème de ce qui se fait ailleurs, et prennent une chance avec un ou deux petits spectacles d'auteurs d'ici. Et encore, faut-il que cet auteur s'appelle Dubé ou Tremblay. Mais, bonhomme, est-ce qu'ils se rendent compte que pour sortir la crème que nous empruntons, les autres pays ont bien dû se payer 100 navets ou demi-réussites. Mais ici, il ne faut pas faire cela! Car quand un spectacle québécois manque son coup, c'est tout le théâtre québécois qui n'est pas bon. Donc pas de flop! Juste des affaires sûres! Mais comment veux-tu que dans ce contexte il se développe ici des gens qui ont envie de créer?"

"Cela me fait penser à l'indépendance. On va la faire quand on va être sûr que rien ne sera changé, mais que tout sera différent."

**"Les méfaits
de l'acide"**

Capitch! Et parce que je comprends trop bien ce que veut dire Jean-Claude Germain, parce que je trouve si triste cette mentalité qui nous conduit à pêter plus haut que le trou, parce que je n'ai pas vraiment envie non plus de contempler négativement nos misères, je préfère carrément changer le sujet de l'entrevue, et parler du théâtre qui se fait, de la création en pleine action avec Jean-Claude Germain et son Centre du théâtre d'aujourd'hui, qui a rouvert ses portes mercredi dernier avec deux créations: "Le Sérum qui tue" et "Les méfaits de l'acide".

"Ce sont deux pièces sur les manières, dit Germain. L'une sur le maniérisme du romantisme amoureux à la 1920, l'autre sur le maniérisme de la contre-culture, celui qui consiste à dire; en se revirant les yeux à l'envers: "Man, j'sus tellement stone". Il ne s'agit pas de ridiculiser ces manières-là, qui définissent finalement des époques. Mais de les montrer au monde, puisque le maniérisme a ceci de particulier que l'on ne s'en aperçoit pas. Le maniérisme produit par l'utilisation du langage de la drogue, et par la drogue elle-même est en particulier très drôle et très significatif. Je pense qu'il est à étudier de près parce qu'il porte le germe d'une nouvelle culture."

main: "Venez pu me parler du théâtre québécois"

"Je l'ai l'affaire..."

"Ce maniérisme-là, c'est celui de Charlebois en pleine répétition, qui est en train de procéder à sa mise en place pis qui s'arrête tout d'un coup ben sec, comme s'il venait tout à coup d'être traversé par une illumination: "Hei, les gars, je l'ai l'affaire, j'ai une idée géniale: on va tous rentrer par la porte." C'est la pire des banalités, dite pourtant de la même manière que s'il

venait de découvrir la loi de la gravitation.

"Ou bien regarde les gens stones, qui rient entre eux. Un observateur de l'extérieur va trouver qu'il ne se dit rien de drôle. Pourtant ceux qui sont stones sont tordus en quatre. Au niveau d'un spectacle cette observation peut être étonnante. Le spectateur sera placé dans la situation de l'observateur qui entendra débiter les banalités que peuvent dire des gens stones. Il aura

alors le choix. Entrer dans le jeu, ou ne pas trouver cela drôle. S'il entre dans le jeu, il devra avoir la mentalité de quelqu'un qui est stone, c'est-à-dire être complice. Et c'est peut-être là que réside le vrai comique. Dans la complicité complète. Tandis que celui qui ne veut pas jouer le jeu sera déçu, parce qu'il ne découvrira pas de Jerry Lewis capable de le faire rire. Celui-là est un "straight" qui attend une vedette pour

l'amuser. L'autre sait s'amuser par lui-même, comme un enfant, avec rien.

"C'est en ce sens que les maniérismes peuvent fournir des réflexions intéressantes. Quand on se met à les comprendre de l'intérieur."

Un théâtre de complicité

Jean-Claude Germain a de la suite dans les idées. Quand je lui demande quel théâtre il veut faire, comment il s'insère dans la réalité québécoise, il con-

tinue à parler de ses pièces:

"La même chose. Je veux un théâtre intimiste, de complicité. De monde qui communique ensemble par la tête et les sens, comme c'est le but fondamental du théâtre. Je ne veux pas d'un théâtre spectacle, à trois ou quatre mille personnes dans une salle. Parce qu'alors le théâtre est grossi. Il ne joue plus sur les détails, mais sur les gadgets de mise en scène. Ca c'est idiot. La communication à 4 ou 5 milles, tu l'as dans un spectacle-rock, qui est

fait pour cela. Pas au théâtre. Il ne faut pas considérer le théâtre comme un art populaire qui peut rejoindre les foules. C'est un art exclusif, qui rejoint des petites minorités à la fois, qui sentent le besoin de ce médium là. Mais le théâtre doit développer un langage qui fait que n'importe qui peut être dans cette minorité là."

Je pourrais bien continuer des heures à faire parler Jean-Claude Germain. Mais je m'excuse, mon metteur en page me fait signe que je n'ai plus d'espace...



GERMAIN: "Quand un spectacle québécois manque son coup, c'est tout le théâtre québécois qui n'est pas bon." (Photo Michel Elliott)

"SOL" AU GESU



du 17 au 30 sept.

Guichet tous les jours de 10h à 9h. (sauf le dimanche) Samedi de 10h. à 12h.

1200, rue Bleury.
Renseignements: Tél.: 861-6791

Pour aller voir un bon spectacle...



Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal

De Toronto à Montréal Le Palmarès du film canadien déménage au Québec

Du 15 au 29 septembre inclusivement

**Suzanne et Lucie,
danseuses**

de Richard Boutet

durée: 70 minutes

Danseuses topless. Spectacle continu.
14 ans

Spectacle à 20 heures

En raison des événements qui se déroulent actuellement au Chili nous présentons, tous les soirs à 21 heures 15, à la "Mierda Los Patrones", document réalisé au Chili par Alain et Jean Ambrosi.

Il y aura information et invités sur place pour discussion après chaque visionnement.

Pour tous

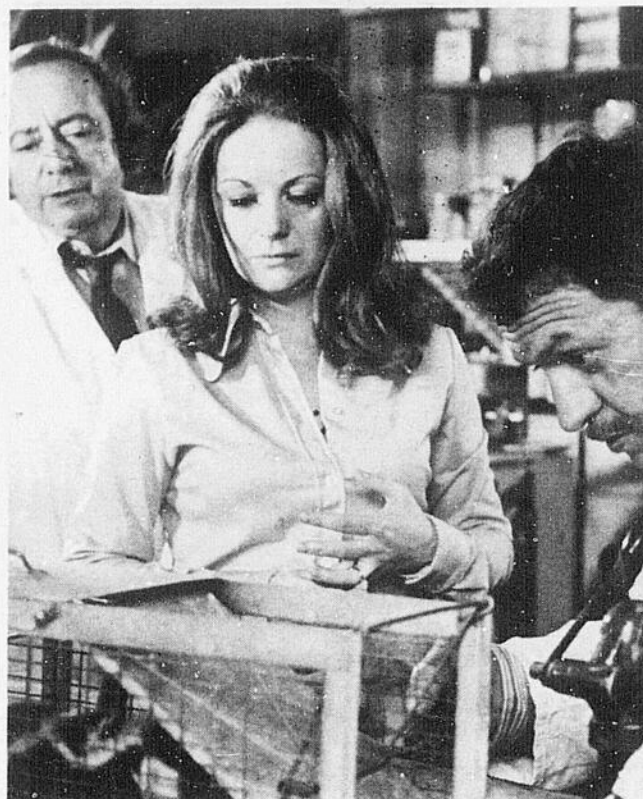
1604 Saint-Denis, Montréal 129
Téléphone 842-9788

vidéo graphe

C'est à Montréal, du 8 au 12 octobre, qu'aura lieu le vingt-cinquième Palmarès du film canadien, traditionnellement tenu à Toronto. Ce déplacement du Canada vers le Québec n'est pas une coïncidence: il fait partie d'une véritable "prise d'assaut" par le Québec de cet événement canadien.

Jusqu'en 70, les cinéastes québécois ignoraient le Palmarès. En 22 ans, ce festival du film, qui était plus un marché qu'autre chose, s'en tenait à la production cinématographique de l'Ontario d'abord, puis, à l'occasion,

des provinces de l'ouest, c'est-à-dire de Vancouver, Du Québec ne parvenaient parfois que des



"OK... LALIBERTE". Ce premier long métrage de Marcel Carrière sera l'un des douze longs métrages dramatiques en compétition au Palmarès du film canadien.

courts métrages de l'ONF.

En 71, l'ONF prit la décision d'inscrire à Toronto le long métrage de fiction de Claude Jutra, "Mon oncle Antoine". Dans la ville-reine, ce fut l'ébahissement général. Jutra remporta huit des onze "Etrog". L'année suivante, en 72, ce fut l'année du déblocage. C'est en série que les cinéastes québécois se rendirent au 24ème Palmarès. Cette fois, Gilles Carle et Francis Mankiewicz rallèrent la plupart des trophées. Les deux tiers des récompenses allèrent aux Québécois.

212 films

A tel point que cette année, le 25ème Palmarès est déménagé à Montréal. Marcia Couelle a été nommée directeur à plein temps avec bureau à Montréal. Gérard Pratley, critique de cinéma torontois qui depuis le début était l'âme dirigeante du Palmarès, s'est maintenant retiré de l'organisation. C'est désormais de Montréal que se planifiera cet événement.

Du 8 au 12 octobre, dans les trois salles de cinéma de la rue Saint-Denis (Chevalier, Pierrot et Saint-Denis), on verra donc 212 films cette année (il y en avait 144 l'an dernier). Principalement 12 longs métrages dramatiques dont 7 venant du Québec, 6 longs métrages non dramatiques dont "L'infonie inachevée" de Roger Frappier, 13 documentaires, 7 courts métrages pour distribution en salles, 5 dramatiques pour la télévision, 3 films d'animation, et des films publicitaires.

Une idée du cinéma d'ici

La programmation du festival donnera une idée de la production actuelle dans le cinéma québécois et le cinéma canadien. On verra entre autres: "Between Friends" de Don Shebib, "Les corps célestes" de Gilles Carle, "O.K... Laliberté" de Marcel Carrière, "Réjeanne Padovani" de Denys Arcand, "The Pyx" de Harvey Hart pour les longs métrages dramatiques.

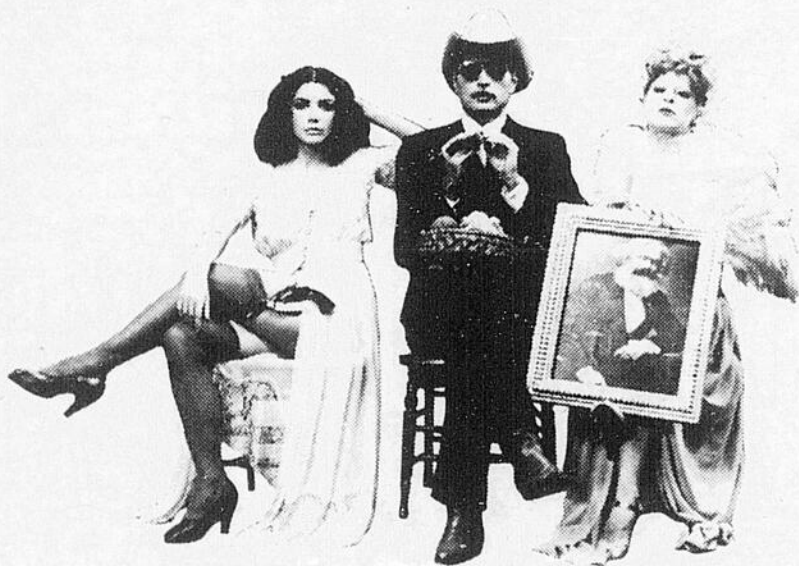
EN PRIMEUR DANS 20 CINEMAS

LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DE CINÉMATOGRAPHIE présente

En 1938, dans le temps du lait à 5c
UNE VRAIE COMÉDIE!
LES
UNE COMÉDIE VRAIE!

CORPS CÉLESTES

UN FILM DE GILLES CARLE



La vierge

Le pimp

Mme Sweetie

Carole Laure Donald Pilon Micheline Lanctôt

avec Jacques Dufilho et Yvon Barrette

MUSIQUE DE PHILIPPE SARDE IMAGES DE JEAN CLAUDE LABRECQUE

Co-production: Carle-Lamy/Mojack Film, Canada Parc Film/N.E.F. Diffusion, France

Distribution CINE ART FILM

JEAN-TALON

725-7000

FLEUR DE LYS

288-3303

MAISONNEUVE

525-2174

CINÉMA DE PARIS

861-2996

ENGAGEMENT EXCLUSIF À MONTRÉAL

"UN CHEF-D'ŒUVRE... SANS DOUTE
UN DES FILMS LES PLUS PUISSANTS
DE L'HISTOIRE DU CINÉMA."

— R. Levesque — Québec Presse

"VOUS QUI AIMEZ LE CINÉMA OU QUI
NE L'AIMEZ PAS, VOUS QUI ALLEZ VOIR
TOUS LES FILMS OU SEULEMENT UN
PAR ANNÉE NE RATEZ PAS CRIS ET
CHUCHOTEMENTS."

— Luc Perreault — La Presse

GAGNANT

PRIX de la CRITIQUE NEW-YORKAISE

MEILLEUR

• FILM
• DIRECTEUR
• SCÉNARIO
• VEDETTE
Liv Ullmann



Ingmar Bergman's

CRIS AND WHISPERS

VERSION ORIGINALE
SOUS-TITRES ANGLAIS



489-5559
5550 Sherbrooke, w

Laissez-passer et cartes
Âge d'Or non valables

SEM 7:30, 9:30
DIM 1:30, 3:30
5:30, 7:30, 9:30

FESTIVAL 525-8600
1206, St. Catherine, e

**QUEBEC-
PRESSE**
381-9936



(photo Michel Elliott)

Nous vivons dans une société où tout est récupéré

-Costa Gavras

par Robert Lévesque

"Vous savez, une fois dans le bureau de Darryll Zanuck à New York j'ai vu, sur le mur derrière lui, un poster de Che Guevara. Je pense que le Che n'aurait pas eu envie d'être dans ces bureaux."

Constantin Costa-Gavras, jeune cinéaste qui fait déjà une "rentable" carrière de cinéaste politique, me parle ainsi, dans une confortable suite d'un grand hôtel du centre de Montréal où il est pour la sortie commerciale de son dernier film, "Etat de siège". Son cinéma engagé, depuis le succès de "Z", est totalement récupéré par les systèmes qu'il dénonce. Il le sait. Son cinéma, c'est comme le poster de Che dans le bureau de Zanuck.

"Les financiers, avec "Z" en 69, ont trouvé leur intérêt dans mon cinéma, c'est pourquoi j'ai eu tant de chances pour tourner, et tant de facilités à trouver des fonds, pour "L'aveu" puis pour "Etat de siège". Nous vivons dans une société où tout est récupéré. Quand on sait cela au départ, il faut choisir quoi faire. Moi, j'ai choisi d'y aller à fond, et d'essayer que mes produits commerciaux contiennent au moins assez de matière pour amener le plus de gens possible à réfléchir un peu sur certains problèmes, et aider peut-être un peu à faire changer les choses, mais je ne pense pas qu'un film puisse faire une révolution."

En France actuellement, Costa-Gavras est le président de l'Association des réalisateurs de films. Il se bat contre les politiques de taxation de Valéry Giscard d'Estaing qui, selon lui, étouffent le cinéma français. Il lutte contre ce qu'il appelle "la censure subtile" de l'Etat français sur le cinéma. Mais il ne tourne pas ses "films politiques" en France, où il vit. Il sait très bien que ça, le système ne le récupère pas. On peut attaquer le

voisin, mais pas le chef de la maison.

Et la France?

"Il me serait presque impossible de parler de la France dans mes films, il y aurait toutes sortes de petites censures parallèles. La censure officielle est disparue depuis l'affaire de "La religieuse" de Rivette, parce que l'opinion publique a réagi. Mais ils ont trouvé toutes sortes de trucs pour nous empêcher de parler de la situation politique française."

Alors, Costa-Gavras parle des autres dictatures: celles des colonels grecs dans "Z", et maintenant celle de la CIA en Amérique latine dans "Etat de siège". Ce dernier film, il l'a tourné au Chili l'an dernier. Allende avait été le seul chef d'Etat d'Amérique latine qui lui avait laissé entière liberté de tourner. "A l'époque, c'était le pays le plus libre d'Amérique latine, sans censure et sans contrôle."

Ouvrir une voie

Costa-Gavras a rencontré Allende deux fois, une fois en présence du directeur de la télévision chilienne (il a été exécuté lors du putsch), et une fois avec Yves Montand. "C'était un grand bonhomme qui croyait aux qualités que pouvait apporter la liberté dans un pays. La culture, pour lui, devait jouir de l'entière liberté. J'ai eu connaissance d'un téléphone qu'il avait fait à un directeur de banque pour aider un jeune cinéaste qui n'arrivait pas à trouver les moyens de tourner un film très politique."

Si on lui souligne que son cinéma, récupéré comme il l'est (prix, premières bourgeoises à travers le monde, gros budgets et gros profits), a ses limites, et qu'il ne peut que filmer ce que le système lui "permet", Costa-Gavras répond franchement: "Je

sais, et je sais qu'il faudra un jour aller plus loin, et que ce ne sera sans doute pas moi qui le ferai. Mais j'aurai peut-être ouvert une voie."

"Actuellement, je fais du cinéma politique-spectacle, tout à fait à l'intérieur des règles du cinéma capitaliste et bourgeois, mais au moins, je dis autre chose que ce cinéma. J'essaie ainsi de toucher le plus de gens possible. Du cinéma comme celui de "La hora de los hornos" (un film brésilien qui dénonce la dictature brésilienne) n'est pas récupéré, soit. Mais il n'est vu que par des chapelles de convaincus, de gens déjà sensibilisés. Alors que mes films permettent une pénétration assez formidable de certaines des mêmes idées. Si "La hora de los hornos" avait été vu par 300,000 Québécois, ce serait énorme, mais ça n'arrivera jamais. Et "Z", lui, a battu des records d'assistance."

Les Tupamaros

Pour "Etat de siège", que l'on peut voir au Dauphin, Costa-Gavras s'est intéressé à l'enlèvement et à l'assassinat du fonctionnaire américain en Uruguay, Dan Mitrione, en 69. Son film est en tous points fidèle au déroulement de cet événement politique où les Tupamaros ont tenu en haleine le gouvernement uruguayen et les Etats-Unis. Seuls les noms sont changés. Pour écrire le film, Costa-Gavras a fait appel à Franco Solinas, l'auteur de "La bataille d'Alger", de "Salvatore Giuliano", de "Queimada". "Il n'y a que deux ou trois scénaristes qui acceptent de traiter de ce genre de sujets en Europe", affirme Costa-Gavras.

Solinas a accepté parce qu'il était d'accord avec moi sur le fond du film: montrer qu'il y a une justice humaine fondamentale qui n'est pas respectée en Amérique latine et que la CIA des

Etats-Unis en est responsable. Nous prenions parti pour les Tupamaros. Et c'est avec beaucoup de difficultés que nous avons réussi à faire parler des gens là-bas, parce que la répression est très violente. Les gens ont peur constamment. Jusqu'au jour du tournage, personne d'autre que nous n'avait vu le scénario. Nous avons fabriqué un faux scénario qui se passait dans les mêmes lieux avec les mêmes personnages, mais qui était une histoire de drogue. Au cas où on nous aurait demandé de montrer notre scénario".

Cinéma underground

En fait, Costa-Gavras et Solinas, qui travaillaient ensemble pour la première fois (ils préparent déjà un autre film), ont mené en Amérique latine une sorte de cinéma underground largement financé par des producteurs français, allemands et même américains (50% du coût du film a été financé par un certain Palevsky qui avait financé la campagne de McGovern). Ils ont passé des mois en Uruguay, à Saint-Domingue, au Brésil, au Chili, sans dévoiler le but de leur voyage. Ils n'habitaient pas à l'hôtel.

Par des Tupamaros, ils ont obtenu une série de renseignements sur les événements entourant l'affaire Mitrione, sur la présence américaine en Amérique latine, sur l'Académie de Police de Washington, sur la torture au Brésil. Un garçon et une fille qui avaient été torturés "en salle de cours" leur ont raconté les méthodes brésiliennes. Ils en ont fait "Etat de siège", une superproduction qui va briser des recors d'entrée au cinéma.

"Je me méfie du terme "cinéma politique", dit-il. Pour lui, tout cinéma est engagé, du film porno à "Etat de siège". "Je continue à tourner, aussi longtemps qu'on me laissera faire."

Le cinéma québécois à l'automne 73

Un cinéma soumis de plus en plus à l'imprimatur d'Ottawa

par Robert Lévesque

A l'automne 73, même si l'on annonce la sortie d'au moins treize films québécois, le "cinéma d'ici" est encore loin des beaux jours qu'on a peut-être trop rapidement fait miroiter pour lui. Depuis sa naissance véritable, au moment de la révolution tranquille, le bilan est sombre: aucun gouvernement québécois n'a voté une loi-cadre pourtant réclamée depuis des années; le présent gouvernement a bâclé la question en promettant un Centre de cinéma dont on ne sait encore rien; enfin, les seuls robinets de dollars, donc les baromètres de la production, sont toujours uniquement fédéraux.

Un cinéma abandonné par Québec

Tous les ministres des Affaires culturelles qui se sont succédés à Québec depuis la création de ce ministère ont "promis" de s'intéresser au cinéma. Aucun ne l'a fait. Le ci-

néma québécois, alors en pleine période d'éclosion, a grandi, abandonné par Québec, dans les racines de l'Office national du Film puis de la Société de Développement de l'Industrie cinématographique canadienne, deux organismes fédéraux dirigés à partir d'Ottawa.

Selon l'avis de tous les cinéastes, cette période du début des années soixante était "l'occasion ou jamais" pour un gouvernement québécois de légiférer en matière de cinéma et de prévoir des mécanismes d'aide qui éviteraient que le cinéma québécois soit uniquement soumis aux goussets fédéraux ou étrangers. C'était une occasion de prouver que la souveraineté culturelle dont parle l'actuel premier ministre était "possible" dans le régime fédéral.

On ne l'a pas saisi, et on montre de moins en moins l'intention de le faire. Le cinéma québécois, lorsqu'il ne reçoit pas

l'imprimatur d'Ottawa, via Sidney Newman à l'ONF ou Michael Spencer à la SDICC, doit retourner à la co-production avec l'étranger (surtout la France) avec tous les dangers que cela comporte au niveau de l'authenticité d'une oeuvre, ou bien il doit s'auto-financer lui-même et vivre en parent pauvre.

On le fait à l'Association Coopérative des Productions audio-visuelles, une coopérative de production où l'on réussit à sortir quelques films par année ("Tu brûles, tu brûles") mais où l'on se heurte aux portes fermées lorsqu'il s'agit de distribuer le film. Les chaînes américaines, des Cinémas Unis à Odéon Theater, ont toujours, en 73, le haut du pavé sur la distribution commerciale au Québec, et le gouvernement ne s'en soucie nullement.

Séduire les censeurs de l'ASDICC

Un cinéaste québécois



SEUL DENYS ARCAND a évité, jusqu'à maintenant, les dangers des co-productions et a tourné assez librement deux longs métrages dans l'industrie privée.

qui veut tourner un film est face à la situation suivante: ou bien il le réalise avec un petit budget, avec des moyens de fortune, et sans espoir de le voir distribué convenablement; ou bien il doit accepter une série de concessions (comédiens é-

trangers, musique faite en France, etc...) pour intéresser un producteur étranger; ou bien, s'il réussit à "séduire" les "censeurs" de la SDICC fédérale, il se voit doter d'un gros budget et d'une grosse machine; ou bien, il tourne à l'ONF, si M. Newman accepte son projet; ou bien, il remet dans son tiroir son rêve de film.

On ne sait pas encore combien de films québécois ne se sont pas tournés à cause de ces structures absolument absurdes, celles d'un cinéma national qui n'a pas de pays, qui n'a pas un gouvernement pour aider à sa production et à sa diffusion, un gouvernement qui n'ose même pas légiférer pour obliger les distributeurs américains ou autres à, au moins, sous-titrer leurs films en français lorsqu'ils sont présentés au Québec. Un cinéma national en pays colonisé.

Parce que ce cinéma national, il existe. Depuis l'apprentissage à l'ONF, des cinéastes comme Claude Jutra, Denys Arcand, Gilles Carle ont bâti, en quelques films chacun, un cinéma d'ici qui n'a rien à voir avec le cinéma américain ou français. Ils ont eu, eux, plus de chance, ou plus de ruse. D'autres, comme Gilles Groulx, contribuent aussi

à créer le cinéma québécois mais ils sont plus allergiques aux louvoisements nécessaires qui font que "Kamouraska" était affligée d'une musique française absolument ridicule, que "Les corps célestes" ont été "montés" à Paris. Seul Arcand, jusqu'à maintenant, a évité les dangers des co-productions et a tourné assez librement deux longs métrages dans l'industrie privée.

Des produits approuvés par le Fédéral

Mais ce cinéma national, plus le temps avance, plus il devient difficile de le réaliser. Comme tout enfant qu'on nourrit, l'appétit des cinéastes grandit avec le temps. On voit plus gros, on rêve plus large. Et comme rien, du côté de Québec, ne s'annonce pour garantir la québécoisisation de l'industrie cinématographique, comme celle-ci est toujours l'unique loi d'Ottawa, on va se retrouver de plus en plus avec des gros produits "approuvés par le fédéral", donc nécessairement filtrés ou censurés de plus en plus avec la situation politique qui va se développer, ou des grosses co-productions qui auront de moins en moins de substance québécoise pour, commerce oblige, "marcher" à l'étranger.

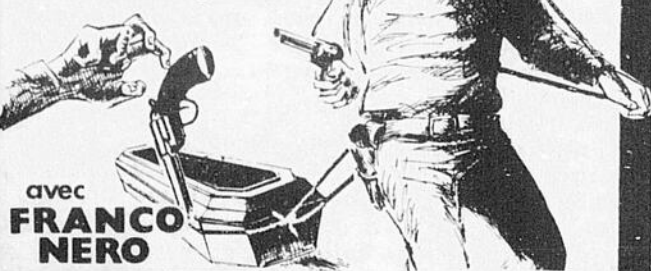
Comment peut-on accepter encore que quelques vagues fonctionnaires fédéraux, pour la plupart des gens qui ne connaissent ni le Québec ni le cinéma, certains comme Newman qui ne parlent même pas français, d'autres qui, à la SDICC, n'ont jamais mis les pieds au Québec, comment accepter que ce soient eux qui décident si tel ou tel scénario québécois sera tourné? Et ce n'est pas la présence d'un Gratién Gélinas à la SDICC, d'un Yves Leduc ou d'un André Lamy à l'ONF, qui garantissent l'éclosion en pleine liberté d'un cinéma québécois authentique.

La situation, à l'automne 73, est dramatique. Elle nous empêche de faire, bêtement, un papier sur la rentrée cinématographique. Trop de choses sont à régler, et ce devrait être là le vrai programme de la rentrée pour les cinéastes québécois et tous ceux qui croient à l'existence de notre cinéma. Dix années ont largement prouvé que le Québec avait un cinéma national, mais ce cinéma national est de plus en plus menacé parce que la "nation" québécoise est un pays colonisé, et nos films risquent de glisser vers le plus pur cinéma de colonisés qui soit. On devrait avoir fini de se prouver qu'on est "aussi bon" que les autres, et passer à autre chose.

Dans la tradition de SERGIO LEONE, maître du western italien!

L'HOMME AU VISAGE D'ACIER...

DIANGO
de Sergio Corbucci



avec **FRANCO NERO**

MERCIER

STE-CATHERINE-PIE-IX 255-6224

Lun.-Ven.: 7:30 - 9:30
Sam.-Dim.: 1:30-3:30-5:30-7:30-9:30

14 ANS



STEVE KRANTZ
production
produit par
STEVE KRANTZ
écrit et dirigé par
RALPH BAKSHI

HEAVY TRAFFIC

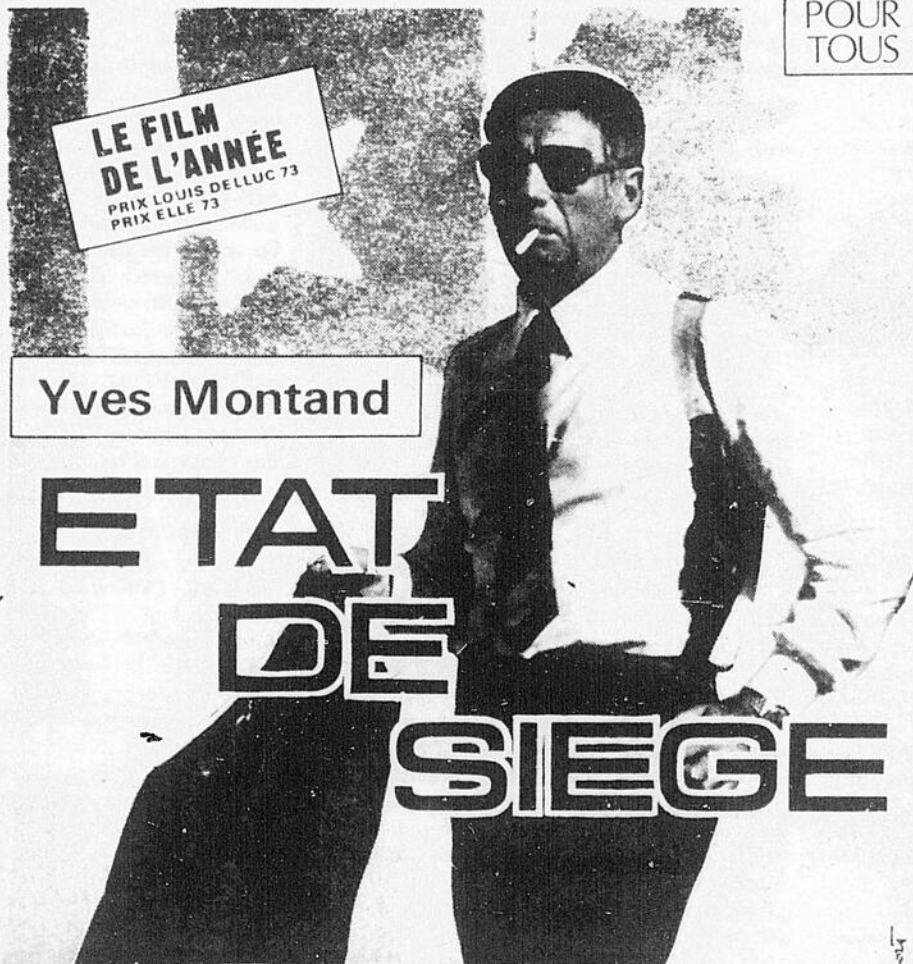
DE LA MÊME ÉQUIPE QUI A FAIT "FRITZ LE CHAT"

ATWATER 1
PLAZA ALEXIS NIRON
935-4246

1:30 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 9:30

18 ANS

Toute ressemblance avec des événements réels ou avec des personnes existantes, ou ayant existé, n'est ni fortuite ni accidentelle.



Yves Montand

ETAT DE SIEGE

UN FILM DE COSTA-GAVRAS

ÉCRIT PAR FRANCO SOLINAS, MUSIQUE PAR MIKIS THEODORAKIS
UNE PRÉSENTATION LES FILMS MUTUELS
EN ASSOCIATION AVEC CINEVIDEO

Lun.-Ven.: 7:30-9:40
Sam.-Dim.: 12:50-3:00-5:15-7:30-9:40

le DAUPHIN

BEAUBIEN PRÈS D'IBERVILLE 721-6060

"Les corps célestes" Carle au creux de la vague?

par Robert Lévesque

A trop vouloir assaisonner la salade, on finit par la rater. C'est tout à fait la réflexion qui nous vient à l'esprit en sortant du dernier film de Gilles Carle, "Les corps célestes", qui vient de prendre l'affiche d'assaut dans vingt salles de cinéma du Québec. Carle n'a jamais autant déçu.

En choisissant de pérorer (je ne vois pas d'autre verbe plus juste pour parler de ce que Carle a fait dans son septième film) sur le Québec de 1938 dans le fond de l'Abitibi des mines, Gilles Carle s'essayait à la comédie. Il est vite tombé dans la grosse farce, ce qui est différent. Dans la facilité. Du côté des De Funès.

Ses précédents films, comme "Léopold Z", "Les mâles" et "Bernadette" surtout (ses meilleurs films jusqu'ici), nous laissaient espérer beaucoup plus. Dans quelques images de "Bernadette", celle des vieux qui arrivent avec des cadeaux, dans quelques scènes des "Mâles", celles de la poursuite dans la salle du banquet de noces, on trouve mille fois plus d'humour, de finesse, d'esprit québécois comme celui dont Carle s'était fait un des défenseurs, que dans tout son dernier film.

ci il a mis de côté toute l'originalité de son style, en n'en gardant que la mécanique, l'enveloppe. Une seule scène des "Corps célestes" garde encore de ce "ton" Carle fait preuve d'une imagination carrée et neuve, c'est la scène où Lorenzo et Rose-Marie partent en voiture, tombent en panne, tentent d'arrêter un train puis plantent leur tente pour attendre le prochain train dans trois jours. C'est le seul moment où la comédie de Carle prend une couleur authentique et fait appel à la poésie. La seule scène habitée.

Carle voulait montrer (si l'on se fie aux entrevues qu'il a accordées depuis un an) "l'euphorie" d'une situation où des mineurs de l'Abitibi, travaillant sous terre, voient arriver des filles de la ville en avion, au-dessus d'eux, des filles qui s'installent dans un bordel où l'on trouve le "paradis", juste au-dessus du "trou" où ils peinent toute la journée. On n'en trouve rien, strictement rien, dans le film. Il ne reste qu'un vague "boulevard" (avec évidemment quelques moments drôles) qui emprunte tout à la tradition à la fois américaine et française du film de second ordre, la grosse comédie de consommation.



MICHELANE LANCTÔT et Jacques Dufilho dans "Les corps célestes".

Sigmund Freud, Jésus, Claudel, et tout le reste, mais ça n'est que de la décoration, du "créma-gé" sur un gâteau un peu sec. Tout est gratuit dans "Les corps célestes". En fait, on sent que Carle a eu une bonne idée, tout son film n'est qu'une idée, une image (le bordel en Abitibi), mais une idée ne suffit pas à faire un film d'une heure trente.

L'univers minier de l'Abitibi, il est absent. L'euphorie promise, elle est absente, elle croule sous les gros sabots d'un dialogue où l'on trouve à peine un bon mot par demi-heure. Le mélange de toutes sortes de choses que recherche visiblement Carle tombe, pour ce film, à cent milles à l'heure

dans le panneau qui guette ce genre d'entreprise, la gratuité et l'incohérence. Carle serait-il plus intéressant lorsqu'il raconte lui-même le film qu'il veut faire que lorsque l'on voit le produit fini? Serait-il d'abord un conteur avant d'être un cinéaste?

Je me rappelle encore Carle racontant son projet de film pour "La mort d'un bûcheron": c'était merveilleux. Tout devait se passer dans l'univers du papier. Elle et lui se rencontraient dans une bibliothèque, ils avaient des noms de personnages de roman, elle écrivait des lettres, ils se retrouvaient dans le bois à la recherche de son père bûcheron, etc... Dans le film, on ne retrouvait plus ce côté merveilleux, cette magie. J'ai revu deux fois "La mort d'un bûcheron" depuis sa sortie, et je pense de plus en plus que c'est un film raté. Comme "Les corps célestes".

La course aux prix

Le succès peut-être, le désir de tourner de plus en plus, la course aux prix, je ne sais quoi, mais Carle intéresse de moins en moins. La saveur des

"Mâles" ne se retrouve plus, et c'est dommage. En deux films, un cinéaste s'essouffle. Il reste à espérer que ce n'est qu'un creux de la vague. Un temps mort dans l'imagination de Carle: "Les corps célestes", malgré la bonne idée de départ et tout le fatras, manque singulièrement d'imagination. Un seul exemple: le discours du curé presque en tous points semblable à celui du film d'Yves Robert, "Les copains".

Le style Carle est devenu le procédé Carle. On voit la mécanique, on entend grincer les roues, et l'on ne rit plus, ou bien l'on rit grassement. Les seuls moments vraiment drôles sont tous imputables à la présence du comédien français Jacques Dufilho, excellent comme toujours.

Cheveu sur la soupe

Donald Pilon est égal à lui-même, naturellement. Carole Laure et Michelane Lanctôt pourraient faire mieux. Yvon Barrette joue juste. Et les autres sont plutôt effacés. Dans l'ensemble, on sent malheureusement que, dans le cinéma de Carle, ces

temps-ci, on se contente de peu. Hélas.

A l'actif, les images de Jean-Claude Labrecque qui, sans inventer, sont d'une propreté remarquable. Au passif, cette musique faite en France par Philippe Sarde, qui n'a aucun son québécois, qui arrive à tout moment comme un cheveu sur la soupe. Il se dégage du dernier Carle une espèce d'impression d'inutilité, la sensation qu'on ne se force plus pour bâtir quelque chose, qu'on se contente de peu, voilà tout. Le temps est passé, je pense, où l'on devait aller voir un film parce qu'il était québécois. Celui-ci, on pourra passer outre.

Mécanique

On dirait que cette fois-

Un gâteau un peu sec

On y met Karl Marx,



YVON BARRETTE et Carole Laure ou Lorenzo et Rose-Marie...

13 FILMS AVEC MARLENE DIETRICH

\$1.50 chacun des films

MINI-FESTIVAL

Appelez-nous pour l'horaire de ces films

Vieux Montréal

136 est. St-Paul 861-7863

METRO CHAMP DE MARS

FACILITE DE STATIONNEMENT

A L'ARRIERE DU CINEMA

Voulez-vous recevoir gratuitement et régulièrement nos programmes-calendrier?

CINÉ OUTREMONT

1248 Bernard 277-4145

"Quelle réussite! Tout ce que l'on attend d'un film."

L'AUREOLE

2^e semaine

500

POUR TOUS

LA BONNE ANNEE

film de CLAUDE LELOUCH

LINO VENTURA
FRANÇOISE FABIAN
CHARLES GERARD

SALLE RESNAIS

500

7^e MOIS

PIERRE RICHARD
MIREILLE DARCI

le grand blond avec une chaussure noire

UN FILM DE YVES ROBERT

CTVM a un avantage sur ses rivaux: la formule coopérative

par Virginie Boulanger

La Coopérative de télévision de Montréal (CTVM), qui a eu quelques difficultés au démarrage le printemps dernier, a trouvé au cours de l'été sa vitesse de croisière et s'apprête à franchir l'étape finale.

Son objectif: l'obtention du permis d'exploitation du troisième poste de télévision française à Montréal qui diffusera en UHF (en fréquence ultra-haute) que le CRTC doit accorder probablement cet hiver à l'un ou à l'autre des candidats suivants: CTVM, Radio-Mutuel (CJMS), Radio-Futura (CKVL) et le groupe Franklin Delaney (qui exploite déjà plusieurs stations de radio en périphérie de Montréal et notamment à Joliette et à Drummondville).

Des fins sociales

CTVM a un avantage sur ces concurrents. Cet avantage, c'est sa formule,

comme nous l'explique le porte-parole du conseil d'administration provisoire, M. Gilles Archambault.

"Compte tenu des preuves faites en quantité et en qualité dans d'autres domaines, la formule coopérative nous semble la plus appropriée en ce qui touche ce bien public que sont les ondes. La coopérative réussit ce tour de force de concilier les contraintes économiques et les exigences sociologiques de ce moyen privilégié de participation. Notre coopérative n'en est pas une de consommation mais plutôt une coopérative à fins sociales, si on peut dire. En pratique, cela veut dire que les bénéfices que le poste fera - et il en fera beaucoup puisqu'il sera rentable... la preuve c'est que nous avons trois compétiteurs qui ne vont pas là pour des raisons idéologiques -

seront réinvestis à l'intérieur du poste."

Il s'agit d'une clause préventive afin d'éviter qu'un groupe de sociétaires avides de gains n'en viennent un jour - lorsque le poste sera rentable - à la détourner de ses fins premières qui sont l'information, la participation et l'animation communautaire.

Appui du CCQ?

Les sociétaires de CTVM ne peuvent donc espérer s'enrichir autrement que culturellement, intellectuellement et moralement. C'est là une première originalité qui, comme l'espèrent les promoteurs de CTVM, ne peut manquer d'intéresser le Conseil de la coopération du Québec (CCQ). De ce groupe, on attend moins un appui financier qu'un appui moral. Un avis favorable du CCQ aiderait en effet CTVM à obtenir sa charte du ministère des Institutions financières du Québec. Sans cet appui,



MICHEL ARCHAMBAULT, porte-parole du Conseil d'administration de CTVM: "Maintenant, nous avons besoin de la participation de la population." (Photo Michel Elliott)

Québec hésiterait, semble-t-il, à donner le oui aux coopératives de télévision. C'est que, dit-on, la loi actuelle des associations coopératives ne correspond pas aux objectifs de la télévision en tant que telle. Rappelons que devant les difficultés qu'a éprouvées la première coopérative de télévision (CTVO) à obtenir sa charte à Québec, ses organisateurs se sont tournés vers Ottawa où la loi est plus souple.

Qu'arriverait-il si CTVM n'obtenait pas la charte de Québec?

A contre-cœur

"Nous irions au fédéral, nous aussi, mais à contre-cœur. Et ça voudrait dire que la coopérative ne peut s'adapter à la télévision dans ses structures et dans ses lois. Toutefois, nous serions bien surpris d'avoir à en arriver là. On s'en va vers le 21^e siècle, des efforts de modernisation doivent être faits là aussi. A vrai dire, on attend une réponse

favorable dans les jours qui viennent. Nos trois rencontres avec le CCQ ont été très positives."

Bien que CTVM se soit inspirée de la formule de CTVO qui a innové en ce domaine, les porte-parole du conseil d'administration croient que la coopérative de Montréal sera différente de celle de l'Outaouais.

Différent de CTVO

"Nous sommes appelés à devenir éventuellement une tête de pont à Montréal. C'est-à-dire qu'il n'est pas question pour nous de nous affilier à un autre poste comme a dû le faire CTVO. Au contraire les autres postes, Radio-Canada CFTM-TV et Radio-Québec, seront nos concurrents."

Le contexte social est évidemment différent. L'aire de diffusion de CTVM se situe dans un rayon de 45 milles à partir du mont Royal à Montréal et touchera la banlieue au-delà de Saint-

Hyacinthe, Granby, Valleyfield, Saint-Jérôme. Ce territoire a été divisé en 17 zones qui constituent les unités de base de la coopérative. Les membres se réunissent annuellement en assemblée générale de zone et élisent un conseil de zone formé de 4 personnes. C'est ce conseil de zone qui est responsable des activités de la coopérative dans son secteur et de la participation des membres et de la population à la programmation.

"On a voulu diviser notre territoire en zones parce que nous couvrons Montréal, ville anonyme composée d'îlots autonomes et la banlieue. Nous sommes convaincus que Rosemont est aussi différent de Saint-Henri que Saint-Henri est différent de Saint-Hyacinthe d'Outremont et que la Petite Bourgogne, où nous avons tenu un colloque jeudi dernier, d'Anjou. Nous tenons beaucoup à ces zones parce que nous sommes convaincus que la programmation du troisième poste de télévision française doit tenir compte de la dimension socio-culturelle tout à fait négligée dans les postes traditionnels."

La division des zones a été faite à partir de deux critères: population francophone et groupes ethniques.

"Il ne faut pas oublier que la population de Montréal est composée notamment pour un bon 27% de groupes ethniques. Notre but est de favoriser l'intégration de ces ethnies au groupe francophone. On les sent déjà très intéressées. Quelques groupes nous ont accordé leur appui spontanément et nous ont même fait des dons pour nous aider à défrayer les coûts de démarrage."

L'Alternatif
1587 SAINT-DENIS (PRES MAISONNEUVE)

Tous les disques, Rock, Jazz, Importations anglaises...

Le prix régulier sur la plupart des disques est toujours \$4.44.
(Probablement le meilleur en ville)

Pour les amateurs de musique classique,
L'ALTERNATIF vous offre les collections

Erato (rég. \$4.98 et \$5.49)	DGG (rég. \$5.49 et \$6.29)
Telefunken (rég. \$4.98)	Heliodor (rég. \$2.98)
Musidisc (rég. \$3.49) ETC.	

tél.: 845-8887

NOTRE SELECTION DE JAZZ
COMPREND AUSSI DES DISQUES
IMPORTES TELS LES

ECM
AMERICA
JCOA
IMPULSE
PRESTIGE
BLUE NOTE
MILESTONE
C.T.I.
BASF ETC...

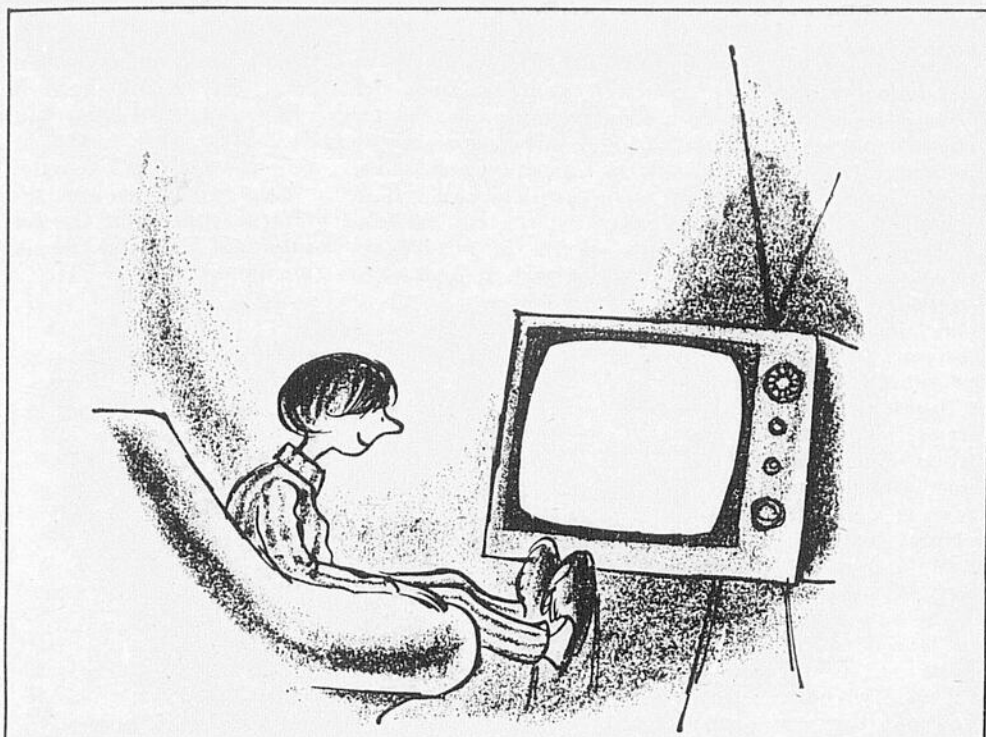
POUR UN PLUS GRAND CHOIX
AU MEILLEUR PRIX
... VENEZ VOUS DETENDRE...

PLANETARIUM DOW 872-4210

5 SEPT. au 21 OCT.

L'UNIVERS D'EINSTEIN

CTVM: une façon de changer les choses



Ceux qui n'aiment pas rester passifs devant la télévision ont une belle occasion de participer à l'élaboration d'une télévision à leur goût en joignant l'équipe de CTVM.

Les Montréalais et les populations périphériques dans un rayon de 45 milles qui aspirent à une télévision différente de celle qu'on leur sert tous les jours ont une occasion unique de changer les choses: adhérer à la coopérative de télévision de Montréal.

"Le temps est venu de faire appel à la population et d'associer le grand public au projet de télévision coopérative auquel nous travaillons depuis quelques mois. Notre projet est devant le CRTC depuis le 29 juin et les conditions préalables au succès de l'entreprise sont réunies. Nous attendons maintenant la participation du public."

Appel à la population

Michel Archambault, professeur et conseiller en formation aux HEC, lançait la semaine dernière au cours d'une conférence de presse un appel à la population au nom du conseil d'administration provisoire de CTVM. Le conseil est composé de MM. François-Albert Angers, professeur au HEC et ancien président de la SSJB, Claude Beauchamp, journaliste et ancien président de la FPJQ qui a lancé l'idée d'une coopérative de télévision à Montréal, Georges Bilo-deau, médecin, René Thibodeau, distributeur, Maurice Lacoste, publicitaire, Gaétan Daoust, directeur de l'éducation permanente à l'université de Montréal, Pierre Carignan, avocat et professeur, Jean-Louis Martel, directeur du Théâtre

populaire du Québec, Roger De Rancour, animateur social, Gaston Michaud, animateur social, Michel Archambault et Mme Louis-Joubert-Gill, réalisatrice à la télévision.

L'objectif premier de cet appel au peuple est de constituer sur une base régionale et de quartier un regroupement des individus et des organismes sociaux et professionnels intéressés à bâtir une télévision de type coopératif. Le but de ce regroupement: faire participer directement la population à l'élaboration de la programmation du nouveau poste. Tous ceux qui ont des idées sur le genre de télévision qu'ils voudraient avoir seront reçus à bras ouverts.

Amasser le capital

L'objectif second est d'amasser le capital de base nécessaire à la réalisation du projet. Le capital de base dans une coopérative vient, comme on le sait, de la vente de parts sociales. CTVM compte donc que les Montréalais vont prendre une part sociale ordinaire (\$10) ou privilégiée (\$25) et inciter leurs amis à les suivre dans cette aventure.

CTVM a besoin au départ d'un capital-actions de \$300,000. Une campagne de financement sera vraisemblablement lancée d'ici une ou deux semaines et l'argent venant des sociétaires sera versé dans un compte spécial en fidéicommis jusqu'à ce que le CRTC accorde ou refuse le permis à CTVM. Dans le

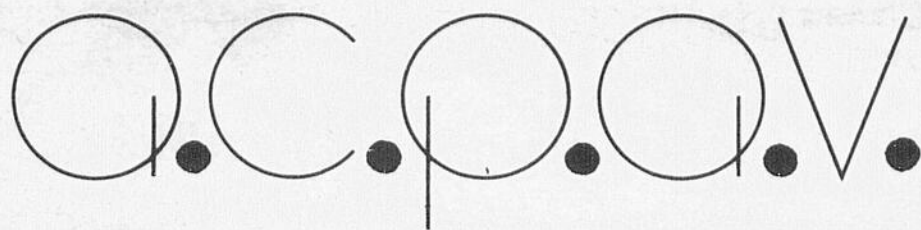
cas d'un refus, tout l'argent sera remis à chacun des souscripteurs.

Du bénévolat

L'argent recueilli par la vente de parts sociales ne sert en aucun cas à défrayer le coût des études et les dépenses inévitables quoique réduites au strict minimum qui se greffent au lancement d'un tel projet. Précisons qu'à CTVM comme à CTVO, les promoteurs du projet travaillent bénévolement. L'argent nécessaire au maintien d'un local permanent provient notamment de dons d'individus et d'organismes sympathiques au projet.

Un autre objectif de CTVM consiste à rejoindre les 3 millions de téléspectateurs possibles qu'elle pourrait toucher par le moyen du troisième poste de télévision française à Montréal. Pour y arriver, il faudrait une armée de bénévoles prêts à s'embarquer dans les conseils provisoires de zone, prêts à participer aux colloques sur la programmation dans chacune des zones et prêts enfin à se faire les avocats de la CTVM auprès des organismes et des associations qui pourraient appuyer moralement et/ou financièrement la nouvelle station.

Toute personne et tout organisme qui s'intéressent à la réalisation de ce projet de CTVM peuvent s'adresser au permanent de la Coopérative, au 161 est, rue Roy (suite 324). Téléphone: 845-5195.



C'EST QUI, CEST QUOI?

1o DES FILMS QU'ON S'ARRACHE

- Le premier long métrage réalisé par une femme
- Prix Wedy Michener et prix du meilleur montage au palmarès du cinéma canadien
- Participation à un Festival du film sur la femme en Angleterre
- Prix spécial du Jury au Festival de Toulon (France)
- Sélectionné au Festival International canadien du film sur la femme à Toronto
- Sélectionné à la Semaine du Cinéma d'Amsterdam (Hollande)
- Sélectionné par le Festival du film de Perth (AUSTRALIE)
- Sélectionné pour le Festival de Beyrouth (Liban)
- Présentation spéciale au Festival de San Francisco:

LA VIE RÊVÉE

- "Le boutte de toute"
- Sélectionné pour la quinzaine nationale du cinéma
- Représentant du cinéma québécois aux Journées du cinéma italien à Venise (Italie)
- Représentant du cinéma québécois à Firenze (Italie)
- Présenté à l'exposition Canada Trajectoires 73 à Paris

TU BRÛLES... TU BRÛLES...

- Le premier film en son stéréophonique
- Sélectionné pour le palmarès du cinéma canadien
- Sélectionné pour la nationale quinzaine du cinéma:

L'INFONIE INACHEVÉE

- Sélectionné pour le palmarès du cinéma canadien: **Le loup blanc**
- Sélectionné pour la quinzaine nationale du cinéma: **Les étoiles et autres corps**
- Sélectionné pour la quinzaine nationale du cinéma: **Au sujet d'un camp d'été**

2o DES FILMS QU'ON DISTRIBUE

- Isis au 8 (moyen métrage, noir et blanc et couleur)
- Tu brûles... Tu brûles... (long métrage, noir et blanc)
- Elle était une fois... Une autre fois (court métrage, noir et blanc)
- Le loup blanc (court métrage, noir et blanc)
- Les étoiles et autres corps (court métrage, noir et blanc)
- Burlex (court métrage, noir et blanc)
- Au sujet d'un camp d'été (court métrage, noir et blanc)

Distribués par l'ACPAV

- La vie rêvée (long métrage, couleur)
- L'infonie inachevée (long métrage, couleur et noir et blanc)
- Ataboy (court métrage, noir et blanc)

Distribués par Faroun films

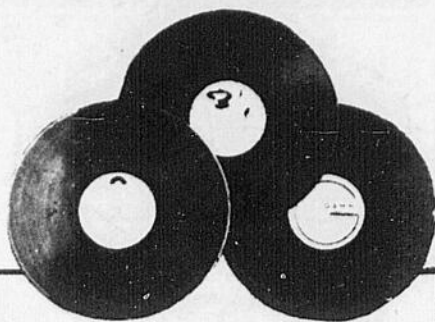
3o DES FILMS QU'ON PRÉPARE

Sorties prochaines:

- L'infonie inachevée
- Une nuit en Amérique
- Rue St-André (Blanc-Noël)

L'Q.C.Q.Q.V. C'EST

L'association coopérative de productions audio-visuelles 96, ouest Sherbrooke Montréal 129 Pour tous renseignements: 849-5031

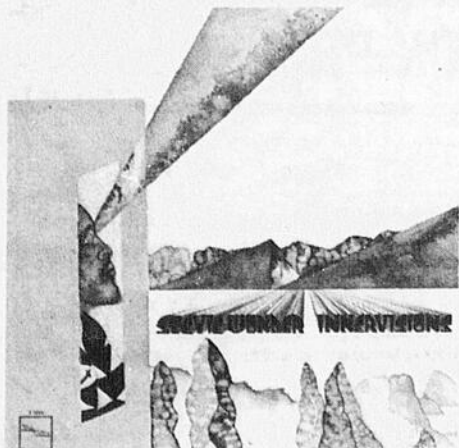


Bob Dylan Soundtrack Pat Garret & Billy The Kid Colombia KC 32460

S'il y a un film décevant actuellement à Montréal, c'est bien "Pat Garret et Billy The Kid". C'est pourtant un film de Peckinpah, mettant en vedette une brochette de gens aussi connus que Dylan, Kristofferson, Rita Coolidge. Bien qu'il soit basé sur une authentique légende du Far West, ce film ne réussit jamais à nous retenir et tout y tombe à plat. On en ressort avec l'impression de s'être fait avoir par une entreprise commerciale, sans âme, et la seule consolation est d'avoir vu à l'écran la figure martyre de Dylan, un sein de Rita Coolidge et un Kristofferson qui se prend pour une vedette. La musique suit exactement le même pattern. Malgré qu'elle soit signée Dylan, malgré la présence de Roger McGinn à la guitare, jamais elle ne réussit à nous retenir. Elle est fade, sans relief, semblable à ce désert dans lequel se déroule l'action du film. On se dit que peut-être, en voyant le film, la musique réussira à nous accrocher un peu plus. Erreur: elle disparaît elle aussi derrière une montagne de sable et le faux faste de cette entreprise. J'ai toujours été bien déçu du silence de Dylan depuis deux ans. Mais tant qu'à donner quelque chose d'aussi inintéressant il aurait été mieux de continuer à se taire. . .

Mandingo The Primeval Rhythm of Life Capitol ST 6399

Dans la cour du roi rythme, ce disque doit occuper une place de choix. Complètement non orthodoxe comme style musical, Mandingo place au premier rang de sa musique le rythme latino-américain, comme le rythme rock et même le rythme poussé à sa limite, quand il ne devient que son. Il suffisait d'y penser. Et comme des enjoliveurs de roues ou un morceau de chrome viennent se greffer à une carrosserie d'auto pour l'embellir, les instruments mélodiques viennent à l'arrière saluer le roi rythme. On peut tout dire de Mandingo, sauf qu'il n'est pas baroque. Il n'utilise pas moins de 44 instruments, section rythmique incluse. Mais jamais il n'y a déluge. Tout y est soigné, balancé derrière le joyeux rythme que peut inventer un musicien issu du soleil et de la mer des Caraïbes. Si vous avez envie d'un son neuf, et voulez faire provision d'énergie dans vos moments bas, ce disque est tout à fait recommandable.



Stevie Wonder Innervisions Tamla Motown T326 L

S'il y a un son contesté actuellement dans la musique, c'est bien celui des studios Motown du producteur Norman Whitfield. Un son qui doit tout à la musique noire, mais spécialement arrangé pour la consommation blanche. L'âme noire qui s'offre aux Blancs pour les gros sous. Et la recette marche. Elle a marché avec les Temptations, avec Diana Ross et bien d'autres. Elle consiste à ajouter au soul, une certaine brillance de cuivre, des chœurs bien flashy, de filtrer les voix à l'extrême pour donner ce son bien pur, et le tour est joué. Chaque disque qui sort de Motown est ainsi assuré de sa part de succès. Avec raison puisque, comme produit, on peut difficilement trouver mieux sur le marché à l'heure actuelle. Le dernier disque de Wonder n'échappe donc pas à la tradition. Disque magnifiquement réalisé, aussi soigné au niveau des textes que des arrangements, il a de quoi satisfaire n'importe qui. Satisfaire mais pas emballer. Car à part deux ou trois pièces, dont "Too High", l'une des meilleures chansons composées par ce musicien aveugle, le reste est fait de matériel très quelconque, relevé grâce au génie de la production.

Davey Johnstone "Smiling Face" MCA 340

Davey Johnstone appartient au clan Elton John dont il est le guitariste. Bien entouré par les musiciens du clan, par Elton lui-même sur une pièce, par Joan Armatrading sur une autre, ce disque est surprenant par les beaux passages qu'il comporte. Il reste cependant assez faible sur le plan de la composition, et la voix de Johnstone est assez mal assurée.

Allman Brothers Band "Brothers and Sisters"

Les Allman Brothers ont déjà été incontestablement l'un des meilleurs groupes de blues blanc du monde. La disparition tragique de l'un des deux frères, Duane, en octobre 71 a mis brutalement fin à cette expérience musicale et communautaire unique. Resté seul Greg, qui n'a assurément pas le génie de son frère, ni son passé musical (Duane a déjà été recherché par des gens comme Clapton et Mayall), n'a pas su alimenter le groupe qui s'est peu à peu effrité. Ce disque est donc un disque résurrection. Dans tous les sens du terme, car il est fort solide. Un peu moins brillant que lorsque Duane faisait les compositions et la guitare. Mais solide. Grâce surtout à la présence de Richard Bett à la "lead guitar", qui assure les compositions avec Greg Allman.

La disparition du groupe Nécessité ressemble à un cri d'alarme...

Le groupe québécois Nécessité vient de décider d'abandonner la scène et de se dissoudre.

Peut-être que cela ne vous fera pas un pli. Peut-être que vous ne les connaissez même pas. Mais permettez quand même ce petit commentaire de quelqu'un qui se préoccupe fort de l'avenir de la musique québécoise: la disparition de Nécessité a quelque chose de tragique et ressemble à un cri d'alarme. Tragique parce qu'elle dénote le malaise dans lequel patauge la musique rock au Québec, coincée comme elle l'est entre la musique étrangère et la musique populaire.

Mais entendons-nous bien sur le sens du mot rock. D'une certaine façon, les Dubois, Michel, Charlebois font du rock québécois. Mais eux sont des vedettes et issus de la génération de nos chansonniers. Leur situation est relativement stable.

Le rock underground

Parallèlement, il y a ce qu'on pourrait appeler le rock underground, c'est-à-dire cette musique faite en groupe, par des musiciens qui s'unissent, pour mettre au point un produit qu'ils signent collectivement. C'est ce genre de musique qui fleurit actuellement en Angleterre ou aux États-Unis. C'est aussi ce genre de musique qui est absolument incapable de s'organiser au Québec. Pour une raison bien simple: nous n'en avons pas besoin. Entendons par cela que, quand des Québécois veulent ce genre de musique, ils vont directement aux sources et achètent des disques étrangers ou vont écouter ceux qui viennent à Montréal. C'est ainsi que la jeune génération de Québécois est actuellement en train de se tourner vers la musique étrangère.

La disparition de Nécessité n'est qu'un symptôme de ce malaise. Il faudrait faire le tour de tous les groupes québécois qui subsistent malgré tout pour se rendre compte que la situation n'est pas bien rose nulle part. Mais pour Nécessité il y a un petit quelque chose qui s'ajoute.

Des pionniers

Ce groupe pouvait en effet être considéré comme un groupe pionnier. Il est l'un des premiers qui ait osé inventer un rock vraiment québécois, un son bien à nous, sans copier ce qui se faisait ailleurs. Il est l'un des premiers à avoir tenté de faire, dans ce genre, une mu-

sique originale. Malgré cela, malgré surtout l'audience certaine qu'ils s'étaient acquise auprès des connaisseurs en faisant l'an dernier deux soirées à la Comédie-Canadienne, et la première partie d'un spectacle anglais au centre sportif de l'Université de Montréal, malgré aussi

ques, les gens en viennent à penser autrement. À aimer ceux qui jouent aux stars. Ils passent ainsi à côté même du sens du rock. Les gens vont voir un show, une vedette. "Nous on n'est pas intéressé par cela. On est intéressé à faire de la musique."



NECESSITE avait inventé un rock vraiment québécois.

le fait qu'ils aient joué 150 fois par année devant des auditoires en province ou dans des collèges, jamais ils n'ont endisqué, jamais on ne les a vus ou entendus à la télévision.

Ce mur de silence, cette difficulté de concurrencer les groupes étrangers est certes à l'origine de leur rupture, même s'ils ne le disent pas tout haut et parlent de raisons personnelles. "Quand tu veux faire du rock au Québec, disent-ils, les gens te demandent d'être aussi bon que les groupes étrangers qu'ils sont habitués d'entendre. Mais, pour cela, tu n'as ni les moyens ni l'argent. T'es donc presque d'avance condamné à rester de seconde zone. Autrement dit, pour réussir, il faudrait nous aussi se mettre à jouer à la pop star, et se mettre à la solde des money-makers du disque. Là, si tu deviens assez "flashy", t'as une chance de concurrencer les groupes étrangers."

"Parce que, dans ce monde, il n'y a pas seulement une question de qualité musicale. Je suis persuadé qu'il vaut bien mieux pour un Québécois d'entendre une musique composée pour lui, par des gens semblables à lui, que d'entendre une musique chantée dans une langue étrangère, et qui vient d'ailleurs."

Le "star system"

Mais, conditionnés par les compagnies de dis-

"Mais quand tu as vraiment envie de faire de la musique au Québec, il te faut des moyens. Il ne faut rien attendre des compagnies de disques. Elles sont étrangères, exploitent notre marché en vendant des disques étrangers, mais n'investissent absolument rien dans la musique québécoise. C'est plus facile et moins coûteux d'importer des disques. Les recruteurs de ces compagnies sont en fait des vendeurs de disques, pas des gens qui pensent à trouver et investir dans de bons musiciens."

"Sans disques, tu ne passes pas à la radio. Tu ne peux évidemment concurrencer des groupes étrangers, ni réussir à développer pour la peine ta musique. D'autant plus, parce que tu n'es pas très connu, que tu es condamné à faire deux fois par année le tour des écoles et des collèges de la province, à jouer devant des publics jeunes et peu connaisseurs. Quand tu sais que l'essence même du rock est d'utiliser l'énergie du public et de communiquer avec de grandes foules."

"Non, dans ces conditions pas la peine de continuer. Peut-être qu'un jour cela viendra. Actuellement nous n'avons plus l'énergie nécessaire. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de souhaiter bonne chance aux autres..."

A coups d'emprisonnements et d'exécutions

La "NORMALISATION"
se fait au Chili

par Pierre Jean Méhu

La situation au Chili a commencé à se "normaliser". La junte militaire a la situation bien en main et bientôt un vigoureux plan de redressement économique va être mis en oeuvre pour sortir le Chili du "chaos" où l'avait jeté l'Unité populaire de Salvador Allende, écrit le Mercurio.

Normalisation: le mot est lâché et est répercuté par tous les média d'information. Faut-il en conclure que le socialisme est "anormal" et qu'une loi immuable de la nature exige que, dans les sociétés, le pouvoir soit exercé par une petite minorité?

La "normalisation" de la situation au Chili, cela veut dire que toutes les conquêtes de la classe ouvrière et de la paysannerie chilienne depuis 1970 sont menacées. Que des travailleurs et des syndicalistes sont emprisonnés ou fusillés sommairement. Que le grand poète Pablo Neruda, prix Nobel de littérature en 1971, a été peut-être assassiné. Que le capital étranger et ses alliés de l'oligarchie vont connaître à nouveau les beaux jours d'antan.

Une tragédie

Une tragédie, la situation actuelle au Chili? Oui. Personne ne peut dire pour combien de temps les centurions chiliens ont conquis le pouvoir. Qu'on ne se méprenne pas. Les crédits vont être rapidement débloqués, les organismes financiers internationaux vont accorder de très larges facilités de paiement, les capitaux chi-

liens qui avaient pris la route soit de la Suisse, soit du Brésil, seront rapatriés. Le "chaos économique" va prendre fin.

La droite, c'est l'ordre, a-t-on coutume de dire.

L'ordre social avec ses

inégalités et ses injustices, mais aussi le désordre comme on l'a vu pendant ces trois ans de gouvernement d'Unité populaire au Chili.

Le chaos économique a été froidement et méticu-

leusement organisé par l'oligarchie chilienne qui, malgré les promesses de Salvador Allende que l'industrie nationale ne serait pas touchée par les mesures de nationalisation, a préféré transférer ses avoirs à l'étranger et fer-

mer ses usines. Nul ne peut nier que des milliers de tonnes de marchandises ont été stockées afin de développer le marché noir et d'augmenter le coût de la vie.

La guerre économique

On a reproché à Salvador Allende d'avoir créé une inflation galopante en haussant trop rapidement le salaire des ouvriers. Quelle autre alternative restait à l'Unité populaire pour permettre aux ouvriers et paysans de se procurer les biens de première nécessité pour faire face à la guerre économique déclenchée par la droite?

Saisir les biens de la bourgeoisie, imposer un contrôle serré des changes, organiser le rationnement etc... le coup d'Etat militaire serait intervenu un peu plus tôt. Car il est clair que dès le début, la droite chilienne et ses patrons de l'ITT n'avaient pas l'intention de laisser à la gauche gagner le pari de réaliser un changement profond des structures sociales par les moyens du parlementarisme classique.

Le rôle des démo-chiliens

Pour plusieurs chrétiens progressistes, il est tragique que le parti Démocrate-chrétien, qui a représenté tellement d'espoir de renouveau en 1964 avec Eduardo Frei et même en 1970 avec Radomiro Tomic (malgré le fiasco complet du gouvernement de Frei), ait pu apporter son appui à la réaction et être partie prenante dans les sanglants événements de ces derniers jours.

Rien n'est plus normal. Organisation politique des classes moyennes chiliennes, le parti Démocrate-chrétien n'a jamais eu de ligne idéologique stricte. Divisé en une mul-

titude de tendances, ce parti a toujours suivi le sens du vent; qu'il souffle à droite ou à gauche. En 1970, le choix de Radomiro Tomic comme porte-drapeau aux élections présidentielles avait été un choix purement opportuniste. Tomic représentait l'aile gauche modérée de la démocratie chrétienne et le parti avait senti que l'électorat qui avait fait des expériences désastreuses avec la droite et le centre allait voter à gauche.

Une coalition de droite

Même après avoir voté en faveur d'Allende lors du scrutin pour la désignation du chef de l'Etat entre les deux candidats les mieux placés, le parti Démocrate-chrétien n'a pas manifesté l'intention de respecter le nouveau pouvoir. Il a additionné très rapidement ses voix à celles de la droite, dont il ne s'était en réalité jamais détaché, dès que l'Unité populaire eut commencé à mettre en oeuvre ses mesures sociales et que les premières complications internationales eurent surgi.

Il ne faudra donc pas s'étonner de voir, dès que les militaires auront fini de restaurer "l'ordre", le parti Démocrate-chrétien chercher à ramasser la dépouille de l'Unité populaire. Principal artisan de l'assassinat de la démocratie, il s'en fera bientôt l'hypocrite défenseur. La classe ouvrière chilienne, qui n'aura pas manqué de tirer des leçons des derniers événements, saura pour sa part reconnaître ses adversaires. Pour l'heure, son combat, c'est d'empêcher que des dictateurs bornés ne liquident ses conquêtes.



SALVADOR ALLENDE avec son ami Fidel Castro.

RÉSERVEZ MAINTENANT
POUR L'AUTOMNE, NOËL ET L'HIVER

MIAMI BEACH, séjours MIAMI FIESTA!

Départs 20, 21, 22 et 23 décembre

Avion, transferts, accommodation, visites et activités

A partir de \$322⁰⁰

MEXIQUE, BAHAMAS et ANTILLES

Séjour du 22 décembre au 6 janvier

FREEPORT - NASSAU - BARBADE - ANTIGUA - ACAPULCO
PUERTO VALLARTA - JAMAÏQUE - TRINIDAD et HAÏTI

SPLENDEURS de l'ORIENT!

Départ spécial de Noël: 21 décembre 1973, 15 jours à la découverte des mystères de l'Orient, Japon et Hong Kong. Accompagné de Montréal

\$1,495,00

TRAVELAIDE-CENTRE-VILLE

1010 ouest, Ste-Catherine
MÉTRO PEEL

861-7272

TRAVELAIDE-CENTRE-LAVAL

Sortie 6E autoroute

688-5310

TRAVELAIDE-ÂGE D'OR

911 est, rue Beaubien
MÉTRO BEAUBIEN

273-7755

TOUS NOS BUREAUX OUVERT LE SOIR JUSQU'À 9 h p.m. — SAMEDI 5 h P.M. STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE DE NOS BUREAUX, À LAVAL ET LONGUEUIL: GRATUIT ET ILLIMITÉ.

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS

TRAVELAIDE LTÉE
SIÈGE SOCIAL, ÉDIFICE DOMINION SQUARE, MONTRÉAL 110

VOYAGES POPULAIRES

4454 ST-DENIS — 845-8225

CROISIÈRES et COSTA DEL SOL

CROISIÈRE DE NOËL — TSS QUEEN ANNA MARIA — GREEK LINE

12 jours, accompagnée par M. Charles E. Pelletier. Départ vendredi 21 décembre, aux Antilles. 5 escales: San Juan, St-Thomas, Trinidad, Barbade, Martinique.

à partir de \$555.

CROISIÈRE DE NOËL — SS RAFFAELLO — ITALIAN LINE

14 jours, accompagnée par M. et Mme Lucien O. Bélair. Départ dimanche 24 décembre, aux Antilles, 6 escales: Port Everglades, San Juan, St-Thomas, Antigua, Grenade, Curaçao.

à partir de \$677.

SPÉCIAL DE NOËL — COSTA DEL SOL, ESPAGNE

Logement aux hôtels-appartements Fuentes et Las Palmeras à Marbella.

Départs: 18 décembre, 21 jours, à partir de \$358. 22 décembre, 16 jours, à partir de \$368.

TRAVELAIDE-Carrefour Mt-Royal

4454 St-Denis angle Mt-Royal
MÉTRO MT-ROYAL

845-8225

TRAVELAIDE-PLAZA-ST-HUBERT

911 est rue Beaubien
MÉTRO BEAUBIEN

273-7755

TRAVELAIDE-LONGUEUIL

1, place LONGUEUIL

679-3777

Un nouveau Djakarta?

Déjà: de 8,000 à 9,000 morts

par Louis Fournier

"Il s'agit de sauver des vies humaines, de sauver le mouvement ouvrier au Chili, d'aider la résistance et la révolution..."

Jean Ménard a vécu plus de 10 ans au Chili, jusqu'à tout récemment. Il y compte beaucoup de camarades mais préfère ne pas penser à ce qui a pu leur arriver: "J'en deviendrais fou", avoue-t-il. Il est coordonnateur du Secrétariat Québec-Amérique latine à Montréal et c'est l'un des leaders du Comité de solidarité Québec-Chili, créé le 19 septembre.

"Il s'agit de sauver des vies humaines", ré- pète ardemment Jean Ménard. Dans l'immédiat, c'est bien ce qui compte en effet.

9,000 morts?

"D'après les contacts que nous avons là-bas, on peut dénombrer assez sûrement de 8,000 à 9,000 morts déjà. Des dizaines d'ouvriers qui sont tombés dans leurs usines encerclées et bombardées par l'armée. Des étudiants, des professeurs tués à l'Université. Des militants arrêtés, torturés, exécutés sommairement et enterrés aussi vite. Un grand nombre de militants n'ont pas eu le

temps de gagner la clandestinité".

Pour Jean Ménard, si la droite veut gouverner le Chili, elle devra "assassiner des milliers de personnes", elle devra "décapiter" tout le mouvement ouvrier et toutes les forces politiques de la gauche.

La gauche

"Le Chili compte environ 1.5 millions de syndiqués membres de la Centrale unique des travailleurs (CUT). Il y a aussi 200,000 militants disciplinés du parti communiste, des ouvriers de la base. C'est le parti communiste le plus puissant après celui de l'Italie, en Occident, avec 50 ans de travail politique patient. Il y a aussi 100,000 militants du parti socialiste, 20,000 du MAPU (un petit parti de gauche d'inspiration chrétienne), des militants de la gauche chrétienne. Il ne faut pas oublier non plus les gens du MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire, avec ses quatre "fronts" dans les usines, les campagnes, les quartiers et l'Université. Il y a enfin la base ouvrière du parti démocrate-chrétien, une base qui n'acceptera jamais la junte militaire et la trahison de ses leaders, qui se laissera guider par son instinct de classe. Le 4 septem-

bre, un million de travailleurs sont descendus dans la rue, à Santiago, pour appuyer Allende.

Djakarta?

"Tout cela fait beaucoup de monde et la droite ne pourra pas gouverner longtemps contre eux... à moins d'exterminer tous les leaders. Et rien ne dit qu'on n'essaie pas de le faire, systématiquement. Quand on parle d'un Djakarta à Santiago, c'est pas de l'imagination! (Djakarta rappelle la terreur qui a suivi le renversement de Soukharno en Indonésie et le massacre des communistes et des forces de gauche). Quelques jours avant le coup d'Etat du 11 septembre, on m'a confirmé que les murs des quartiers bourgeois étaient couverts de ce mot: "Djakarta" - alors que dans les quartiers ouvriers, le slogan peint partout était "pouvoir populaire".

"Si nos camarades chiliens échappent à ce massacre, alors ce sera la résistance, une résistance farouche et efficace, que ce soit une guerre révolutionnaire "frente-frente" ou clandestine. De toute façon, il n'y a plus de choix. C'est la dernière étape du processus, la manifestation armée de la lutte des classes. A ceux qui ne l'acceptent

pas encore, il faut dire que la violence, que l'agression au Chili est venue de la droite. C'est de la légitime défense.

"Il faut savoir aussi que cette droite à l'appui massif des Etats-Unis. Les USA ont été présents dans tous les coups d'Etat ratés au Chili. Pourquoi ne le seraient-ils pas dans un coup d'Etat enfin réussi?"

"La sale main des Américains, partout, c'est une leçon pour le Québec. Il faut aider la résistance au Chili car il n'y aura pas d'indépendance nationale au Québec sans solidarité internationale de la classe ouvrière".



PLUS DE 500 PERSONNES ont participé à l'assemblée de solidarité Québec-Chili, à Montréal. (Photos Michel Elliott)

Le comité de solidarité Québec-Chili Soutenir la résistance

Il ne faut pas que le gouvernement du Canada reconnaisse la junte militaire issue du coup d'Etat du 11 septembre au Chili.

C'est là une des "priorités" du nouveau comité de solidarité Québec-Chili lancé le 19 septembre, à Montréal, après la tenue d'une assemblée qui a réuni plus de 500 personnes.

Ce comité, formé des trois grandes centrales syndicales (CSN, FTQ, CEQ), de groupes populaires et du Secrétariat Qué-

bec-Amérique latine, s'est fixé les tâches suivantes pour les prochains mois:

- o Mobiliser l'opinion publique pour faire pression sur le gouvernement d'Ottawa afin qu'il ne reconnaisse pas la junte militaire chilienne, qu'il protège les Québécois et les Canadiens au Chili, qu'il défende les droits fondamentaux des exilés politiques qui sont au Chili et qu'il fasse pression pour la libération des prisonniers politiques;
- o Organiser le soutien actif à la lutte de résistance des forces populaires chiliennes en lui donnant l'appui technique et financier nécessaire (envoi de nourriture, de médicaments, aide aux exilés, etc.);
- o Susciter l'organisation de comités de solidarité régionaux et les coordonner;
- o Organiser l'accueil des Québécois qui pourraient revenir du Chili.

De partout...

D'ores et déjà, un tas d'organisations politiques, syndicales et populaires ont adhéré au Comité de solidarité. Dans les régions, des groupes de soutien commencent à se former: de Saint-Hyacinthe, QUEBEC-PRESSE a reçu un long message signé par une quinzaine de groupes allant du Conseil de développement Richelieu-Yamaska jusqu'au syndicat des fonctionnaires provinciaux en passant pour la JOC, l'ACEF, la CSN, etc.

Le groupe de coordination du comité de solidarité Québec-Chili est composé de cinq personnes: Fernand Daoust (FTQ), Norbert Rodrigue (CSN), Gaston Sanchez (CEQ), Nicole Perrault (groupes populaires) et Jean Ménard.

On rejoint le Comité au 1750 rue Saint-Denis, suite 200, Montréal. Téléphone: (514) 842-7370.

Informez d'abord

Pour mener à bien ces tâches, explique Jean Ménard, il faut d'abord et avant tout informer en détail les Québécois sur la situation du mouvement ouvrier et des forces populaires au Chili et, désormais, sur la lutte de résistance qui va commencer. "Nous voulons faire un véritable blitz dans la province pour expliquer aux Québécois ce qu'est

la révolution chilienne et ce qu'ils peuvent faire pour l'aider."

Le comité planifie de nombreuses actions comme, par exemple, une diffusion massive de tracts de porte en porte et aux bouches du métro. On étudie la possibilité d'une manifestation de masse en octobre. On constitue un "pool" de documentation écrite et audiovisuelle ainsi que de personnes ressources (Québécois ayant déjà séjourné au Chili).

Au moins 3 Québécois arrêtés

Qu'arrive-t-il des quelque 250 à 300 Québécois et Canadiens qui se trouvaient au Chili au moment du coup d'Etat militaire?

Selon les renseignements communiqués à QUEBEC-PRESSE par Jean Ménard, au moins trois Québécois avaient été arrêtés. Michel Beaubien, un travailleur en éducation populaire, est détenu avec des milliers d'autres prisonniers politiques au stade Nacional de Santiago, dans des conditions terribles. Deux prêtres et professeurs, Maurice Hébert et Pat Donovan, ont eux aussi

été arrêtés, dans le Sud du Chili, et ils étaient sous le coup d'un ordre d'expulsion. Théoriquement, ils doivent avoir la protection officielle de l'ambassade du Canada à Santiago.

Laneville

D'autres Québécois que nos lecteurs connaissent bien sont en sécurité, aux dernières nouvelles. Yves Laneville et sa femme Jeannette Pomerleau (lui ouvrier d'usine et elle, employée dans une clinique médicale populaire) sont "en lieu sûr quelque part". Pour ces deux Québécois devenus Chiliens, il n'y a plus

d'autre choix que la résistance. Quant au Dr Serge Mongeau, toujours collaborateur

de QUEBEC-PRESSE même de Santiago, il n'y a pas à s'inquiéter pour le moment.



YVES LANEVILLE et sa femme Jeannette Pomerleau, deux Québécois devenus Chiliens: en sécurité quelque part...

DOCUMENT

Une Chilienne décrit les événements dramatiques qui ont suivi le putsch

QUEBEC-PRESSE a obtenu, par l'entremise de l'agence de presse cubaine **Prensa Latina**, la transcription d'une conversation téléphonique d'environ 10 minutes avec une sympathisante de l'Unité populaire, à Santiago du Chili. Ce témoignage de première main a été recueilli au Canada, le 15 septembre, quatre jours après le coup d'Etat.

Des armes...

Que dit ce coup de téléphone fiévreux?

D'abord que les victimes sont très nombreuses, tant chez la résistance que chez les militaires, et que l'évacuation des victimes est intense dans les quartiers où se trouvent les usines, les "cordons industriels", en banlieue de Santiago. On signale de nombreux foyers de résistance chez les travailleurs et dans les milieux de gauche en général, qui tiennent encore certaines positions. Plusieurs militants tentent de se procurer des armes, en donnant même l'assaut à des postes de police. Dans les milieux de l'Unité populaire, on attend des mots d'ordre. Les deux stades de Santiago servent de prisons temporaires pour des centaines de détenus. La population cherche par tous les moyens à trouver de la nourriture, surtout du pain, alors que les magasins sont encore fermés. Les médias d'information, contrôlés par la junte, donnent très peu de nouvelles et les gens cherchent à savoir ce qui arrive...

À l'Université

Voici des extraits du témoignage de la militante chilienne:

"Le jour du putsch, mon mari et moi étions à l'université du Chili où nous travaillons tous les deux. Les soldats sont arrivés assez tôt, vers 11 heures du matin. Ils ont fait évacuer les lieux et le campus a été fermé. Personne n'en est sorti ou n'y est entré depuis. C'est un campus où il y avait un fort noyau de militants de la gauche et je ne crois pas qu'il soit rouvert avant un bon tout de temps. Alors tout le monde s'est dépêché de rentrer chez soi ou de se rendre là où il y avait des attroupements, dans les usines ou ailleurs.

Ensuite, tous les pos-

tes de radio ont cessé de diffuser. Seul le réseau national des forces armées a continué à émettre. Les gens attendaient les nouvelles, mais elles ne venaient pas. Pas de mots d'ordre non plus. C'était mardi. Dans la nuit, l'université Technique a été bombardée et encerclée par les troupes. 600 étudiants se trouvaient à l'intérieur. Personne ne sait ce qui est advenu d'eux.

Le général Prats

"Toutes sortes de rumeurs circulent. Certaines disent que le général Prats (l'ancien chef des forces armées, forcé de démissionner quelque temps avant le coup d'Etat) se dirige avec des troupes sur Santiago. D'autres prétendent que l'eau potable va être empoisonnée. Les gens ne savent plus qui et que croire. Le général Prats a démenti la première rumeur au cours d'un message télévisé très bref, hier. Je suis convaincue qu'il y était forcé. Il paraissait très nerveux.

Fusillade

"Juste ici, nous habitons dans la zone industrielle de la ville et il y a beaucoup d'usines. Il y en a une juste derrière, presque au bout de notre patio. Les travailleurs y sont demeurés. Mercredi après-midi, l'armée de l'air est arrivée et a encerclé l'usine. Puis il y eut une fusillade de deux heures. Les militaires sont entrés à l'intérieur et plusieurs ouvriers ont été tués. D'autres ont été arrêtés. On ignore combien. C'était terrible. J'ai tout enregistré.

"Nous savons qu'il y a eu un massacre. Il y avait des soldats sur le toit de l'édifice que nous habitons. C'était terrible. Les coups de feu fusaient de toutes parts.

Les Poblaciones

"Il y a des gens qui ont attaqué des postes de police durant la nuit. On ne sait avec quel succès. Les gens cherchent désespérément des armes. Les travailleurs sont désespérés parce qu'ils ne sont pas armés, pour la plupart.

"Le gros complexe industriel de Yarur a été détruit. Il a été bombardé par l'aviation et par

des chars d'assaut. Un autobus qui appartient à la police est renversé dans la rue. Il a été brûlé par les gens au cours de la bataille.

"En haut de la ville, dans un des poblaciones (logements ouvriers), il y a huit chars d'assaut qui ont encerclé les campements, hier. Les résidents ne pouvaient ni entrer ni sortir. Cela se produit ailleurs de la même façon. Les vivres sont presque épuisés dans ces

quartiers ouvriers et pauvres. Ils n'ont pas de réfrigérateurs comme dans les quartiers bourgeois. C'est possible que la junte tente d'affamer la population. Aujourd'hui, les magasins ont ouvert leurs portes en plusieurs endroits. Il y a des queues sur quatre ou cinq blocs, qui attendent pour avoir du pain. Mais il y en a très peu. Juste le pain qui était entreposé. Deux supermarchés ont été pillés.

Dans les quartiers bourgeois, c'est différent. Les gens avaient fait leurs provisions et ils sont mieux équipés pour conserver la nourriture. "Continuez"...

"Il y a encore de la résistance. Certains résistent ouvertement. D'autres ont gagné la clandestinité. Tout le monde attend des mots d'ordre. Il n'y en a pas. C'est très frustrant de vivre dans des conditions semblables.

"Les deux stades, le stade national et celui du Chili, ont été convertis en camps de concentration pour recevoir les prisonniers. Ce sont des membres ou des sympathisants de l'Unité populaire et des étrangers, surtout des Uruguayens et des Brésiliens.

"Continuez à insister pour que le gouvernement canadien ne reconnaisse pas la junte militaire. Continuez à travailler pour nous."

QUÉBEC-PRESSE

CHAUD 2

QUÉBEC-PRESSE

QUÉBEC-PRESSE

CHAUD 2

QUÉBEC-PRESSE



Raymond LEVESQUE



Pauline JULIEN



Claude DUBOIS



Richard et Marie



Claire



Claude GAUTHIER

Alain STIVELL et bien d'autres

-Le spectacle de l'année

-Samedi soir le 6 octobre au Centre Paul-Sauvé, à 8h.30

-Un seul prix: \$3.

-Billets en vente dès maintenant:

Centre Paul-Sauvé
et à Québec-Presse

Sauvé Frères
6554 rue Saint-Hubert
Les Galeries d'Anjou
Le Centre d'achat Laval

International Music Store
1334, ouest Sainte-Catherine

Ed. Archambault Inc.
500, Est Sainte-Catherine

QUÉBEC-PRESSE

CHAUD 2

QUÉBEC-PRESSE

QUÉBEC-PRESSE

CHAUD 2

QUÉBEC-PRESSE



CUEILLIR LES pommes au faite d'un arbre n'est pas une sinécure. C'est trois par trois qu'il faut enlever les pommes, si on veut être efficace.
(Photos Michel Elliott)

La cueillette des pommes

En acceptant une job temporaire, le chômeur québécois s'appauvrit

par Virginie Boulanger
"C'est dommage de devoir faire appel à des gens des Antilles pour venir ramasser les pommes du Québec quand il y a tant de chômeurs chez nous."

"Pour plusieurs ouvriers en chômage, il y a une bonne part de paresse coupable dans une situation comme celle-ci. Leur fainéantise leur fait préférer une allocation gouvernementale au salaire qu'ils pourraient retirer. Une telle chose

est extrêmement choquante pour l'ouvrier qui s'impose d'être fidèle au travail et qui doit payer des taxes pour soutenir ceux qui profitent de lui."

7 jours par semaine

La première citation est du président de l'Association des pomiculteurs du Québec, M. Gilles Tessier, l'homme, précisément, qui a eu l'idée de faire venir des travailleurs étrangers pour aider à la cueillette des pommes dans la région de Freliksburg. Dans une entrevue qu'il accordait aux journalistes de la presse télévisée, parlée et écrite au moment de l'arrivée du premier groupe d'Antillais, M. Tessier affirmait qu'un bon cueilleur de pommes peut gagner jusqu'à \$40 par jour et ramasser ainsi \$280 par semaine... en travaillant 7 jours. Aux Antillais, on accorde \$1.80 l'heure, c'est-à-dire \$72 par semaine, desquels on déduit un montant indéterminé pour leur pension. Leurs déplacements sont toutefois aux frais des pomiculteurs qui les emploient.

La deuxième citation est de l'éditorialiste Jean-Guy Dubuc de la Presse, qui s'appuie sur les déclarations de M. Tessier pour abattre un cible vulnérable et briser cette partie de la population "qui n'a pas le cœur de se prendre en charge".

Il s'agit dans un cas comme dans l'autre de déclarations gratuites qui ne tiennent pas compte des lois en vigueur ici, ces lois qui ne permettent pas, en pratique, à un chômeur ou à un assisté

social de bonne volonté d'accepter un travail temporaire sans être pénalisé.

A la commission de

totalité de ses allocations les mois suivants si son revenu dépasse les \$250.

- Ca revient à dire que



CE JOUR-LA, il y avait relâche. Les cueilleurs antillais en ont profité pour faire un tour au village...

l'Assurance-chômage comme au Bien-Etre social, on reconnaît que les lois ne sont pas adéquates et ne sont pas faites pour favoriser les emplois temporaires. Au Bien-Etre social, il y a bien eu une tentative en mai dernier quand le ministre des Affaires sociales, Claude Castongay, a fait des modifications au règlement d'aide aux assistés sociaux afin d'inciter les bénéficiaires à retourner au travail. Mais l'adoucissement de la loi a été fait en prévision d'emplois permanents. Un assisté père de 2 enfants qui irait "faire fortune" aux pommes pendant le mois d'octobre, risquerait de perdre une partie ou la

le travail temporaire n'est pas payant pour un assisté social. Pourquoi aller se crever pendant un mois et deux semaines dans les pommes - ce travail est reconnu comme exténuant - s'il se retrouve aussi démunis dans les semaines qui suivent?

- Il aura au mois la satisfaction d'avoir gagné son pain, répond laconiquement le fonctionnaire du Bien-Etre.

- Pourquoi ne lui laisserait-on pas en surplus, pour lui permettre de se rattraper, ce qu'il peut aller chercher pendant un mois ou deux. C'est quand même pas avec les \$200 du Bien-Etre social qu'une famille de 4 personnes peut arriver? Alors ça l'avance à quoi de prendre tout ce qui passe si on le lui enlève? Ne pourrait-on pas, pour permettre à quelqu'un de prendre le dessus et lui redonner le goût du travail, lui laisser en surplus les revenus d'un travail temporaire?

- C'est normal de réduire ou d'annuler les allocations quand l'assisté gagne quelque chose. Remarquez qu'avec les modifications du 1er mai, l'aide sociale est plus généreuse afin d'inciter les bénéficiaires à retourner définitivement sur le marché du travail. Les allocations du Bien-Etre ne sont après tout rien d'autre que des allocations de dépannage.



C'EST DANS CES DORTOIRS que dorment les cueilleurs de pommes. Le prix de la pension: \$25 par semaine.

Les pomiculteurs sont dans les patates Un bon travailleur se fait tout au plus \$25 par jour

"M. Tessier est dans les patates quand il dit qu'un bon homme peut faire jusqu'à \$40 par jour à travailler dans les vergers."

Un étudiant qui a été échauffé l'an dernier et qui souhaite garder l'anonymat parce qu'il retourne aux pommes cette année nous affirme qu'il est quasi impossible de faire des journées de \$40 en ramassant des pommes. "Je n'ai vu personne faire autant d'argent, au cours de la saison dernière. Personnellement, j'ai été déçu de mes revenus de l'an dernier. Quand les pomiculteurs donnent des statistiques, ils parlent pour des surhommes. Les plus habiles de notre groupe l'an dernier étaient heureux quand ils faisaient \$20 par jour. Personnellement, je n'y suis jamais arrivé. Mes bonnes journées étaient plutôt de \$15."

Plusieurs lettres reçues l'automne dernier de cueilleurs insatisfaits, dont quelques-unes faisaient état de manigances douteuses de certains pomiculteurs pour réduire le salaire des travailleurs, nous ont incités à aller voir de plus près comment les choses se passent dans les vergers. Notre expédition ne fut pas aussi fructueuse que nous l'aurions souhaité, pomiculteurs et cueilleurs faisant relâche pour quelques jours, la cueillette des pommes d'été (Lobo) étant tout juste terminée et les McIntosh, Cotland, Délicieuses et Melba n'étant pas encore tout à fait mûres pour le panier. Nous avons vu très peu de travailleurs à l'œuvre. Par ailleurs, nous avons pu causer d'autant plus à l'aise avec ceux qui flânaient dans la nature.

Quelques pomiculteurs ont démenti sans le savoir les statistiques de M. Tes-

sier en disant que les recettes d'un bon cueilleur se plafonnent à \$30 par jour. Les cueilleurs, pour leur part, avouent des gains beaucoup plus modestes. Quelques-uns ont confirmé que des pomiculteurs astucieux s'arrangeaient pour diminuer à \$14 une journée de \$18. Ce sont toutefois les nouveaux venus, les cueilleurs inexpérimentés qui sont soumis aux procédés pas toujours catholiques de certains employeurs.

Pour en avoir le cœur net, nous avons consulté un expert en la matière, M. Brunel du Centre de la main-d'œuvre de Rougemont.

"Si le gars se grouille et s'il a la main - c'est-à-dire de l'expérience - il peut se faire de \$18 à \$20 par jour et parfois jusqu'à \$25."

On est loin des \$40 de M. Tessier et même des \$30 que certains pomiculteurs disent donner à leurs "cueilleurs expérimentés, habiles et vaillants."

Pour ce qui est des difficultés qu'auraient eues certains cueilleurs, M. Brunel souligne que le pomiculteur a rarement de problème avec la main-d'œuvre stable qui restera tout le temps de la récolte, c'est-à-dire de 4 à 6 semaines. Celle-là revient d'ailleurs d'année en année.

Au nombre de plaintes qui commencent déjà à affluer au moment où la cueillette commence à peine, il est évident qu'il y a malaise. Les pomiculteurs se croient tout permis et se rabattent sur la "paresse" des chômeurs quand leurs travailleurs écoeürés les quittent.

- À CEUX QUI DÉSIRENT S'ABONNER

Vous abonner à Québec-Pressé!
C'est encore la meilleure chose que vous avez à faire... Sinon la seule, si vous êtes assoiffés de vérité!

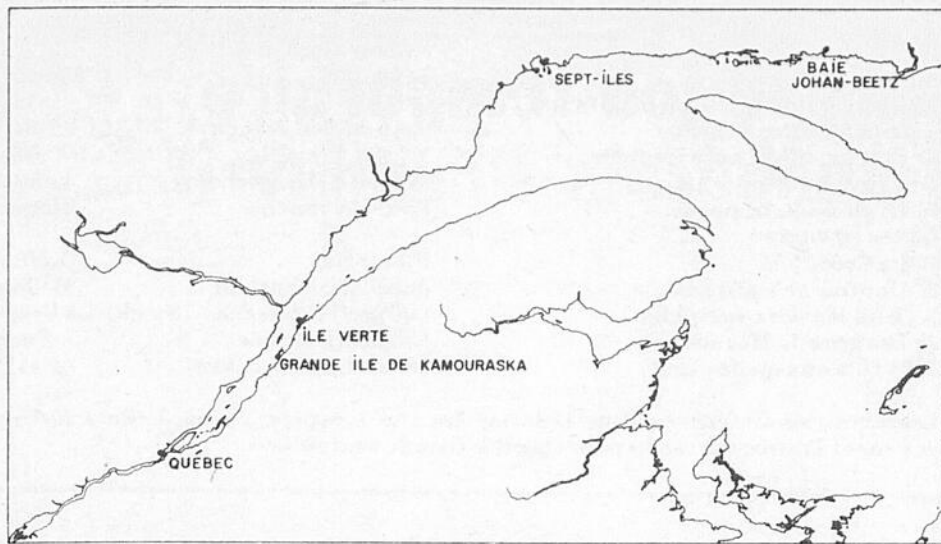
TARIFS

1 an:	\$15.00
6 mois:	7.50
4 mois:	5.00

(ceci vaut et pour la livraison postale et pour la livraison à votre domicile de QUÉBEC-PRESSE)

Vous nous faites parvenir un chèque ou mandat de poste au montant requis, avec votre nom, adresse et numéro de téléphone au:

SERVICE DU TIRAGE
9670 rue Pélouquin
MONTRÉAL 358, QUE.



OU SERA LE PORT pétrolier? On parlait de trois sites possibles. Maintenant, il y en a cinq: la baie Johan-Beetz, Sept-Îles, l'île Verte, la grande île de Kamouraska et Québec.

Le maire de Sillery, la Westmount de la capitale, poursuivi pour "menaces"

Québec — (par Y.S.) — C'est pour s'être livré à un véritable chantage assorti de menaces que le maire de Sillery, M. Jules Beaulieu, également président de la firme Flamidor Corporation, se voit intenter des poursuites au montant de \$30,000 par l'entreprise Réal Moore Construction, de Québec.

Cette histoire remonte à l'été de 1972. La compagnie Réal Moore Construction devait la somme de \$6,000 à M. Beaulieu par le biais de Flamidor, firme spécialisée dans les installations de systèmes de chauffage. A la suite d'un ralentissement dans l'industrie de la construction, Réal Moore n'a pu faire face à ses obligations et s'est rendu rencontrer Jules Beaulieu pour en arriver à un arrangement.

Mais M. Beaulieu, plutôt que d'intenter un recours en justice contre M. Moore, l'aurait menacé de procédures de faillite, ajoutant "qu'il serait réduit à la mendicité".

M. Moore, qui est propriétaire de deux immeubles à Loretteville, aurait déclaré à M. Beaulieu, en décembre de l'an dernier, qu'il s'attendait à vendre sous peu ses propriétés et qu'il le paierait par la suite. D'ailleurs, tous deux se seraient rendus visiter ces propriétés et par la suite, M. Beaulieu se serait dit prêt à se porter lui-même acquéreur des propriétés de M. Moore à Loretteville, mais pour une somme de \$140,000.

Offre ridicule

M. Moore aurait quali-

fié cette offre d'inacceptable et de ridicule. Mais M. Beaulieu, par l'entremise de son fils, serait revenu à la charge en refaisant cette même offre et en ajoutant que le tout réglerait par la même occasion la somme dont lui était redevable M. Moore. Toutefois, ce dernier aurait toujours refusé de céder et, pour sa part, Jules Beaulieu aurait continué d'utiliser la menace d'une pétition de faillite comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de M. Moore.

Enfin, cédant aux pressions exercées contre lui, M. Moore accepta, le 26 décembre 1972, de céder ses propriétés de Loretteville au maire de Sillery, au prix que ce dernier lui avait précédemment offert.

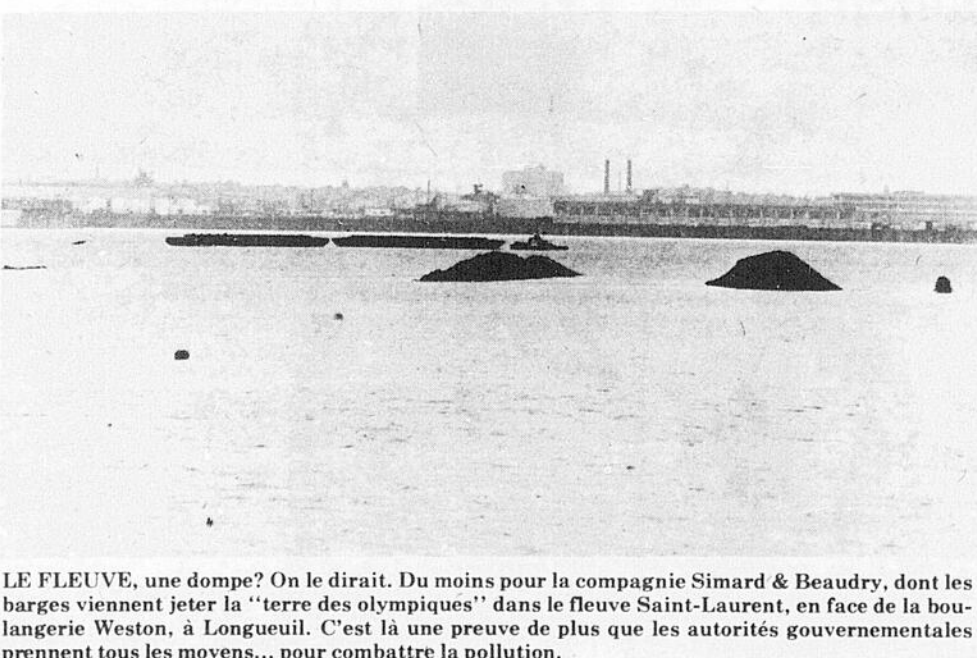
En bas du prix coûtant

Or, il appert que le

montant de \$140,000 offert par M. Beaulieu était plus bas que le prix coûtant des propriétés et même en bas du montant d'évaluation foncière.

M. Moore allègue donc dans son action inscrite en cour supérieure de Québec, récemment, que cette vente est nulle, vu qu'il a signé le contrat à la suite de menaces.

M. Beaulieu a la réputation d'être l'un des plus féroces défenseurs de l'intégrité des municipalités. Il refuse toute fusion avec Sainte-Foy ou Québec, pour éviter aux gens huppés de Sillery d'avoir à payer la note pour les citoyens des quartiers Saint-Roch ou Saint-Sauveur. Les hommes publics comme Jules Beaulieu prennent toujours à cœur les intérêts de leurs concitoyens, pourvu qu'ils n'entrent pas en conflit avec les leurs...



LE FLEUVE, une dompe? On le dirait. Du moins pour la compagnie Simard & Beaudry, dont les barges viennent jeter la "terre des olympiques" dans le fleuve Saint-Laurent, en face de la boulangerie Weston, à Longueuil. C'est là une preuve de plus que les autorités gouvernementales prennent tous les moyens... pour combattre la pollution.

(Photo Michel Elliott)

Le port pour superpétroliers Bourassa a mis la charrue devant les boeufs

par Yvan Sinotte

Québec — Selon son habitude, le gouvernement Bourassa a procédé de façon contraire à la logique lorsqu'il a annoncé l'implantation d'un port pour superpétroliers à la hauteur de l'île Verte, dans l'estuaire du Saint-Laurent. C'est du moins ce que tend à démontrer un document préparé par un groupe de chercheurs de trois universités québécoises (Laval, Montréal, McGill).

Selon M. Louis Legendre, professeur en océanographie biologique à l'université Laval et porte-parole du groupe, le ministère des Richesses naturelles aurait dû commencer par faire effectuer des études, ensuite désigner l'emplacement de ce port et enfin attendre les réactions de la population. "Mais, a souligné M. Legendre, c'est exactement le contraire qui se produit: on a d'abord annoncé l'érection prochaine de ce port, à l'île Verte. Les critiques se sont mises à pleuvoir, et maintenant le gouvernement fait entreprendre des études."

Des études tardives et sommaires

C'est par la voie d'un fonctionnaire du ministère des Richesses naturelles que les membres de la presse ont pu apprendre, la semaine dernière, que des études étaient déjà en marche depuis quelques mois au niveau du ministère et que d'autres emplacements étaient même envisagés, en plus de ceux

dont il avait déjà été question auparavant.

Un porte-parole du ministère des Richesses naturelles nous a confirmé que des études étaient en cours depuis quelque temps et que les conclusions en seraient connues

chant même pas où pourra s'établir exactement un tel port, minimisant au possible les dangers écologiques, le gouvernement verra la possibilité de l'offrir à toute les municipalités établies sur les côtes de l'estuaire du Saint-Laurent.



LOUIS LEGENDRE: une catastrophe majeure.

avant le printemps. Mais il s'agit d'études menées exclusivement par des fonctionnaires de ce ministère. Il semble que le manque de fonds soit la raison pour laquelle le ministère n'a pu avoir recours à des groupes inter-universitaires pour effectuer des recherches. Par ailleurs, la firme Ashland, intéressée par le projet, a demandé une étude de l'Institut national de la recherche scientifique.

Un ballon électoral

Ainsi, sans argent pour entreprendre des études sérieuses sur un projet impliquant l'avenir de toute une partie du Québec, le gouvernement, lance ainsi des ballons, sans aucun doute électoraux.

De cette façon, ne sa-

Catastrophe majeure

Les auteurs du rapport notent qu'ils ne sont pas contre l'implantation d'un port pour superpétroliers au Québec, mais qu'avant que celui-ci ne devienne réalité il faudrait que le gouvernement agisse avec circonspection pour ne pas sacrifier toute la vie d'un milieu donné à une rentabilité économique rapide.

Les rédacteurs notent que l'on ne peut rejeter du revers de la main les dangers d'une catastrophe majeure qui pourrait se produire dans l'estuaire du Saint-Laurent, par suite des conditions difficiles de navigation. "Les techniques les plus extraordinaires ne peuvent prévenir de façon absolue les catastrophes aériennes; pourra-t-on faire mieux pour les navires?"

Le rapport du Giroq mentionne également qu'advenant une telle catastrophe, le pétrole répandu serait bloqué dans tout l'estuaire moyen, pouvant même remonter plus haut que la région du désastre. Le pétrole aurait donc tout le temps, marée après marée, de se répandre le long des côtes et des nombreuses îles et de recouvrir les grèves.

POUR MONTRÉAL DEVENEZ CRIEUR

pour
QUÉBEC-PRESSE

En 2 ou 3 heures un gars
débrouillard se fait une
commission substantielle.
**ET POURQUOI PAS
UNE FILLE?**

Crieurs aussi demandés tôt le dimanche pour les coins de rue achalandés ou aux portes des églises partout à Montréal.

Tél.: Micheline Venne, 381-9936

QUÉBEC-PRESSE

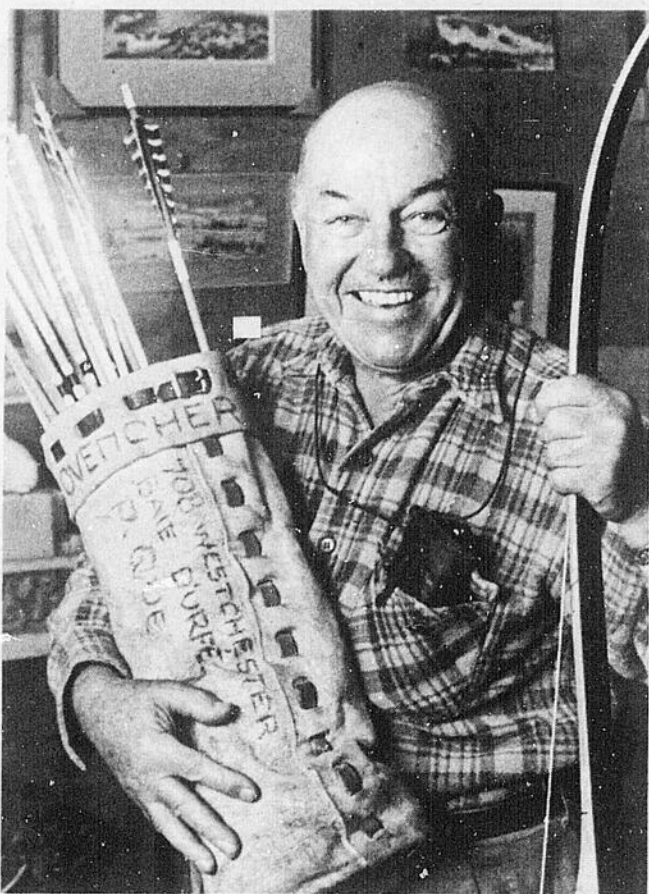
vient de paraître

"Le Québec en mutation", par Guy Rocher, Hurtubise/HMH

S'il est question des changements survenus au Québec au cours des dix dernières années dans "Le Québec en mutation", on parle aussi d'opposition au changement: "Les bouleversements de la société québécoise et les sentiments ambivalents et confus qu'ils ont provoqués." Voilà l'objet de la réflexion qu'a poursuivie Guy Rocher. Il a réuni des textes écrits dans des circonstances différentes et pour des publics variés. Trois thèmes se dégagent: La destinée de la francophonie québécoise et canadienne, la remise en question de l'enseignement et des systèmes scolaires traditionnels et la crise de la foi religieuse dans la seconde moitié du 20^e siècle. "L'ancienne société traditionnelle, cléricale, repliée sur elle-même, cède le pas à une société post-industrielle, laïque, appartenant de plus en plus à la civilisation nord-américaine. C'est ce qui permet de dire que le Québec traverse à proprement parler une mutation d'espèce. Ces

changements sont plus frappants encore du fait qu'ils s'accompagnent d'une crise d'identité. Le Québec s'interroge sur sa personnalité collective."

Suzanne Rocher raconte "L'allégorie en laine du pays" en seconde partie. Cette fable dit, dans un langage symbolique, les mêmes réalités histori-



Les livres de la semaine

Livres québécois

1. Dr Béthune
2. Chère Touffe, c'est plein de fautes dans ta lettre d'amour
3. C'ta ton tour Laura Cadieux
4. La grosse tête
5. Le guide du trappeur

Livres étrangers

1. Le Grec
2. Une fois ne suffit pas
3. Tous les soirs Joséphine
4. Les gens de Mogador
5. Noël aux quatre vents

Sydney Gordon & Tel Allan

L'Étincelle

Jean-Marie Poupard
Michel Tremblay
Clémence Desrochers
Paul Provencher

Jour
Jour
Leméac
Homme

Pierre Ray
Jacqueline Susann
Jacqueline Susann
Elisabeth Barbier
Dominique St-Alban

Laffont
Belfond
Stock - La Presse
Poche
J'ai Lu

Les librairies Gutenberg, Guy Delorme Inc., le Scorpion, Ménard, Renaud-Bray et Sons et Lettres ont rendu possible cette liste de best-sellers.

ques et contemporaines.

"Louis Riel, le patriote rebelle", par Hartwell Bowsfield, traduit par Pierre-Louis Gélinas, les éditions du Jour.

Ce sont surtout les historiens canadiens de langue anglaise qui se sont intéressés à Louis Riel. Les meilleurs livres, celui d'Alexander Begg et celui de G.F.G. Stanley, n'ont pas encore été traduits en français. Le présent ouvrage est la biographie de Riel qui, même si sa vie publique n'a duré qu'une quinzaine d'années, continue de soulever aujourd'hui autant d'intérêt qu'à son époque. Dans sa préface, l'auteur de "Louis Riel, le patriote rebelle"

souhaite qu'on juge Louis Riel avec plus de justice après avoir examiné sa vie: "On peut étudier ces événements sous l'angle d'un conflit religieux et racial entre le Québec et l'Ontario: ou encore comme la manifestation d'une opposition entre une société avancée et une société primitive; on peut aussi faire le rapprochement entre ces événements et les tensions qui existent encore aujourd'hui entre les deux principaux groupes ethniques du pays. Mais, sous quelque angle qu'on observe ces événements, on trouvera toujours au centre la présence puissante de Louis Riel, héros et martyr pour cer-

tains, traître et meurtrier pour d'autres."

"La main au feu", par Roland Giguère est né à Montréal en 1929. "L'âge de la parole", un recueil de poèmes publié en 1965, lui valut le prix France-Canada et le prix de poésie des Concours littéraires de la ville de Montréal. Ce recueil constitue une première rétrospective des poèmes de Giguère et réunit des inédits échelonnés de 1949 à 1960. "La main au feu" constitue une seconde rétrospective couvrant la même période. Il s'y ajoute deux recueils postérieurs à 1960. Roland Giguère est aussi connu comme peintre et graveur. Mais c'est surtout comme poète qu'il

L'histoire de la Liberté

Le livre club de l'heure pour l'homme assoiffé d'éducation socio-politique.

Expédiez à Québec-Pressé,
9670 rue Pélouin, Montréal 358



LES CONQUÊTES SOCIALES



L'ÉCOLE
DÉMOCRATIQUE



PRÉFACE

Henri FAURE
Président Honoraire
de la Ligue Française
de l'Enseignement



LES CONQUÊTES
OUVRIÈRES



PRÉFACE

Eugène DESCAMPS
Ex-Secrétaire Général
de la C.F.D.T.



L'INFORMATION,
LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE



PRÉFACE

Armand LANOUX
de l'Académie Goncourt

Je désire recevoir des informations

Nom.

Adresse.

Profession.

vient de paraître

s'est fait connaître. Ses poèmes sont traduits en anglais, en espagnol, en italien et en ukrainien.



“Les neuf couplets”,
par Gilles Vigneault, les
nouvelles éditions de
l'Arc.
“Je t'ai racontée à des
pierres
Qui n'en ont pas perdu un
mot
et qui gardent de ta
lumière
Comme des âmes des
animaux
Je t'ai racontée à des
ormes
Qui ne causent qu'avec le
vent
Ces visages de toi qui
dorment
Je me les réveille
souvent
Ta vie est ma saison
prochaine...”

Gilles Vigneault se ra-
conte en neuf couplets. Le
premier dit que le temps
passe. Le deuxième ap-
prend que c'est aujourd'hui.
Le troisième a mis le cœur à sa place. Et le
rideau tombe sur un “con-
te pour après”.

“Vivre en forêt”, par
Paul Provencher, les édi-
tions de l'Homme.

Avant de s'enfoncer
dans les bois, il importe
de posséder un minimum

d'information sur la vie en
forêt et sur l'art de cap-
turer les animaux qui la
peuplent. Paul Provencher
fournit justement les ren-
seignements de base sur
les cartes topographiques,
l'orientation en forêt, les
abris, wigwams et tentes,
l'habillement, les chaus-
sures et l'équipement de
couchage qu'il faut appor-
ter hiver et été, la trappe,
la pêche, la conservation
et la préparation du pois-
son et de la viande, et en-
fin les plantes comestibles
et les plantes médicinales.

Du même auteur, les
éditions de l'Homme pro-
posent aussi le “Guide du
trappeur”. Paul Proven-
cher a fréquenté des tri-
bus indiennes, des guides
et des trappeurs; il nous
transmet ici les techni-
ques et les notions que
ceux-ci lui ont communi-
quées au sujet du feu des
trappes, des collages et
des pièges. L'auteur, lui-
même guide forestier, ex-
plique comment tanner les
peaux.

“L'autre France”, par
Edward W. Fox, nouvelle
bibliothèque scientifique,
Flammarion.

Edward W. Fox, histo-
rien et géographe, exami-
ne ici les commencements
de l'histoire du monde
méditerranéen et du monde
européen. Il retrace
d'abord le développement
de deux types de société:
d'une part, un système
d'Etats essentiellement au-
toritaires et administra-
tifs reposant sur un mode
de vie agricole; d'autre
part, un système d'insti-
tutions politiques repré-
sentatives concentrées dans
les ports (ou Cités-Etats)
dont l'économie se fonde
sur le commerce mariti-
me. Ces modèles, une fois
établis, l'auteur les con-
fronte à l'histoire de

France qui commence, se-
lon lui, au VIII^e siècle. Il
projette ainsi une lumière
nouvelle sur des événe-
ments aussi différents que
la rupture des Carolin-
giens avec le monde médi-
terranéen, la Révolution
de 89 et les crises qui ont
secoué la société françai-
se, au cours des XIX^e et
XX^e siècles.

“Confessions d'un gy-
nécologue”, par A.J.
Bace, les éditions HMH.

“Ca ne vous fait pas
quelque chose de voir
toutes ces femmes
nues?” Voilà la première
question à laquelle l'au-
teur, un gynécologue amé-
ricain, répond. On se dou-
te tout de suite du caractè-
re “léger” de l'ouvrage.
Le docteur Bace raconte
l'expérience qu'il a acqui-
se auprès de ses patientes
au cours de ses trente an-
nées de pratique. “Sans
faire de philosophie mé-
dicale”, précise-t-il. L'en-
nui c'est que l'ouvrage est
truffé d'anecdotes anodi-
nes qui ne divertiront mê-
me pas le lecteur qui, en
achetant “Confessions d'un
gynécologue”, une brique
qui doit coûter une dizaine
de dollars, voulait surtout
se renseigner. Quel inté-
rêt y a-t-il à savoir que
la signature de l'auteur fi-
gure sur plus de 7.500
certificats de naissance ou
encore que “d'examiner

toute la journée des fem-
mes de toutes tailles et de
tous formats est à peu

près aussi excitant que de
passer en revue des sacs
de pommes de terre”.

Librairie.
BIBLIOPHILE
canadienne
550, DORCHESTER est,
MONTREAL 132,
QUEBEC.
Tél: 844-1816
Achat-Vente

LES AVENTURES DU
CAPITAINE KÉBEC
EN VENTE PARTOUT

**Enfin du neuf
chez votre Libraire**
• No.1 de l'humour à plein
• Sexe-fiction - Emmanuel
Cocke
• De ma cage à ton salon
• Guide touristique Québec
(la réalité du pays)
LES ÉDITIONS DE L'HEURE

Dans le numéro
de septembre du

**JOURNAL
DU FRAP**

abonnement
annuel
\$5.00



LA GRÈVE CHEZ FIRESTONE

**LE “MANIFESTE” DES
GRÉVISTES QUÉBÉCOIS**

LA CEQ EN CONGRÈS

**LE NPD ET LE MOUVEMENT
OUVRIER AU
CANADA**

**FRONT D'ACTION
POLITIQUE**

3960 St-Denis
843-8901

**LES MESSAGERIES
INTERNATIONALES DU LIVRE INC.**

Henri Guillemin
**NAPOLEON
TEL QUEL**



**LIRE C'EST ÉVOLUER
AVEC SON TEMPS**

En vente chez votre librairie habituel

LES DROITS DE L'ENFANT AU QUÉBEC

avec la collaboration
de plusieurs spécialistes
dans le numéro spécial
d'août-septembre de

Maintenant

En vente dans les kiosques et les librairies

Je désire recevoir **MAINTENANT**

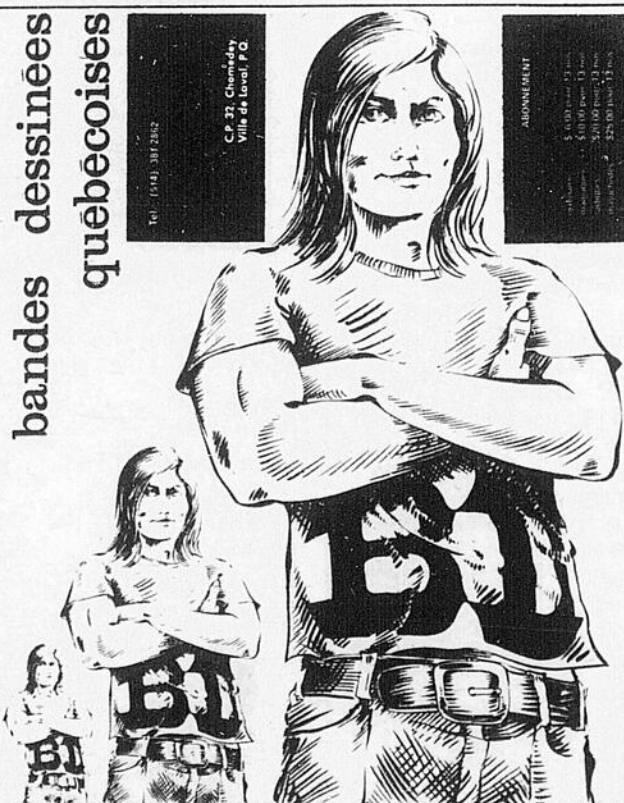
- ☐ Abonnement ordinaire \$7.
☐ Abonnement étudiant \$5.

Nom

Adresse

REVUE MAINTENANT
775, boul. Lebeau, Montréal
739-2758

bandes dessinées
québécoises



Septembre 1973
hobo quécéc
.50c

poster louis geoffroy
une interview avec louis geoffroy

ont collaboré à ce numéro:
michel beaulieu
claudio beaulieu
carl cloutier
marc andre gagné
louis geoffroy
louis-philippe hebert
gerald mackenzie
andré roy
patrick strahan le lion rasi
denis vanier
volande villeneuve

Dimanche

30 DIMANCHE, à 11h., aux canaux 2, 9, 11, 12. Hommage à feu Daniel Johnson. A l'occasion du 5e anniversaire de la mort de l'ex-premier ministre du Québec. Andréanne Lafond interviewe Mme Reine Johnson, ses deux fils et deux des principaux collaborateurs de Daniel Johnson, Mario Beaulieu et Jean Loiseleur.

D'HIER A DEMAIN, à 16h., aux canaux 2, 7, 9, 11 et 12. "L'Albanie". Documentaire de Daniel Bertolino. Petit pays de deux millions d'habitants, situé entre la Grèce et la Yougoslavie, l'Albanie s'est constituée au lendemain de la guerre de 39 en République populaire.

LES BEAUX DIMANCHES, à 20h30, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. "Molière pour rire et pour pleurer - le mariage d'Armande". (3e épisode). Molière est en pleine bagarre avec la troupe de l'Hôtel de Boulogne. Il est, de plus, amoureux d'Armande qui a 22 ans de moins que lui. Avec Jean-Pierre Darras, Caroline Cellier, Marianne Comtell, Bernard Alane et Denis Manuel.

LES BEAUX DIMANCHES, à 21h30, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. "Karl Richter". Oeuvres de Jean-Sébastien Bach interprétées par Karl Richter au clavecin et à l'orgue.

CINE-CLUB, à 23h30, aux canaux 2, 9, 11 et 13. "Mamma Roma". Drame psychologique de P.P. Pasolini avec Anna Magnani, Franco Citti et Ettore Garofolo.

Lundi

RETRAITE. . . OU-VERTE OU FERMÉE? à 20h45, aux canaux 9C, 9NC, 13Q, 9S, 3N et 2B. Les dimensions juridiques de la retraite, tel que la donation des biens. Animateur: Jean Tétrault.

APPELEZ-MOI LISE, à 23h, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. Lise Payette et Jacques Fauteux reçoivent Mgr Félix-Antoine Savard, Pierre Lalonde et Claude St-Denis.

CINEMA, à minuit, aux canaux 2, 9, 11. "Deux jours à vivre". Film réalisé par Max Friedman avec Curt Jurgens, Victor de Kowa et Danielle

Gaubert. Un industriel s'engage dans une aventure sentimentale croyant ainsi parer au surmenage.

Mardi

SEPT-ILES, à 19h, au canal 6 (anglais). Documentaire qui analyse la situation ouvrière dans la ville minière de Sept-Îles à la suite du conflit patrons-ouvriers du 12 mai 1972. Donald Gallienne, Viateur Beupré et Jack Layton présentent leurs points de vue respectifs sur le sujet. Animateur: Nick Auf der Maur.

CINE-4, à 23h30, au canal 4 (Québec). "Douze hommes en colère". Drame psychologique avec Henry Fonda et Lee J. Cobb. La discussion d'un jury dans une affaire de meurtre.

SANS PANTOUFLES, à 23h30, au canal 10. "Les bons vivants". Film à sketches de G. Lautner avec Bernard Blier, Louis de Funès, Darry Cowl, Mireille Darc et Andréa Parisy. Trois épisodes se déroulant dans les milieux de la prostitution.

CINE-SOIR, à minuit, au canal 13 (Trois-Rivières). "Le grand alibi". Drame policier d'Alfred Hitchcock avec Jane Wyman, Richard Todd et Marlene Dietrich. Une jeune femme s'efforce d'aider un ami accusé de meurtre.

Mercredi

VEDETTE EN DIRECT, à 20h, aux canaux 2, 9, 11. Jean-Pierre Ferland. Avec ses musiciens, il interprète ses plus belles chansons de "Jaune", "Soleil" et "Les Vierges du Québec".

LES GRANDES PRODUCTIONS, à 20h, au canal 10. "Les sultans". Comédie de J. Delannoy avec Gina Lollobrigida, Louis Jourdan et Muriel Baptiste. Un playboy, retenu par les problèmes de sa fille, néglige sa maîtresse.

VIENS VOIR, à 20h45, aux canaux 9C, 9NC, 13Q, 9S, 3N et 2B. Visite du Boulonnais, région du nord-est de la France: documentaire sur le Cotentin (Normandie) avec évocation d'une oeuvre de Barbey d'Aurevilly.

LE 60, à 21h30, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. Magazine d'information. Entrevues et reportages filmés traitant de l'actualité. Animateur: Pierre Nadeau.

APPELEZ-MOI LISE,

à 23h, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. L'invitée de Lise et de Jacques Fauteux est Alexandra Stewart.

Jeudi

RYTHMES, à 19h15, aux canaux 9C, 9NC, 13Q, 9S, 3N, 2B. Sensibilisation aux rythmes du Portugal. Animateur: Michel Cartier.

JEUDI 7h30, au canal 6 (Chicoutimi). "L'étranger". Drame psychologique de S. Gobbi avec Marie-France Boyer, Pierre Vaneck et Pierre Massimi. Une jeune femme, poursuivie par des inconnus, se met sous la protection d'un écrivain rencontré dans un train.

TAM DI DELAM, à 20h30, aux canaux 9C, 9NC, 13Q, 9S, 3N, 2B. "Alimentation". Pierre Thibault et Michèle Jumeau reconstituent l'histoire et ethnologue Robert-Lionel Séguin, afin de nous raconter l'histoire de l'alimentation québécoise.

CINEMA 7, à minuit, au canal 7 (Sherbrooke). "Echappement libre". Comédie policière de J. Becker avec Jean-Paul Belmondo, Jean Seberg et Gert Froebe. Un journaliste accepte de faire passer en contrebande de l'or caché dans une voiture de sport.

Vendredi

LES P'TITES VUES, à 20h, aux canaux 9C, 9NC, 13Q, 9S, 3N et 2B. "Pas question le samedi". Comédie d'A. Jofé avec Robert Hirsch et Mischa Acheroff. Un vieil Israélite ne peut entrer au paradis avant que ses enfants ne soient mariés et installés en Israël.

HORS SERIE, à 20h30, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. "Léonard de Vinci". (4ième partie). Léonard fait la connaissance de Michel-Ange et de César Borgia, deux forces considérables en elles-mêmes. Avec Philippe Leroy, Giulio Bozzetti et Anna Odessa.

CINEMA, à minuit, aux canaux 2, 9, 11. "M. Hobbs prend des vacances". Comédie avec James Stewart, Maureen O'Hara et Lauri Peters. Les vacances mouvementées d'une famille dans un chalet au bord de la mer.

CINE-NUIT, à 1h30, au canal 2. "Le bidon". Drame réalisé par Fellini, avec Broderick Crawford, Richard Basehart et Giulietta Massina.



ON NE DIT PLUS UN DICTIONNAIRE...
ON DIT UN ROBERT

LES MOTS CORSÉS

HORIZONTAL

1- Le lecteur de Québec-Press l'est. - Adverbe de lieu.

2- Qui agit sans réflexion, tel Lous Philippe Lacroix - Agent politique, et aventurier, son sexe fut longtemps incertain.

3- Nitrate de potassium, ou salpêtre - Enduit qui prend le poli du marbre.

4- Territoire du nord-ouest. - Article. - Fleuve d'Italie.

5- Maladie de la peau - Ventilé - Eminence.

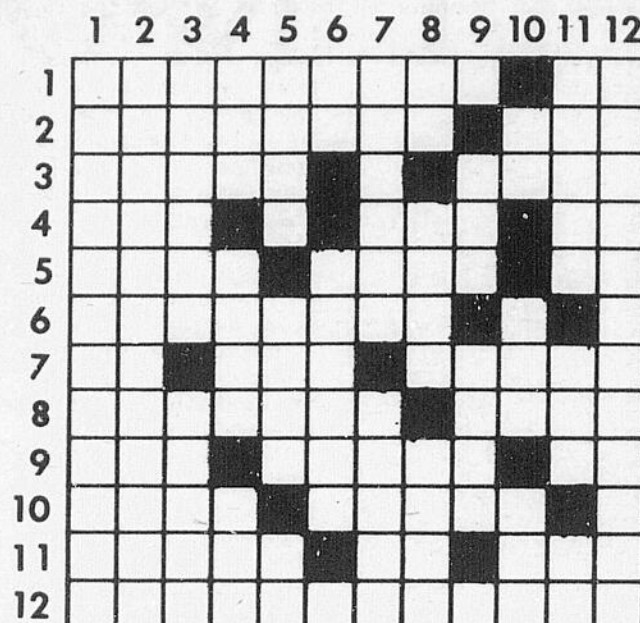
6- Travaux, ouvrages.

7- Personnel - Prénom masculin - L'indépendance en est une que nous devons franchir, si nous voulons prendre en main nos destinées.

8- Récit transmis et défiguré peu à peu par la tradition, comme le fédéralisme actuel. - Action d'abattre.

9- FLQ irlandais - Quand ce n'est pas l'argent, c'est ce à quoi les fédéralistes québécois s'accrochent. - Personnel.

10- Vêtement antique anciennement porté par les



dictateurs, et maintenant par les juges. - Navigateur.

11- Lassitude, inévitable quand Bourassa prononce un discours - Soudium - Voix articulée exprimant la pensée.

12- Science du dénombrement, avec le temps ne favorise pas la langue française.

VERTICAL

1- Québec-Press l'atteindra grâce à ses abonnés, plur., néologisme.

2- Jetteront des étincelles, en parlant des députés péquistes du prochain parlement.

3- Marquons. - Obtint.

4- Certain - Dieu des

vents, Raymond Garneau min. des Finance, peut se comparer facilement à lui. - Obtint.

5- Epoque - Ancienement: Gentil, poli.

6- Idem - Insignifiant, Inoffensif, voir Dupuis.

7- Donnés une gifle. - Du verbe être, part. prés.

8- Négation - Anneau de cordage - Elançai.

9- Dans la rose des vents - Tête, lettres mélangées.

10- Prép. - Vieux cabriolet anglais. - Touché.

11- Action de couper - Adv. de négation - Début de l'oeil.

12- Qui n'est pas compétent, on les retrouve au gouvernement.

CINÉ- GUIDE

A ignorer: ●
A voir à la rigueur: *
A voir: **
A voir absolument: ***
Chef-d'oeuvre: ****

	Jean-Pierre Tadros (Le Devoir)	Christiane Berthiaume (Télé-Métropole)	Luc Perreault (La Presse)	Robert Lévesque (Québec-Press)	Martin Malina (Montreal Star)
Cris et chuchotements (Ingmar Bergman) au Festival et au Cinéma V	****	****	****	****	****
Rétrospective Eisenstein à la Cinémathèque	****	****	****	****	****
Etat de siège (Costa-Gavras) au Dauphin	***	***	***	***	***
Festival Marlene Dietrich au Vieux-Montréal	***	***	***	***	***
Le dernier tango à Paris (Bertolucci) au Crémazie et au York	***	***	***	***	**
Rosemary's baby (Roman Polanski) au Vieux-Montréal	**	***	***	**	***
Pat Garrett and Billy the Kid (Sam Peckinpah) au Capitol	***	**	**	***	*
Répulsion (Roman Polanski) au Vieux-Montréal	**		***	**	***
Paper Moon (Peter Bogdanovitch) au Claremont	**	*	***	**	**
La bonne année (Claude Lelouch) à l'Elysée	*	**	**	*	**
Blume in love (Paul Mazursky) au Westmount Square		**	**		***
Traitement de choc (Alain Jessua) au Crémazie			**	**	**
Eglantine (Jean-Claude Brialy) au Chevalier		**	*	*	*
Les corps célestes (Gilles Carle) au Fleur de Lys	**	*	*	*	**

L'INFORMATION LIBRE C'EST QUI?

**Nous publierons
les opinions
de nos lecteurs
sur le phénomène
de la concentration
de la presse,
ainsi que leurs
critiques sur
la forme et
le contenu de
Québec-Presse.**

3 ANS... POUR DURER

**Participez
au supplément
"Libre Opinion"
que Québec-Presse
publiera par ses
lecteurs le dimanche
21 octobre.**

QU'ON SE LE DISE

Gilles Lavoie président CA A.C.P.S. (Québec-Presse) Pierre Ryan président NPD Montréal-Saint-Jacques OPULAX TOP avant des jamaïcains Syndicat des employés du Conseil de développement social 412 St-François Xavier, Montréal 115	Daniel Tremblay président du CA A.C.P.S. (Québec-Presse) Fédération des ingénieurs et cadres du Québec (F.I.C.) 411 St-Jacques, Québec Emile Boudreau président du C.R.S. Montréal Conseil du travail Montréal FTQ J.E. Simard président Pierre Mahé président Union des lecteurs local 10 Montréal	Micheline Sicotte présidente Association des enseignants de Le Saguenay, membre du C.A.S.J.E. (C.A.S.J.E. Saguenay) Guy Ferland directeur de l'information Commission des syndicats Au service de 15,000 travailleurs québécois B. Kent Rowley président Rationalisation industrielle Jean-Marie Bélanger président C.S.M. (C.S.N.) Syndicat international des travailleurs unis du papier service de recrutement et d'éducation 1015 avenue, rue De-Gabriel, 1015 3010 320, Montréal 115, Québec téléphone 886-1914 Fédération des coopératives étudiantes du Québec 300 avenue St-Jacques Montréal 101, Québec téléphone 886-2271	CSN Rue Saint-Jacques, 1015 Québec 115, Québec 115 Langue vif 1111 St-Jacques, Montréal téléphone 886-2271 Secteur national des Carrés du Saguenay Lac-Saint-Jean Fédération à Québec-Presse Les possesseurs de G.P.E.S. téléphone 886-1914 Union internationale des travailleurs du papier, du carton, du bois, du câble, du caoutchouc et du cuir 111 St-Jacques, 115 Montréal 115
--	---	---	--

**Nous publierons
les nom
et fonction
de tous ceux
qui nous feront
parvenir \$10
pour affirmer
leur volonté
de soutien au seul
hebdomadaire
authentiquement
libre.**

"Quant aux bons vieux couplets sur la nécessité financière et technique de la **concentration**, ils n'ont de sens que dans ce même contexte de pur laissez-faire. **Bien sûr que c'est plus payant — pour les concentrateurs** ... Comme dans l'alimentation ou n'importe quel autre secteur où monopoles et cartels sont également fort rentables, au point même d'exploiter scandaleusement les consommateurs. C'est d'ailleurs pourquoi on fait des lois, plus ou moins sérieuses, pour briser ces concentrations excessives et / ou pour susciter et au besoin sub-

ventionner des entreprises concurrentes. Pourquoi diable hésiterait-on à en faire aussi pour prévenir ou briser le plus sournois et potentiellement le plus délétère des abus, celui qui vise à contrôler la "consommation" d'information et d'opinion"...

Jusqu'aux limites du possible, on doit favoriser la multiplicité et l'indépendance des "média", en particulier dans le secteur foncièrement privé des journaux et autres publications.

René Lèvesque



Moi (tous nous-autres), je sais maintenant, parce que "mon" journal a survécu de peine et de misère pendant près de quatre ans, que si je décide de faire cette contribution, de payer cette "taxe" annuelle à la liberté de l'information, JE SUIS CAPABLE d'assurer la survie et le succès de QUÉBEC-PRESSE. Et je sais aussi que si QUÉBEC-PRESSE réussit, il sera ensuite capable de fournir l'aide technique et même financière à tous les "Québec-Est" de toutes les régions du Québec.

C'est possible! La LIBERTÉ de l'information, elle est à notre portée. Et, collectivement, nous avons les moyens de rapprocher l'information du peuple. Il suffit que "je" sois suffisamment nom-

breux, et que "je" sois déterminé à réussir.

Dans le domaine de l'information LIBRE, comme dans bien d'autres domaines, nous n'avons pas le droit de compter sur un quelconque Messie ou sur une quelconque formule magique. Nous avons la formule. QUÉBEC-PRESSE n'est pas un journal parfait. QUÉBEC-PRESSE ne peut pas faire plaisir à tout le monde en même temps. QUÉBEC-PRESSE peut et doit s'améliorer. Mais QUÉBEC-PRESSE est là, et il est là grâce à la formule de la propriété collective par des personnes et par des groupements populaires. Essayez de trouver une formule qui offre de meilleures garanties d'assurer une information libre?

Emile Boudreau

Faites parvenir votre \$10 et/ou votre opinion, au plus tard lundi le 15 octobre à: **Québec-Presse, Libre Opinion, 9670 rue Pélouquin, Montréal H2C-2J4.**

LES RATS 1... ET AUTRES BIBITES

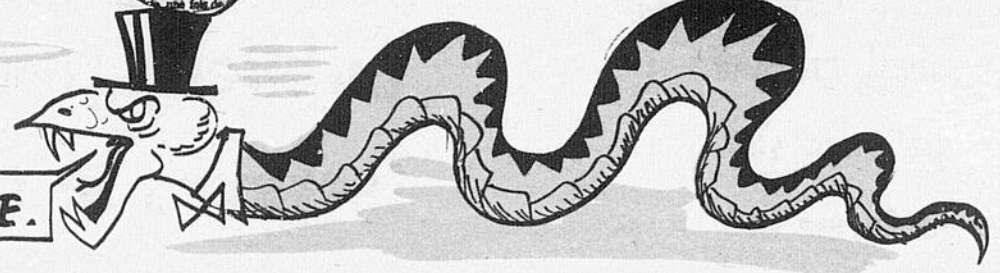


Nombre de Québécois suivaient de près "l'expérience Allende"

Cet événement, ajoute M. Daoust, constitue une pièce majeure qu'il faut verser au dossier des sociétés multinationales, au premier plan desquelles se trouve la société internationale. Tout le Chili est en émoi. Un télégramme a déjà été adressé au président Allende par le président de la République.



INACCEPTABLE.



... et ils y ont vu... à suivre la semaine prochaine

Le hockey

Une entreprise à l'avantage d'une minorité

par André Houle

Dryden est parti en claquant les portes parce qu'il n'a pu s'entendre avec la direction du Canadien. Les uns ont dit que Dryden était un ingrat et qu'il n'avait pas été loyal envers le Canadien en ne respectant pas son contrat. D'autres ont loué le courage de Ken, qui a osé tenir tête aux magnats du hockey, et ont exprimé leur admiration devant l'esprit d'indépendance du grand gardien du Canadien. Enfin, d'autres, les partisans de l'équipe, se sont sérieusement inquiétés de l'avenir du Tricolore sans Dryden dans ses rangs.

Dryden a prétendu, avec raison, que sa valeur commerciale aux guichets, comparativement à celle de certains de ces coéquipiers et surtout à celle d'autres hockeyeurs des deux ligues majeures était sous-estimée. Si i des gars comme Rod Gilbert, Jean Ratelle, Vic Hadfield ou Brad Park valent \$200,000 avec les Rangers ou si Jacques Locas mérite un salaire de \$100,000 alors même qu'il n'évolue pas avec les pros, ou encore si les premiers choix au repêchage de juin dernier ont tous obtenu des contrats supérieurs à \$100,000, Dryden les valait tous et même davantage. Il a cru faire mieux ailleurs et il est parti. C'était son affaire et tant mieux pour lui, il avait en main les atouts pour le faire cela.

Ce qu'en pense le monde ordinaire

Nous ne voulons pas prendre position ici pour une partie ou l'autre. Le Canadien a-t-il été trop avare de ses sous et n'a-t-il pas assez payé Dryden? C'est possible. Dryden, considérant le fait qu'il ne comptait pas tellement d'années chez les pros, a-t-il été trop exigeant, trop vite? C'est peut-être également possible. Mais, quoi qu'il en soit, cela nous laisse tout à fait indifférent. Les batailles de millionnaires, ça n'émeut plus le monde ordinaire.

Il y a de plus en plus de sportifs qui ne s'inquiètent plus des querelles d'argent des riches magnats du sport et des non moins riches associations de joueurs. Ça fait rire un peu quand on entend un athlète qui vient de signer un contrat d'un million ou plus et qui dit qu'il "vient d'assurer son avenir". S'il fallait que l'ouvrier ordinaire doive négocier de semblables salaires pour "assurer son avenir" et pour avoir "la quiétude d'esprit" nécessaire au bon exercice de son métier, ce serait du joli...

C'est nous qui payons la note

Nous avons remarqué que le départ de Dryden n'a pas provoqué un énorme tollé de protestations ni de commentaires chez les gens. Reportez-vous quelques années en arrière et imaginez un instant que Maurice Richard quitte le hockey parce qu'il n'a pu s'entendre avec le Canadien sur son salaire. Si on a fait une émeute parce qu'il avait été suspendu, imaginez ce qu'on aurait pu faire s'il avait quitté définitivement. Les temps ont changé. Les gens se rendent compte que le sport professionnel n'est plus qu'une grosse entreprise à profits qui favorise une minorité de gens, souvent au détriment de la majorité. Aux Etats-Unis, seuls les gens à l'aise peuvent assister à des spectacles de sport professionnel. A Philadelphie, même si le Spectrum est construit en plein quartier noir, on n'en voit pas beaucoup aux parties des Flyers, parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter de billets. Au Forum, ça devient un peu semblable. Les grosses compagnies achètent la majorité des billets. De toute façon, il n'y aurait plus tellement de gens qui auraient les moyens d'en acheter.

Pourtant, la consommation de spectacles de sport est une drogue quotidienne dont beaucoup de gens ont besoin. Les gens sont friands de spectacles sportifs, mais plusieurs d'entre eux commencent à trouver la note passablement élevée...

Les Jeux pour handicapés: un succès

Le travail reste à faire au niveau des régions

par Pierre Terroux

En 1970, 55 athlètes participaient aux premiers jeux provinciaux pour handicapés physiques. Samedi dernier, au collège Laval, à Laval, le nombre était passé à 130 accusant néanmoins une diminution d'une vingtaine de participants par rapport à l'année précédente.

“Nous escomptions en accueillir plus de 200, de dire Roger Mondor, directeur général de la Fédération des loisirs et sport pour handicapés physiques du Québec. Sans nous décevoir, ce résultat nous incitera à accentuer davantage le développement du loisir pour handicapés au niveau des diverses régions de la province. Les régions du Québec qui sont actuellement les plus motivées et les plus réceptives aux problèmes des handicapés en matière de loisirs et de sports sont celles de Sherbrooke et de Québec. Le malheur, c'est que la Fédération n'a pas les moyens financiers et le personnel pour entreprendre une grande campagne de sensibilisation par tout le Québec.”

Aux récents jeux, la plupart des compétiteurs venaient des régions de Sherbrooke, Québec et Montréal, mais tous étaient animés du même désir. Participer d'abord et triompher ensuite. "Nos gars et nos femmes nous disent tous que le seul fait de s'amuser les satisfait mais les efforts qu'ils fournissent et les remar-

ques qu'ils s'échangent entre eux après une épreuve ou sur le podium de la remise des médailles démontrent que la victoire est loin de les laisser indifférents" de commenter Mondor.

Mondor tient à préciser, précision d'ailleurs entérinée par plusieurs des participants, que les Jeux provinciaux ne s'adressent pas à l'élite et ne visent pas à découvrir les événements représentants du Québec aux Jeux du Canada ou aux Jeux olympiques pour handicapés. "L'élite ne nous intéresse pas. Nous existons pour offrir à nos membres des activités "vivantes". Nous aimons mieux les voir sur le terrain que devant la télévision à longueur de journée. Que nos épreuves de slalom (difficiles et audacieuses, soit dit en passant) réussissent à convaincre un handicapé en chaise roulante que sa chaise peut être "domptée" et ne doit pas constituer un obstacle insurmontable, et nous serions très satisfaits. Ces activités sportives permettent aux participants de dépasser des limites qu'ils croyaient inaccessibles vu leur handicap."

Citons seulement, à titre d'exemple, le cas de M. Jean Byrnes de Sherbrooke. Amputé des deux jambes à la suite d'un accident en 1956, il a dû abandonner la pratique des sports dont il raffolait. «J'ai continué à m'occuper de sport mais ce n'était pas comme le

pratiquer soi-même," dit-il. Depuis trois saisons, il prend part aux championnats provinciaux et il réclame d'autres compétitions. "Les Jeux provinciaux, comme ceux d'aujourd'hui, sont trop chargés. Il serait agréable que des compétitions inter-régionales ou municipales soient organisées. Nous aurions alors l'occasion de rencontrer d'autres gens plus sou-

L'organisation

L'augmentation du nombre des compétitions, comme le voudraient Byrnes et d'autres athlètes, ne se produira pas de sitôt. D'abord parce que la Fédéra-



La pétanque, avec le ping-pong et les fléchettes, était une des disciplines présentées dans le cadre des Jeux provinciaux pour handicapés physiques.

Marshall n'est pas un surhomme

par André Houle

Gene Mauch est un gérant astucieux et, dans les milieux de baseball, on dit qu'il sait tirer le maximum de ses hommes. On lui reproche cependant, entre autres choses, de s'entêter avec certains joueurs. Parfois, ça réussit, parfois, pas. Dans le cas de Bailey et Hunt, la patience de Gene Mauch fut des plus salutaires aux Expos puisque ces deux joueurs se sont avérés des atouts importants dans les succès remportés par les Expos cette saison.

Quand Mike Marshall a supplanté Claude Raymond comme artilleur de relève no 1 des Expos, il a eu quelques difficultés. Les gens ont réclamé Raymond mais Mauch a persisté à faire confiance à Marshall avec le résultat qu'il est devenu l'un des meilleurs

lanceurs des majeures. Depuis ce temps, Mike est l'homme de confiance de Mauch. Cette saison, non seulement a-t-il répété ses éclatantes performances de l'an dernier mais il a trouvé l'énergie nécessaire pour évoluer dans plus de la moitié des matches que les Expos ont disputés jusqu'à présent.

Même Marshall n'est pas une machine

Mais la résistance d'un homme, fût-ce Mike Marshall, a des limites, et un gérant de la trempe de Mauch doit le savoir. Contre les Phillies, il y a 8 jours, Marshall a failli perdre la partie. Il a distribué les coups sûrs à profusion et fut incapable de préserver une avance de 4-2. Heureusement, cet-

te fois là, les Expos se sont ralliés pour l'emporter à la dixième.

Lundi dernier, contre les Cards, Marshall a échoué encore. Enfin, mercredi dernier contre les Cubs, Marshall a alloué deux circuits et quatre points. Les Expos, qui avaient pris une avance de 5-0, ont alors dû baisser pavillon au compte de 8-6. Cette défaite pourrait sonner le glas de "Nos amours" dans la course au championnat. Un Marshall en forme et mieux reposé aurait certainement été en mesure de mater les frappeurs des Cubs comme il l'avait fait si souvent auparavant dans la saison.

Il y en a
d'autres

Il est certain que, sans Marshall, les Expos ne seraient plus dans la course

tion veut intensifier son travail au niveau du développement régional comme on l'a dit précédemment, ensuite parce que l'argent manque pour le faire. Ainsi, la Fédération a reçu \$808, du gouvernement pour participer à des compétitions mais n'a rien reçu pour en organiser.

“Si nous n'avions pas reçu l'aide des autorités du collège Laval, de l'Association des professionnels de l'activité physique que j'ai souvent accusée d'immobilisme et de d'autres organismes ainsi que d'amis personnels, nous n'aurions pas pu organiser les Jeux de cette façon et accueillir autant de participants”, de dire Mondor.

La baie James: le pays des outardes et des oies

La bernache du Canada porte le nom vernaculaire d'outarde, en français québécois. Cette expression fut choisie par les premiers colons français pour désigner cet oiseau magnifique, car il ressemblait aux outardes canadiennes et autres que l'on trouve en France et qui ont aussi, telle la bernache, l'habitude de se poser dans les champs, quoiqu'elles soient totalement différentes des bernaches au point de vue taxonomique, étant d'un ordre et d'une famille autres. "Brenta canadensis", de son nom latin, occupe tout l'hémisphère nord de l'Amérique, que ce soit de la sous-espèce "minima" ou bernache de Richardson, ou de la sous-espèce "maxima", pouvant atteindre 18 livres. Le Québec, pour sa part, reçoit une sous-espèce moyenne occupant le nord-est de l'Amérique du Nord. Lors de leur migration, les outardes du nord du Québec ont coutume de se diriger d'abord vers les côtes de la baie James et d'y séjourner un certain temps avant d'entreprendre leur volée vers le sud.

Elles s'y nourrissent de baies sauvages, dont certaines s'apparentent aux gros bleuets de nos tartes, mais en plus petit. Cette nourriture extrêmement riche leur permet d'accumuler les graisses qui favorisent leur déplacement en leur fournissant l'énergie dont elles ont besoin.

On les retrouve donc en forte concentration le long des îles rocheuses qui s'échelonnent sur le versant est de la baie James, à partir de la pointe Louis-XIV (Cape-Jones) jusqu'au sud de la baie, à l'embouchure des rivières Rupert et autres, où elles fréquentent surtout les battures vaseuses.

Les oies bleues et les oies blanches, qui forment en fait deux phases de couleur de la même espèce, "Chen caerulescens", suivent aussi, à partir de leurs aires de nidification dans le Grand Nord, ces mêmes côtes et s'y arrêtent pour manger comme les outardes, quoi qu'on les retrouve en plus grande concentration à mesure que l'on descend vers le sud.

La chasse

Dans le secteur où mes amis et moi sommes allés

chasser il y a deux semaines à North Camp, 25 miles au nord de Fort-Georges, la chasse se pratique sur les îles rocheuses, comme d'ailleurs à South Camp et à la pointe Louis-XIV (Cape-Jones). Les Indiens cris y ont choisi différents endroits de chasse que l'on occupe selon un système de rotation, afin de ne pas déranger le gibier. De plus, ils se sont réservé quelques endroits assez près du camp où il est possible d'aller quand même chasser lorsque le temps disponible est trop court pour occuper les sites plus éloignés.

Le déplacement se fait dans des embarcations en forme de canots de 16 à 20 pieds, très sécuritaires. Cette dernière caractéristique est une nécessité à la baie James, à cause des grands vents qui prédominent et des dangers d'immersion à l'eau glacée. Les Cris manœuvrent ces embarcations avec dextérité et grande joie, tout en nous transportant sans jamais s'y tromper à travers les dédales d'îles et de chenaux, qui ont tous l'air semblable pour l'oeil non averti des citadins blancs que nous sommes.

Une fois les emplacements choisis, quelques appelants sont étendus et l'attente fébrile commence. Normalement, les oies sont constamment en vol et les guides cris qui disent "niske" (outarde en cri), "waho" (oie bleue) et "wabaho" (oie blanche), appellent constamment le gibier qui aurait des chances de s'approcher. Il s'agit alors pour les chasseurs de rester cachés et de ne pas bouger, jusqu'à ce que les oiseaux soient à portée de fusil. Cela semble simple mais il faut se rappeler que les outardes et les oies sont les plus gros oiseaux gibiers que l'on peut chasser et qu'elles semblent beaucoup plus près qu'elles ne le sont en réalité. D'ailleurs, les novices et même les chasseurs chevronnés de sauvagines ne manquent pas de se lever trop tôt et d'effaroucher les oiseaux avant qu'ils soient à portée. Cette situation s'est naturellement répétée lors de notre expédition, au grand désarroi des quelques chasseurs expérimentés du groupe, au grand ébahissement des

novices et acceptée avec stoïcisme par les Cris.

Pour une réservation de quatre jours, comme celle que j'avais faite au printemps, on peut compter en général une demi-journée de chasse la première journée, plus deux journées de chasse complètes, plus une demi-journée de chasse le jour de notre départ. Malheureusement, la température inclemente et des changements brusques nous ont fait perdre une journée complète de chasse, soit la première demi-journée et la moitié de la seconde. De plus, à cause du peu de temps disponible et d'une déféction de moteur, certains groupes de 4 chasseurs dont je faisais partie ont dû chasser dans des endroits moins éloignés de la base et plus proches les uns des autres, ce qui pouvait diminuer leurs chances de succès.

Cette courte période de chasse et le fait que nous étions trop tôt en saison (l'été ayant été très doux et très long, les outardes n'avaient pas encore commencé à migrer en grand nombre) n'ont pas apporté aux 20 chasseurs les résultats escomptés.

Nous sommes loin d'avoir atteint notre limite, quoique notre tableau soit respectable: 60 pièces comprenant 25 outardes, 8 oies de Richardson, 4 oies bleues, 5 oies blanches, soit 42 oies et bernaches, plus 17 "chichipe" (canards en cri) comprenant 8 noirs et 9 piletts, plus une tish-chichipe (petit canard en cri, pour sarcelle à ailes vertes).

Pourtant tous les chasseurs étaient d'accord pour me dire qu'ils avaient passé 4 jours mémorables dans un paysage féérique, parmi un grand peuple chasseur, logés dans des camps confortables, et bien nourris (par un cuisinier chinois), tout en ayant participé à la poursuite du géant de nos migrants.

Solution des Mots Corsés

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
R	E	N	E	I	G	N	E	C	I		
E	T	O	R	D	I	E	A	N			
L	I	T	R	E	F	E	S	T			
T	N	O	S	T	E	S	T	P			
P	C	N	E	A	E	R	E				
R	E	S	O	G	N	E	S				
L	E	O	E	T	A	P	E				
L	E	G	E	N	D	E	A	B	A	T	
I	R	A	T	I	T	R	E				
T	C	E	M	N	A	T	E				
E	N	N	E	I	N	A	M	O	T		
S	P	T	I	S	T	I	Q	U	E	S	

Le cahier olympique

Le saut à la perche

(suite)

par José Sant

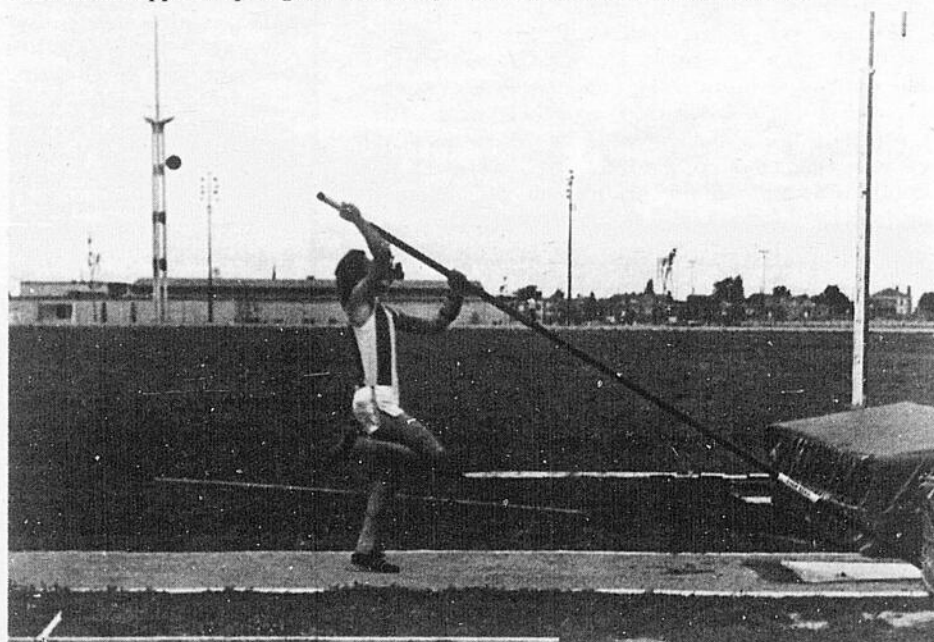
La semaine dernière, nous avons vu la technique du saut à la perche.

Cette semaine, nous vous présentons trois séquences du saut à la perche, séquences croquées par

notre photographe Yvan Poupart au parc Etienne-Desmarteaux de Montréal.



L'élan progressivement accéléré permet au sauteur qui a le désir de vaincre d'atteindre sur les derniers appuis la plus grande vitesse possible en relation avec le présenter.



A cet instant le pied d'appel se trouve dans l'axe de la course à l'aplomb de la main arrière, ce qui permet une extension totale du segment d'appel, donc une impulsion complète.



Le sauteur pénètre vers le sautoir en restant derrière sa perche. Dès l'entrée en suspension la perche fléchit; cette action est obtenue par le transfert à la perche de l'énergie créée par la course et l'impulsion en soulevant celle-ci des deux bras, bras supérieur tendu.

Une solution économique

Jonquière prête à présenter le canot-kayac aux Jeux de 1976

par Camille Cusson

La ville de Jonquière et la Fédération québécoise de canot-kayac se sont mises en branle dès l'annonce que les compétitions de canot-kayac seront éliminées des Jeux olympiques de 1976.

C'est le Comité international olympique qui aurait pris cette décision, et le COJO se serait empressé de l'entériner. Il semblerait que le haut coût déboursé à Munich pour cette compétition ait été le facteur déterminant de cette décision. Disons en passant qu'à Munich on avait dû "construire" de toutes pièces une rivière susceptible de rencontrer les critères voulus pour une compétition intéressante et que le tout s'était chiffré dans les \$8 à \$9 millions. C'était beaucoup en effet.

Sauf que le Québec n'est pas l'Allemagne. Le canot-kayac est une invention d'ici; c'est en fonction des rivières d'ici que les Indiens de l'époque inventèrent ce type d'embarcation: c'est le Canada qui a fait accepter le canot-kayac comme discipline olympique en 1929. Il serait dommage et pour tout dire quelque peu stupide de ne pas présenter ces compé-

titions au moment où le pays hôte des Jeux est justement le promoteur de

cette discipline.

D'autant plus qu'au Québec l'on n'aurait pas à

construire de rivière: le Québec abonde en rivières où ce sport peut être facilement pratiqué. Plus encore, la Fédération québécoise de canot-kayac, de concert avec la ville de Jonquière, se dit prête à organiser, à un coût absolument non prohibitif, des compétitions dont on se souviendra.

Au cours d'une conférence de presse dans les locaux de la Confédération des sports du Québec, monsieur Raymond Collet, président de la Fédération québécoise de canot-kayac, et des représentants de la ville de Jonquière ont remis à monsieur Saint-Pierre du COJO un dossier complet étayant leurs propos.

La ville de Jonquière estime à environ \$330,000.00 le coût total d'organisation des compétitions de canot-kayac dans leur région. Ce montant comprend la construction d'un chalet pour les journalistes, l'aménagement du terrain, la construction des estrades, de hangars, de restaurants, d'un pont suspendu, l'organisation sanitaire et l'aménagement d'un terrain de camping pour le personnel attaché aux com-

pétitions. Les organismes locaux et la ville de Jonquière elle-même participeraient aux dépenses et la participation financière du COJO serait d'environ \$150,000.00 seulement. On est loin des \$8 à \$9 millions de Munich!

La ville de Jonquière a en plus quelque expérience dans l'organisation de ce genre de compétition: la Fédération de canot-kayac a en effet installé son centre provincial d'enseignement dans la région du Saguenay et les kayakistes y viennent de partout dans la province. Le dernier championnat organisé a même attiré une forte délégation américaine.

L'endroit proposé dans le dossier présenté à monsieur Saint-Pierre est la rivière aux Sables qui en plus d'être un site naturel splendide, répond à tous les critères techniques nécessaires. On peut même y régler à volonté le débit d'eau grâce à un barrage en amont de la rivière, ce qui la rend apte à la compétition n'importe quand durant l'été et non seulement au printemps.

L'on a tellement ce projet à coeur qu'on a pensé

à tout dans ce dossier: le village olympique serait constitué du cégep de Jonquière, qui est doté de trois résidences pouvant loger plus de 400 personnes. On y a même prévu le coût des repas et les menus du jour! Le cégep comprend aussi un gymnase, une piscine olympique — qui a d'ailleurs servi à l'entraînement des nageurs canadiens —, des auditoriums et une salle de concerts.

Le seul problème reste encore la distance séparant la ville des Jeux, soit Montréal, de Jonquière: quelque 300 milles. Le dossier consacre donc un chapitre complet à l'énumération des routes, voies d'accès, aéroports publics et privés, qui font de la région du Saguenay une région relativement facile d'accès en des temps convenables.

Il ne reste plus qu'à espérer que le COJO, qui a déjà péché en entérinant une décision arbitraire sans consulter personne, étudie sérieusement ce projet et s'occupe avec la meilleure volonté du monde de sa réalisation. Les compétitions de canot-kayac doivent avoir lieu, quoi qu'en pense ou dise le CIO.



La Fédération de canot-kayak du Québec demande au COJO de reviser la décision du CIO de retirer cette discipline des Jeux de Montréal.

Le haut-commissariat changé en secrétariat

Du pareil au même avec les mêmes fonctionnaires

par Pierre Terroux

Selon les informations que nous avons pu obtenir, la nouvelle lancée vendredi selon laquelle le haut-commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports disparaît pour faire place à un secrétariat dirigé par M. Paul Phaneuf, actuel ministre responsable du haut commissariat, est fondée.

Toutefois, la solution proposée par le gouvernement libéral et qui reporte à un moment ultérieur la création d'un ministère des Loisirs et des Sports, ne plaît pas beaucoup aux gens du milieu.

L'idée en soi n'est pas vilaine. Paul Phaneuf, un gars dont on reconnaît la sincérité et le désir de mettre de l'ordre dans le domaine du sport et du

loisir au Québec, a toujours dit qu'il lui faudrait les outils nécessaires pour effectuer ce grand ménage. On ne croit cependant pas que ce secrétariat, tel que conçu et avec les personnes qu'on y installera, apportera les résultats escomptés.

Mais cette idée, qui n'est pas vilaine, est lourdement hypothéquée dès le départ par les hommes qui y oeuvreront. Les gens du milieu ne manifestent aucun enthousiasme devant le fait que le sous-ministre adjoint Yves Bélanger y deviendrait sous-ministre en titre.

M. Raymond Benoit y serait nommé directeur général. M. Ernest Bruyère accèderait au poste de directeur général ad-

joint et plusieurs autres fonctionnaires en poste au haut commissariat y occuperaient des fonctions plus importantes que celles dont ils jouissent actuellement.

Nous constatons donc que les mêmes personnages, les mêmes à qui on attribue la pagaille au sein du haut commissariat, s'y retrouveraient, y seraient confirmés dans leur rôle et même, comme dans le cas de M. Bélanger, finiraient finalement par accéder à un poste nettement plus important. Et ça ne sourit pas aux gens du milieu. On ne voulait pas de M. Bélanger comme sous-ministre adjoint. On ne voulait pas de ses politiques dirigistes. Voilà qu'on le retrouve dans le décor et plus fort que jamais.

On se demande d'où vient cette décision. Et dans le milieu on croit qu'elle ne vient pas de M. Phaneuf. On croit que M. Phaneuf a créé un Conseil québécois des loisirs et des sports et s'est installé à Montréal justement dans le but d'éviter que les problèmes du sport et du loisir soient "filtrés" par les fonctionnaires, et on constate, avec désarroi, que les fonctionnaires conserveront et accentueront leur emprise paralysante. C'est vraiment trop fort et la déception et la crainte gagnent les militants du sport amateur et du loisir. On craint pas sans raison: la une tentative du gouvernement libéral de tout contrôler, unilatéralement, dans ce domaine.

Une preuve qu'on ne

craint pas sans raison: la décision du gouvernement de loger la Confédération des sports du Québec et la Confédération des loisirs du Québec à la même enseigne, dans une école de Montréal-Nord. Nous avons appris que la CSQ et la CLQ s'opposeraient à une telle éventualité. Nous sommes en mesure d'avancer que la CSQ préférerait déménager dans le nord de la ville de Montréal, plus précisément à l'angle des rues Garnier et Jarry, et que la CLQ souhaiterait occuper les locaux actuels de la CSQ. Le gouvernement doit rendre sa réponse d'ici au 1er octobre, nous a-t-on dit. Ne l'a-t-il pas déjà rendue, cette réponse, et de façon très élégante en plus?



M. Paul Phaneuf, actuel responsable du haut-commissariat, qui occuperait la même fonction mais avec portefeuille au sein du nouveau secrétariat.

GF

GARNIER-FLAMMARION

Anthologie
poétique
française

- 153 - Moyen Âge T.1
- 154 - Moyen Âge T.2
- 45 - XVI Siècle T.1
- 62 - XVI Siècle T.2
- 74 - XVII Siècle T.1
- 84 - XVII Siècle T.2
- 101 - XVIII Siècle

BALZAC

Le lys dans la vallée



- 7 - Les Fleurs du mal et autres poèmes
- 89 - Les Paradis artificiels
- 136 - Petits poèmes en prose
- 172 - L'Art romantique

DIDEROT

Jacques
le fataliste



- 22 - Salammbô
- 42 - Trois contes
- 86 - Madame Bovary
- 103 - Bouvard et Pecuchet
- 131 - La Tentation de Saint-Antoine
- 219 - L'Éducation sentimentale

HUGO
les
misérables
II



- 33 - Oeuvres complètes T.1
- 41 - Oeuvres complètes T.2
- 54 - Oeuvres complètes T.3
- 70 - Oeuvres complètes T.4



- 3 - Eugène Grandet
- 40 - Le Médecin de campagne
- 48 - Une fille d'Eve
- 69 - La Femme de trente ans
- 98 - Le Contrat de mariage
- 107 - Illusions perdues
- 112 - Le Père Goriot
- 135 - Le Curé de village
- 145 - Pierrette
- 165 - Le Curé de Tours
- 175 - Splendeurs et Misères des courtisanes
- 187 - Physiologie du mariage
- 224 - Les Payans
- 242 - La Peau de Chagrin

BAUDELAIRE
LES
FLEURS
DU MAL
et
autres
poèmes



- 53 - Entretien entre d'Alembert et Diderot
- 143 - Le Neveu de Rameau
- 164 - Entretiens sur le fils naturel
- 177 - La Religieuse
- 192 - Les Bijoux indiscrets
- 234 - Jacques le Fataliste
- 252 - Lettre sur les aveugles

FLAUBERT
Madame
BOVARY

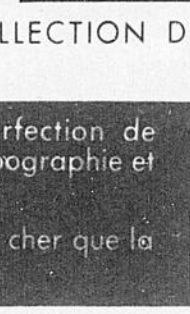
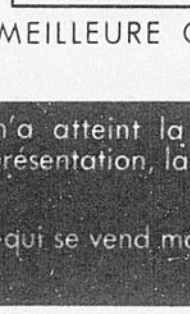
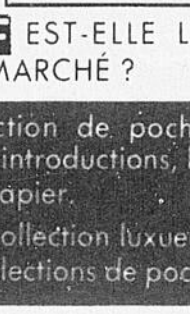
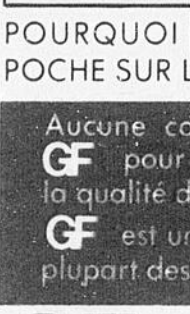
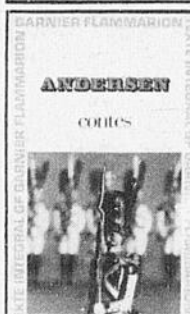


- 59 - Quatre vingt-treize
- 113 - Les Chansons des rues et des bois
- 125 - Les Misérables T.1
- 126 - Les Misérables T.2
- 127 - Les Misérables T.3
- 134 - Notre Dame de Paris
- 157 - La Légende des siècles T.1
- 158 - La Légende des siècles T.2
- 176 - Odes et Ballades - Les Orientales
- 185 - Cromwell
- 235 - Les Feuilles d'automne

MOLIERE
ŒUVRES COMPLÈTES III



La collection de poche la mieux adaptée aux besoins des professeurs et des étudiants



POURQUOI GF EST-ELLE LA MEILLEURE COLLECTION DE POCHE SUR LE MARCHÉ ?

Aucune collection de poche n'a atteint la perfection de GF pour les introductions, la présentation, la typographie et la qualité du papier.

GF est une collection luxueuse qui se vend moins cher que la plupart des collections de poche.

GF vous offre une chronologie détaillée, une introduction faite par un spécialiste et des notes.

GF vous présente des oeuvres célèbres, imprimées clairement sur un papier très blanc, donc agréable à lire, car nous pensons à votre bien-être et nous ne voulons pas que vous abîmiez les yeux.

Lorsque vous choisissez un ou plusieurs classiques pour vos classes soyez sûrs de choisir GF car en plus de toutes ces qualités GF vous offre le service de spécimens.

Simple: 1.30 - Double: 1.90 - Triple: 2.30



- 129 - Premiers dialogues
- 146 - Protagoras, Euthydème
- 163 - Théétète, Parménide
- 203 - Sophiste, Politique, Philèbe, Timée, Critias



- 1 - Dictionnaire Anglais Français et V.V.
- 2 - Dictionnaire Espagnol Français et V.V.
- 9 - Dictionnaire Italien Français et V.V.
- 10 - Dictionnaire Allemand Français et V.V.
- 123 - Dictionnaire Latin Français
- 124 - Dictionnaire Français Latin

SERVICE DE SPÉCIMENS

SI VOUS ÊTES PROFESSEUR - SI VOUS DÉSIREZ COMPARER GF À TOUTE AUTRE COLLECTION DE POCHE - SI VOUS VOULEZ ADOPTER UN OU PLUSIEURS GF POUR VOS COURS: IL VOUS SUFFIT DE NOUS APPELER AU (514) 336-0606 OU D'UTILISER LE COUPON RÉPONSE CI-DESSOUS.



BULLETIN RÉPONSE

À ENVOYER À: UDEL LTÉE, 350 BOULEVARD LEBEAU, MONTRÉAL 379

NOM DU PROFESSEUR: NOM DE L'ÉCOLE:

ADRESSE:

N° DE TÉLÉPHONE DE L'ÉCOLE:

Veuillez m'expédier un catalogue.

Veuillez m'envoyer gratuitement le (ou les) volume(s) suivants:

GF

GARNIER-FLAMMARION



- Théâtre**
- Aristophane: G.F. 115 et 116
 - Beaumarchais: G.F. 76
 - Cornélie: G.F. 179
 - Courtenay: G.F. 65, 106 et 247
 - Euripide: G.F. 46, 93, 99 et 122
 - Marivaux: G.F. 73
 - Molière: G.F. 33, 41, 54 et 70
 - Musset: G.F. 5 et 14
 - Racine: G.F. 27 et 37
 - Shakespeare: G.F. 6, 17, 29, 47, 61 et 96
 - Sophocle: G.F. 18

- 39 - Histoires extraordinaires
- 55 - Nouvelles Histoires extraordinaires
- 114 - Histoires nouvelles et sérieuses

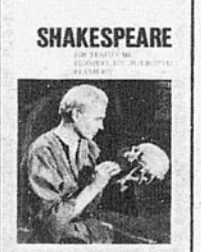
POE



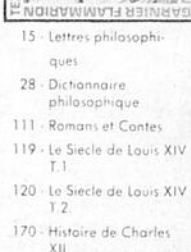
- 23 - Les rêveries du promeneur solitaire
- 94 - Du contrat social
- 117 - Émile ou de l'éducation
- 148 - Julie ou la Nouvelle Héloïse
- 160 - Lettre à M. d'Alembert sur les spectacles
- 181 - Les Confessions T.1
- 182 - Les Confessions T.2
- 243 - Discours sur les sciences et les arts



- 5 - Richard III - Romeo et Juliette - Hamlet
- 17 - Othello - Le Roi Lear - Macbeth
- 29 - Le Marchand de Venise - Beaucoup de bruit pour rien - Comme il vous plaira
- 47 - Les Deux Gentilshommes de Verone - La Mégère apprivoisée - Peines d'amour perdues
- 61 - Titus Andronicus - Jules César - Antoine et Cléopâtre - Coriolan
- 96 - Le Songe d'une nuit d'été - Le Songe des Rois - Les Joyeuses comarçeres de Windsor



- 11 - Le Rouge et le Noir
- 26 - La Chartreuse de Parme
- 49 - De l'amour
- 137 - Armance
- 226 - Racine et Shakespeare



- 191 - Germinal
- 194 - Nana
- 193 - L'Assomoir
- 207 - Pot-Bouille
- 216 - La Fortune des Rougon
- 227 - La Curee
- 229 - Thérèse Raquin
- 239 - Au bonheur des Dames
- 244 - Contes à Ninon
- 248 - Le Roman expérimental
- 249 - La Faute de l'Abbé Mouret
- 258 - La Bête humaine
- 262 - Une Page d'amour